

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA
PLANIFICATION ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING
AND REGIONAL DEVELOPMENT

**COMMISSION SPECIALE DE PASSATION DES MARCHES DU PADI-DJA
(CSPM – PADI-Dja)**

**DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N°000001/AONO/MINEPAT/PADI-Dja/CSPM_P/2024 DU 09/02/2024
EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET
D'EQUIPEMENT DE LA COOPERATIVE AGRICOLE D'EPARGNE ET DE
CREDIT DE LOMIE, DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU
PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA
BOUCLE MINIERE DU DJA ET DE LA ZONE FRONTALIERE ADJACENTE
(PADI-Dja)**

MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : LE COORDONNATEUR DU PADI-DJA

FINANCEMENT : BIP/MINEPAT-Chapitre 94, exercices 2024 et 2025

IMPUTATION : 94 195 05 110000 523317

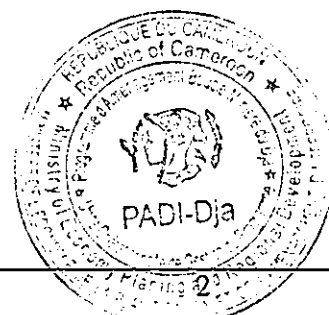
FEVRIER 2024



SOMMAIRE DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES (DAO)

Le présent de Dossier de d'Appel d'Offres comprend les pièces suivantes :

Pièce N°1 :	Avis d'Appel d'Offres (version française et anglaise)
Pièce N°2 :	Règlement Général de l'Appel d'Offres (RPGA0)
Pièce N°3 :	Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)
Pièce N°4 :	Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Pièce N°5 :	Cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
Pièce N°6 :	Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
Pièce N°7 :	Devis Quantitatif et Estimatif (DQE)
Pièce N°8 :	Cadre du Sous- détail des prix
Pièce N°9 :	Modèle du marché
Pièce N°10 :	Modèles et formulaires à utiliser
Pièce N°11 :	Liste des établissements financiers agréés pour fournir les cautions
Pièce N°12 :	Liste des laboratoires géotechniques agréés par le MINTP



PIECE 1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES



VERSION FRANÇAISE



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N°000001/AONO/MINEPAT/PADI-Dja/CSPM_P/2024 DU 09/02/2024 EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA COOPERATIVE AGRICOLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE LOMIE, DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA BOUCLE MINIERE DU DJA ET DE LA ZONE FRONTALIERE ADJACENTE (PADI-Dja)

FINANCEMENT : BIP/MINEPAT-Chapitre 94, exercices 2024 et 2025
IMPUTATION : 94 195 05 110000 523317

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'exécution du budget 2024, le **Coordonnateur du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja), Maître d'Ouvrage Délégué**, lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, pour les travaux de construction et d'équipement de la Coopérative agricole d'épargne et de crédit de Lomié, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja).

2. Allotissement

Les travaux sont constitués d'un lot unique.

3. Consistance des travaux

Les travaux à effectuer comprennent en particulier les opérations suivantes :

- a. TRAVAUX PREPARATOIRES
- b. TERRASSEMENT
- c. FONDATION
- d. MACONNERIE EN ELEVATION RDC
- e. PLANCHER HAUT-RDC
- f. MACONNERIE EN ELEVATION ETAGE
- g. CHARPENTE ET COUVERTURE
- h. ENDUIT ET REVETEMENT
- i. MENUISERIE METALLIQUE ET BOIS
- j. ELECTRICITE
- k. PEINTURE
- l. VOIRIE ET RESEAUX DIVERS (VRD) ET ASSAINISSEMENT
- m. EQUIPEMENT ET MOBILIER DE BUREAU

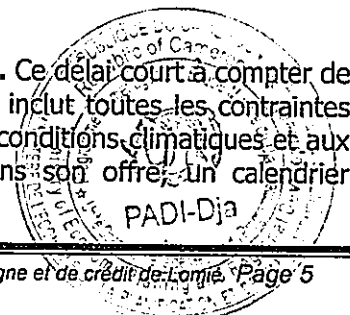
Les travaux spécifiques sont repris dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

4. Participation et origine

La participation à cet Appel d'Offres, est ouverte à égalité de conditions, à toutes les entreprises de BTP de droit camerounais, ayant des références exigées.

5. Délai d'exécution

Le délai global d'exécution des travaux est de **huit (08) mois calendaires**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux ; il inclut toutes les contraintes éventuelles liées à l'enclavement, aux spécificités particulières du site, aux conditions climatiques et aux moyens d'accès sur place. Il revient au co-contractant de proposer dans son offre, un calendrier d'exécution entrant dans le délai sus-indiqué.



6. Financement et montant prévisionnel

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'investissement public du MINEPAT, Exercices 2024 et 2025.

La ligne budgétaire est : **94 195 05 110000 523317**

Le montant prévisionnel alloué à ce projet est de : **150 000 000 FCFA.**

7. Consultation et acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré au siège de l'Unité Opérationnelle de Gestion du Programme (UOGP) sis au quartier Bastos face à l'Ambassade de la République du Congo (Brazzaville), dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance attestant, le paiement de la somme non remboursable de **100 000 (cent mille) francs CFA** au Trésor Public.

8. Cautionnement provisoire (garantie de soumission)

Chaque offre devra être accompagnée d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours, à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres, par un établissement bancaire de premier rang ou une compagnie d'assurance, agréé par le ministre en charge des finances et autorisée à des cautions dans le cadre des marchés publics et d'un montant égal à : **3 000 000 FCA.**

9. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en **sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies** marquées comme tels, devra parvenir sous plis fermés, ainsi qu'une copie numérique en version modifiable sur CD-ROM, au secrétariat du Coordonnateur du Programme à l'immeuble siège du PADI-Dja, sis au quartier Bastos à proximité de l'Ambassade de la République du Congo, au plus tard le 08/03/2024 à 14 heures précises, heure locale.

Elle devra porter la mention :

« APPEL D'OFFRES N°000001/AONO/MINEPAT/PADI-Dja/CSPM_P/2024 DU 09/02/2024 EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA COOPERATIVE AGRICOLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE LOMIE, DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA BOUCLE MINIERE DU DJA ET DE LA ZONE FRONTALIERE ADJACENTE (PADI-Dja).

FINANCEMENT : BIP/MINEPAT-Chapitre 94, exercices 2024 et 2025

IMPUTATION : 94 195 05 110000 523317

À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

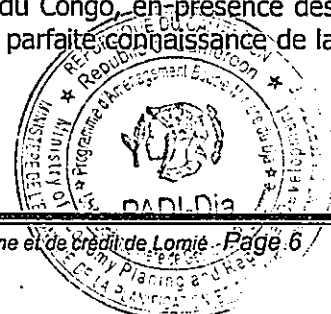
10. Recevabilité des offres

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission conformément aux dispositions du **point 8** du présent avis ; son absence ou sa non sa conformité, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Sous peine de rejet, les autres pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO). Elles devront obligatoirement être en cours de validité conformément à la réglementation en vigueur au Cameroun.

11. Ouverture des offres

L'ouverture des offres aura lieu le 08/03/2024 à 15 heures précises, dans la salle des réunions de la Commission Spéciale de Passation des Marchés du PADI-Dja, sise au rez-de-chaussée de l'immeuble PADI-Dja situé au quartier Bastos, à proximité de l'Ambassade de la République du Congo, en présence des soumissionnaires, ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance de la soumission dont ils ont la charge.



L'ouverture des plis se fera en un temps et en trois étapes :

- 1^{re} étape : Ouverture de l'enveloppe A contenant les pièces administratives (volume 1) ;
- 2^{ème} étape : Ouverture de l'enveloppe B contenant les offres techniques (volume 2) ;
- 3^{ème} étape : Ouverture de l'enveloppe C contenant les offres financières (volume 3).

12. Critères d'évaluation des offres

Critères éliminatoires

- a) Absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- b) Absence ou non-conformité au-delà du délai de 48 heures après la notification à l'entreprise, d'une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;
- c) Fausse déclaration, pièce falsifiée ou non authentique ;
- d) Entreprise figurant dans la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics
- e) Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de marchés publics
- f) Absence de l'attestation de visite de site signée sur l'honneur ;
- g) Dossier financier incomplet pour absence de l'une des pièces suivantes :
 - Une soumission timbrée et signée ;
 - Le devis Quantitatif et Estimatif (DQE) dûment renseigné ;
 - D'un sous – détail des prix unitaires
- h) Défaut de renseignement d'un prix unitaire quantifié dans le DQE ;
- i) Non décomposition d'un prix unitaire quantifié ;
- j) N'avoir pas satisfait au moins un total de 70% des sous critères sur l'ensemble des sous critères essentiels.

Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur **46 critères** sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Expérience du soumissionnaire : 12 sous-critères
- b) Chiffre d'affaires annuel moyen des trois dernières années supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA (à justifier par les copies des bilans comptables certifiés par un expert-comptable et les copies des extraits de marchés + PVs de réception des travaux) ; 01 sous-critère
- c) Matériels : 12 sous-critères
- d) Personnel d'encadrement : 17 sous-critères
- e) Note méthodologique, Visite des lieux et Planning de chantier : 4 sous-critères

NB : Les critères, explicités dans le règlement particulier du DAO et relatifs à la qualification des candidats seront évalués de façon binaire (oui/non). Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura obtenu une note technique supérieure ou égale à 33 oui/46 seront examinées.

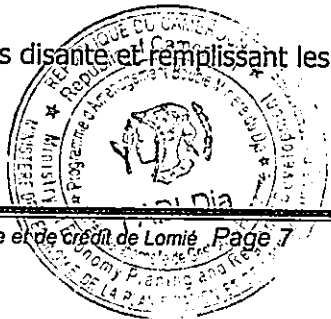
Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

13. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date initiale fixée pour la remise des offres.

14. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire présentant l'offre évaluée la moins disante et remplissant les critères administratifs, techniques et financiers requis.



15. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du Département chargé du Développement des Infrastructures Socioéconomiques du Programme d'Aménagement et de développement de la boucle minière du Dja et la zone frontalière adjacente (PADI-Dja), sis au quartier Bastos à « l'immeuble PADI-Dja » situé à proximité de l'Ambassade de la République du Congo.

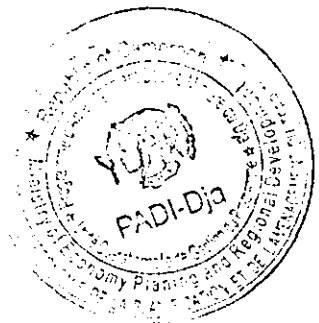
Fait à Yaoundé, le 09 février 2024

Le Maître d'Ouvrage Délégué

Ampliations :

- ✓ MINMAP ;
- ✓ ARMP (pour insertion au JDM) ;
- ✓ MINEPAT ;
- ✓ Pdi/CSPM/PADI-Dja ;
- ✓ Affichage ;
- ✓ SOPECAM ;
- ✓ DDRC (PADI-Dja) ;
- ✓ DISE (PADI-Dja) ;
- ✓ Chrono ;
- ✓ Archives.

VERSION ANGLAISE



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER NOTICE

N°000001/AONO/MINEPAT/PADI-Dja/CSPM_P/2024 OF 09/02/2024 IN EMERGENCY PROCEDURE, FOR CONSTRUCTION AND EQUIPMENT WORKS OF THE AGRICULTURAL SAVINGS AND CREDIT COOPERATIVE OF LOMIE, IN THE FRAMEWORK FOR THE IMPLEMENTATION OF THE INTEGRATED PLANNING AND DEVELOPMENT PROGRAM FOR THE DJA MINING LOOP AND THE ADJACENT BORDER ZONE (PADI-Dja)

FINANCING: BIP/MINEPAT-Chapter 94, financial years 2024 and 2025

CHARGING: 94 195 05 110000 523317

1. Object of the Invitation to Tender

As part of the execution of the 2024 budget, the Coordinator of the Integrated Planning and Development Program for the Dja mining loop and the adjacent border zone (PADI-Dja), Delegated Project Owner, is launching an Open 'National Invitation to Tender under emergency procedure, for construction and equipment work for the Lomié Agricultural Savings and Credit Cooperative, as part of the implementation of the Integrated Planning and Development Program of the mining loop of Dja and the adjacent border zone (PADI-Dja).

2. Allotment

The work consists of a single lot.

3. Consistency of the work

The work to be carried out includes in particular the following operations:

- a. PREPARATORY WORK
- b. EARTHWORK
- c. FOUNDATION
- d. MASONRY IN ELEVATION DRC
- e. HIGH-GROUND FLOOR
- f. MASONRY IN FLOOR ELEVATION
- g. FRAMEWORK AND ROOFING
- h. COATING AND COATING
- i. METAL AND WOOD CARPENTRY
- j. ELECTRICITY
- k. PAINTING
- l. MISCELLANEOUS ROADS AND NETWORKS (VRD) AND SANITATION
- m. OFFICE EQUIPMENT AND FURNITURE

The specific works are listed in the Specifications of Special Technical Clauses.

4. Participation and origin

Participation in this Invitation to Tender is open on equal terms to all construction companies under Cameroonian law, having the required references.

5. Completion time

The overall completion time for the work is eight (08) calendar months. This period runs from the date of notification of the service order to begin the work; it includes all possible constraints linked to isolation, the particular specificities of the site, climatic conditions and means of access on site. It is up to the contractor to propose in his offer, an execution schedule falling within the above-mentioned period.

6. Financing and forecast amount

The works covered by this Invitation to Tender are financed by the MINEPAT public investment budget, Fiscal Years 2024 and 2025. The budget line is: **94 195 05 110000 523317**. The estimated amount allocated to this project is: **150,000,000 FCFA**.

7. Consultation and acquisition of the Tender File

The Tender File can be consulted and collected at the headquarters of the Operational Program Management Unit (UOGP) located in the Bastos district opposite the Embassy of the Republic of Congo (Brazzaville), upon publication of this notice. , upon presentation of a receipt attesting payment of the non-refundable sum of **100,000 (one hundred thousand) CFA francs** to the Public Treasury.

8. Interim bond (bid guarantee)

Each offer must be accompanied by a provisional bond (bid guarantee) with a validity period of one hundred and twenty (120) days, from the initial date of submission of the offers and established according to the model indicated in the Bid File. Call for Tenders, by a leading banking establishment or an insurance company allowed to produce bid guarantees in public contracts, approved by the Minister in charge of Finance and for an amount equal to: **3,000,000 CFA F**.

9. Submission of offers

Each offer, written in French or English and in **seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies** marked as such, must arrive in closed envelopes, as well as a digital copy in an editable version on CD- ROM, at the secretariat of the Program Coordinator at the PADI-Dja headquarters building, located in the Bastos district near the Embassy of the Republic of Congo, no later than 08/03/2024 at 2 p.m. sharp, local time.

It must bear the words:

"INVITATION TO TENDER N°000001/AONO/MINEPAT/PADI-Dja/CSPM_P/2024 OF 09/02/2024 UNDER EMERGENCY PROCEDURE, FOR CONSTRUCTION AND EQUIPMENT WORKS OF THE AGRICULTURAL COOPERATIVE OF EPARGNE ET DE CREDIT DE LOMIE, AS PART OF THE IMPLEMENTATION OF THE INTEGRATED PLANNING AND DEVELOPMENT PROGRAM OF THE DJA MINING LOOP AND THE ADJACENT BORDER ZONE (PADI-Dja).

FINANCING: BIP/MINEPAT-Chapter 94, financial years 2024 and 2025

CHARGING: 94 195 05 110000 523317

To be opened only during the counting session"

10. Admissibility of offers

Each bidder must attach to their administrative documents, a bid bond in accordance with the provisions of **point 8** of this notice; its absence or non-compliance will result in the outright rejection of the offer without any recourse.

Under penalty of rejection, the other required administrative documents must be produced in originals or certified copies by the issuing service, in accordance with the stipulations of the Special Regulations for the Call for Tenders (RPAO). They must be valid in accordance with the regulations in force in Cameroon.

11. Opening of offers

The opening of tenders will take place on 08/03/2024 at 3 p.m. sharp, in the meeting room of the PADI-Dja Special Procurement Commission, located on the ground floor of the PADI-Dja building. Located in the Bastos district, near the Embassy of the Republic of Congo, in the presence of the bidders, or their duly authorized representatives and having perfect knowledge of the bid for which they are responsible.

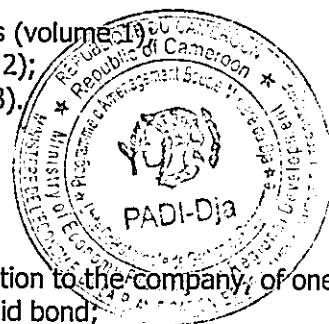
The opening of the folds will be done in one time and in three stages:

- 1st step: Opening of envelope A containing the administrative documents (volume 1);
- 2nd step: Opening of envelope B containing the technical offers (volume 2);
- 3rd step: Opening of envelope C containing the financial offers (volume 3).

12. Bid evaluation criteria

Eliminatory criteria

- a) Absence of the bid bond at the opening of tenders;
- b) Absence or non-compliance after a period of 48 hours after notification to the company, of one of the documents in the administrative file with the exception of the bid bond;
- c) False declaration, falsified or non-authentic document;



- d) Company appearing in the list of failing companies annually established by the Ministry of Public Procurement
- e) Absence of the declaration on honor of not abandoning public contracts
- f) Absence of the site visit certificate signed on the honor;
- g) Incomplete financial file for lack of one of the following documents:
 - A stamped and signed submission;
 - The Quantitative and Estimated quote (DQE) duly completed;
 - A sub-detail of unit prices
- h) Failure to provide a quantified unit price in the DQE;
- i) Not having decompose a quantified unit price;
- j) Not having satisfied at least a total of 70% sub criteria out of all essential sub criteria.

Essential criteria

The technical offers will be evaluated on the basis of the 46 essential sub-criteria below:

- a) Tenderer's experience: 12 sub-criteria
- b) Average annual turnover of the last three years less than 150,000,000 F CFA (to be justified by copies of certified accounts balance sheets by senior accountant and copies of contract extracts + PVs of receipt of works); 01 sub-criterion
- c) Materials: 12 sub-criteria
- d) Supervisory staff: 17 sub-criteria
- e) Methodological note, Site visit and Site planning: 4 sub-criteria

NB: The criteria, explained in the specific regulations of the DAO and relating to the qualification of the candidates will be evaluated in a binary manner (yes/no). Only financial offers from bidders whose technical offer has obtained a notation greater than or equal to 33 yes / 46 will be examined. Any public official listed among the staff and who has not presented all the documents likely to justify his release from the Civil Service will be considered invalid.

13. Validity period of offers

Bidders remain bound by their offer for ninety (90) days from the initial date set for submission of offers.

14. Contract award

The contract will be awarded to the tenderer presenting the lowest evaluated offer and meeting the required administrative, technical and financial criteria.

15. Additional information

Additional technical information can be obtained during working hours from the Department responsible for the Development of Socioeconomic Infrastructure of the Planning and Development Program for the Dja mining loop and the adjacent border zone (PADI-Dja), located in the district Bastos at the "PADI-Dja building" located near the Embassy of the Republic of Congo.

Done in Yaoundé, on February 09 2024

The Delegated Project Owner

Extensions:

- ✓ MINMAP;
- ✓ ARMP (for insertion into the JDM);
- ✓ MINEPAT;
- ✓ Pdt/CSPM/PADI-Dja;
- ✓ Display;
- ✓ SOPECAM;
- ✓ DDRC (PADI-Dja);
- ✓ DISE (PADI-Dja);
- ✓ Chrono;
- ✓ Archives.



PIECE 2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL
D'OFFRES (RGAO)



Table des matières

A. Généralités.....

Article 1	: Portée de la soumission
Article 2	: Financement.....
Article 3	: Fraude et corruption.....
Article 4	: Candidats admis à concourir.....
Article 5	: Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés
Article 6	: Qualification du Soumissionnaire
Article 7	: Visite du site des travaux

B. Dossier d'Appel d'Offres : : :

Article 8	: Contenu du Dossier d'Appel d'Offres.....
Article 9	: Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours : : : : :
Article 10	: Modification du Dossier d'Appel d'Offres

C. Préparation des offres.....

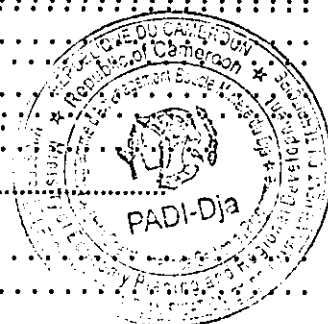
Article 11	: Frais de soumission
Article 12	: Langue de l'offre : : : : :
Article 13	: Documents constituant l'offre.....
Article 14	: Montant de l'offre.....
Article 15	: Monnaies de soumission et de règlement.....
Article 16	: Validité des offres.....
Article 17	: Caution de Soumission
Article 18	: Propositions variantes des soumissionnaires
Article 19	: Réunion préparatoire à l'établissement des offres
Article 20	: Forme et signature de l'offre.....

D. Dépôt des offres.....

Article 21	: Cachetage et marquage des offres
Article 22	: Date et heure limite de dépôt des offres : : : : :
Article 23	: Offres hors délai
Article 24	: Modification, substitution et retrait des offres

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

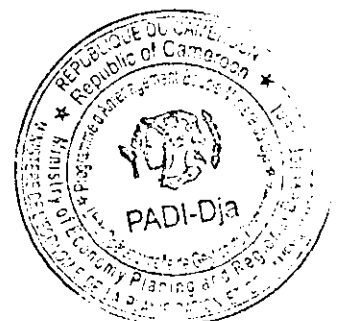
Article 25	: Ouverture des plis et recours
------------	---------------------------------------



Article 26	: Caractère confidentiel de la procédure
Article 27	: Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante
Article 28	: Détermination de la conformité des offres
Article 29	: Qualification du soumissionnaire
Article 30	: Correction des erreurs
Article 31	: Conversion en une seule monnaie
Article 32	: Evaluation des offres au plan financier
Article 33	: Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

F. Attribution du Marché.

Article 34	: Attribution du marché
Article 35	: Droit de l'Autorité Contractante de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure
Article 36	: Notification de l'attribution du marché :
Article 37	: Publication des résultats d'attribution du marché et recours
Article 38	: Signature du marché
Article 39	: Cautionnement définitif



Règlement Général de l'Appel d'Offres

A. Généralités

Article 1 : Portée de la soumission

- 1.1. L'Autorité Contractante, définie dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), lance un Appel d'Offres pour la construction et/ou l'achèvement des Travaux décrits dans le Dossier d'Appel d'Offres et brièvement définis dans le RPAO.

Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'appel d'offres figurent dans le RPAO.

- 1.2. Le Soumissionnaire retenu, ou attributaire, doit achever les Travaux dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.
- 1.3. Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, le terme "jour" désigne un jour calendaire.

Article 2 : Financement

La source de financement des travaux objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

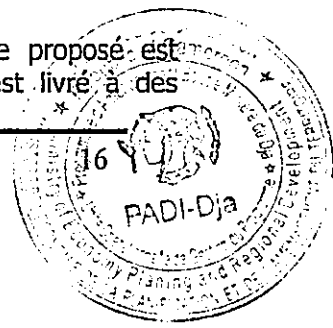
Article 3 : Fraude et corruption

3.1. Les soumissionnaires et les entrepreneurs, sont tenus au respect des règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution des marchés.
En vertu de ce principe :

a. Les définitions ci-après sont admises :

- i. Est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché,
- ii. Se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ;
- iii. "pratiques collusoires" désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
- iv. "pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.
- v. "Pratiques coercitives" désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.

b. Toute proposition d'attribution est rejetée, s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des



manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce marché.

3.2. Le Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics, peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (2) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 4 : Candidats admis à concourir

4.1. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de pré-qualification.

4.2. En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les entrepreneurs, sous réserve des dispositions ci-après :

a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement ;

b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt.

i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ; ou

ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.

iii l'autorité contractante ou le maître d'ouvrage possèdent des intérêts financiers dans sa géographie du capital de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics

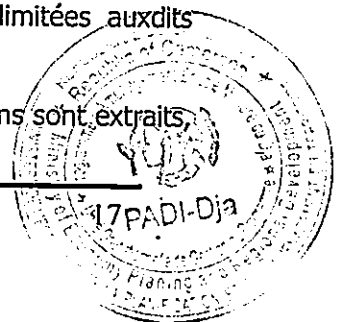
c. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.

d. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous l'autorité directe de l'Autorité Contractante ou du Maître d'Ouvrage.

Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

5.1. Les matériaux, les matériels de l'Entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre du Marché doivent provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO, et toutes les dépenses effectuées au titre du Marché sont limitées auxdits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.

5.2. En vertu de l'article 5.1 ci-dessus, le terme "provenir" désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services.



Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :

- a. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire ;
- b. Fournir toutes les informations (compléter ou mettre à jour les informations jointes à leur demande de pré-qualification qui ont pu changer, au cas où les candidats ont fait l'objet d'une pré-qualification) demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. La production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
- ii. Accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
- iii. Les commandes acquises et les marchés attribués ;
- iv. Les litiges en cours ;
- v. La disponibilité du matériel indispensable.

6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (cotraitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :

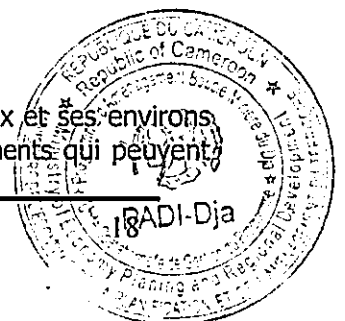
- a. L'offre devra inclure pour chacune des entreprises, tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus. Le RPAO devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
- b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
- c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPAO) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
- d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage et de l'Autorité Contractante pour l'exécution du marché ;
- e. En cas de groupement solidaire, les cotraitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage dans un compte unique ; en revanche, chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage dans son propre compte, lorsqu'il s'agit d'un groupement conjoint.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPAO.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGAO.

Article 7 : Visite du site des travaux

7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent



être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

7.2. le Maître d'Ouvrage est tenu d'autoriser le Soumissionnaire qui en fait la demande et ses employés ou agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d'Ouvrage, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'il demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7.3. Le Maître d'Ouvrage peut organiser une visite du site des travaux au moment de la réunion préparatoire à l'établissement des offres mentionnées à l'article 19 du RGAO.

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 8 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

8.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les travaux faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entrepreneurs et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGAO, il comprend aussi les principaux documents énumérés ci-après :

Pièce n°1 La lettre d'invitation à soumissionner (pour les Appels d'Offres Restreints) ;

Pièce n°2 L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) ;

Pièce n°3 Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;

Pièce n°4 Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;

Pièce n°5 Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

Pièce n°6 Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

Pièce n° 7 Le cadre du Bordereau des Prix unitaires ;

Pièce n°8 Le cadre du Détail quantitatif et estimatif ;

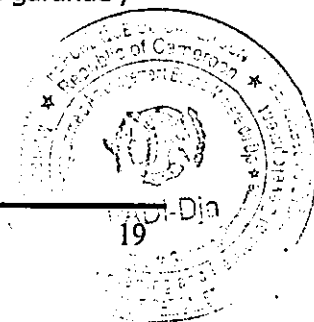
Pièce n°9 Le cadre du Sous-Détail des Prix unitaires ;

Pièce n°10 Le modèles de marché

- a. Le cadre du planning d'exécution ;
- b. Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références ;
- c. Modèle de lettre de soumission ;
- d. Modèle de caution de soumission ;
- e. Modèle de cautionnement définitif ;
- f. Modèle de caution d'avance de démarrage ;
- g. Modèle de caution de retenue de garantie en remplacement de la retenue de garantie ;

Pièce n° 11 Modèles à utiliser par les Soumissionnaires ;

- a. Modèle de marché ;



Pièce n° 12 Justificatifs des études préalables ; à remplir par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

Pièce n° 13 La liste des établissements bancaires et organismes financiers de 1^{er} rang agréés par le ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions, dans le cadre des marchés publics, à insérer par l'Autorité Contractante

8.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

9.1. Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse de l'Autorité Contractante indiquée dans le RPAO avec copie au Maître d'Ouvrage. Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours pour les (AON) Vingt et un (21) jours pour les (AOI) avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

9.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres, y compris la phase de pré-qualification des candidats et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire potentiel qui s'estime lésé dans la procédure de passation des marchés publics peut introduire une requête auprès du Ministre chargé des Marchés publics.

9.3. Le requérant adresse une copie de ladite requête à l'Autorité Contractante et à l'Organisme chargé de la Régulation et au Président de la Commission.

9.4. L'Autorité Contractante dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise au MINMAP et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;

Article 10 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

10.1. L'Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'Article 8.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

10.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Autorité Contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 22 du RGAO.



C. Préparation des offres

Article 11 : Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. L'Autorité Contractante et le Maître d'Ouvrage ne sont en aucun cas responsables de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 12 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et l'Autorité Contractante seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 13 : Documents constituant l'offre

13.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend :

i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :

- A souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
- A acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- N'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- N'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par la législation en vigueur.

ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 17 du RGAO ;

iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO ;

b. Volume 2 : Offre technique

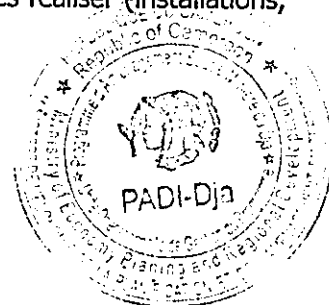
b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 6.1 du RPAO.

b.2. Méthodologie

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, sous-traitance, attestation de visite du site le cas échéant, etc.).

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché



Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
2. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

b.4. Commentaires (facultatifs)

Un commentaire des choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir :

1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. Le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;
3. Le détail estimatif dûment rempli ;
4. Le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires ;
5. L'échéancier prévisionnel de paiements le cas échéant.

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 17.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

13.2. Si, conformément aux dispositions du RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même Appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un lot.

Article 14 : Montant de l'offre

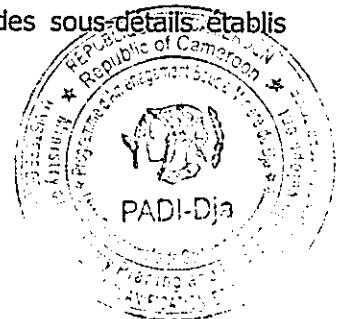
14.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant du marché couvrira l'ensemble des travaux décrits dans l'Article 1.1 du RGAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés présentés par le soumissionnaire.

14.2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

14.3. Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.

14.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Etant entendu que tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.5. Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N°8 du DAO.



Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement

15.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous ; l'option applicable étant celle retenue dans le RPAO.

15.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante :

a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Travaux, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de financement du marché.

b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPAO. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère aux taux fixés dans le RPAO.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

a. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays de l'Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays de l'Autorité Contractante spécifiée aux RPAO et dénommée "monnaie nationale".

b. Les prix des intrants nécessaires aux Travaux que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays de l'Autorité Contractante seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15.4. L'Autorité Contractante peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

15.5. Durant l'exécution des travaux, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par l'Autorité Contractante et l'entrepreneur de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

Article 16 : Validité des offres

16.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité Contractante, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité Contractante comme non conforme.

16.2. Dans des circonstances exceptionnelles, l'Autorité Contractante peut solliciter le consentement du



soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 17 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

16.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que l'Autorité Contractante adressera au(x) soumissionnaire(s).

La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

Article 17 : Caution de soumission

17.1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

17.2. La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité Contractante. La Caution de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité Contractante et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 16.2 du RGAO.

17.3. Toute offre non accompagnée d'une Caution de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme non conforme. La Caution de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établie au nom du mandataire soumettant l'offre et mentionner chacun des membres du groupement.

17.4. Les cautions de soumission et les offres des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de publication des résultats.

17.5. La caution de soumission de l'attributaire du Marché sera libérée dès que ce dernier aura signé le marché et fourni le Cautionnement définitif requis.

17.6. La caution de soumission peut être saisie :

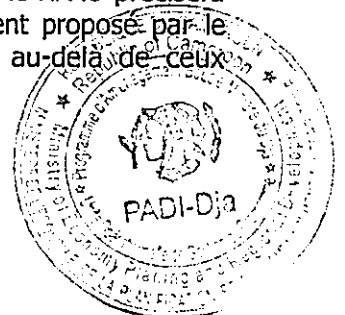
a. Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;

b. Si, le soumissionnaire retenu :

- i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'article 38 du RGAO, ou
- ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 39 du RGAO.
- iii. Refuse de recevoir notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires

18.1. Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais d'exécution variables, le RPAO précisera ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux



spécifiées seront considérées comme non conformes.

18.2. Excepté dans le cas mentionné à l'Article 18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base de l'Autorité Contractante telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l'Autorité Contractante a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous-détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. L'Autorité Contractante n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins disante.

18.3. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques. De telles variantes seront évaluées suivant leur mérite propre en accord avec les dispositions de l'Article 32.2(g) du RGAO.

Article 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres

19.1. A moins que le RPAO n'en dispose autrement, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra au lieu et date indiqués dans le RPAO.

19.2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

19.3. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne à l'Autorité Contractante au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il se peut que le Maître d'Ouvrage ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'Article 19.4 ci-dessous.

19.4. Le procès-verbal de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'Article 8 du RGAO qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par l'Autorité Contractante en publiant un additif conformément aux dispositions de l'Article 10 du RGAO, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.

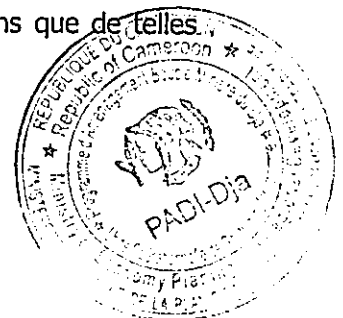
19.5. Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

Article 20 : Forme et signature de l'offre

20.1. Le Soumissionnaire préparera un original des constitutifs de l'offre décrits à l'Article 13 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication "ORIGINAL". De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

20.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

20.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.



D. Dépôt des offres

Article 21 : Cachetage et marquage des offres

21.1. Le Soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention « ORIGINAL » et « COPIE », selon le cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure qui devra également être scellée, mais qui ne devra donner aucune indication sur l'identité du Soumissionnaire.

21.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

a. Seront adressées à l'Autorité Contractante à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;

b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention "A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

21.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité Contractante de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des articles 23 et 24 du RGAO.

21.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 susvisés, l'Autorité Contractante ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

Article 22 : Date et heure limites de dépôt des offres

22.1. Les offres doivent être reçues par l'Autorité Contractante à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

22.2. L'Autorité Contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des Soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Article 23 : Offres hors délai

Toute offre parvenue à l'Autorité Contractante après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 22 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres

24.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par l'Autorité Contractante avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 20.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».

24.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 21 du RGAO.



Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.

24.3. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.

24.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 17.6 du RGAO.

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 25 : Ouverture des plis et recours

25.1. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps, toutefois pour les projets complexes notamment ceux ayant fait l'objet d'une procédure de pré qualification, l'ouverture peut se faire en deux temps.

La Commission de Passation des Marchés compétente procédera à l'ouverture des plis en un ou deux temps et en présence des représentants des soumissionnaires concernés qui souhaitent y assister, aux date, heure et adresse indiquées dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.

25.2. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évalués.

25.3. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais [en cas d'ouverture des offres financières] et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que l'Autorité Contractante peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

25.4. Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

25.5. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.



25.6. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le président de la commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

25.7. En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé au Ministre Délégué à la Présidence chargée des Marchés Publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Chef de structure auprès de laquelle est placée la commission concernée.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission de Passation des marchés.

L'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure

26.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.

26.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'Analyse dans l'évaluation des offres ou l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

26.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 26.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante

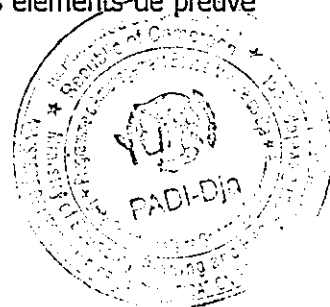
27.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, la Commission de Passation des Marchés peut, si elle le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 30 du RGAO.

27.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 28 : Détermination de la conformité des offres

28.1. La Sous-commission d'analyse procèdera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

28.2. La Sous-commission d'analyse déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.



28.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :

- i. Affecte sensiblement l'étendue, la qualité ou la réalisation des Travaux ;
- ii. Limite sensiblement, en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou ses obligations au titre du Marché ;
- iii. Est telle que sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.

28.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

28.5. L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 29 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du dossier d'appel d'offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Article 30 : Correction des erreurs

30.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous- commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous- commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;

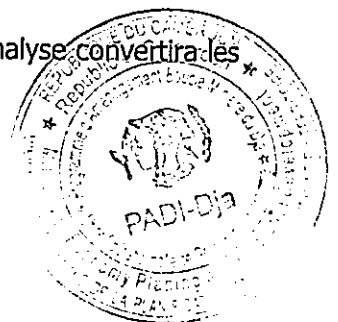
c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

30.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

30.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Article 31 : Conversion en une seule monnaie

31.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les



prix des offres exprimés dans les monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.

31.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

Article 32 : Evaluation et comparaison des offres au plan financier

32.1. Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l'article 28 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous-commission d'analyse.

32.2. En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :

- a. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGAO ;
- b. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;
- c. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO ;
- d. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
- e. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;
- f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots.
- g. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 18.3 du RPAO et aux Spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le Soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par l'Autorité Contractante dans le RPAO.

32.3. L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

32.4. Si l'offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation du Maître d'Ouvrage des travaux à exécuter dans le cadre du Marché, la commission peut à partir du sous-détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Au cas où les justificatifs présentés par le soumissionnaire ne lui semblent pas satisfaisants, l'Autorité Contractante peut rejeter ladite offre après l'avis technique de l'Agence de Régulation des Marchés Publics.

Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

Les entrepreneurs nationaux bénéficient d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.



Article 34 : Attribution

34.1. L'Autorité Contractante attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le Marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

34.2. Si, selon l'Article 13.2 du RGAO, l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les remises offertes par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot.

34.3 Toute attribution des marchés de Travaux se fait au Soumissionnaire remplissant les capacités techniques et financières requises résultant des critères d'évaluation et présentant l'offre évaluée la moins-disante.

Article 35 : Droit de l'Autorité Contractante de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres après autorisation de Ministre Délégué à la Présidence chargé des Marchés Publics lorsque les offres ont été ouvertes ou de déclarer un Appel d'Offres infructueux après avis de la commission des marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 36 : Notification de l'attribution du marché

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire du Marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage paiera à l'Entrepreneur au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

Article 37 : Publication des résultats d'attribution du marché et recours

37.1. L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le rapport de l'observateur indépendant ainsi que le procès-verbal de la séance d'attribution du marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

37.2. L'Autorité Contractante est tenue de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

37.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

37.4. En cas de recours, il doit être adressé à l'Autorité chargée des Marchés publics, avec copies à l'Agence de Régulation des Marchés Publics, à l'Autorité Contractante et au Président de ladite Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 38 : Signature du marché

38.1. Après publication des résultats, le projet de marché souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés compétente pour examen et avis, et le cas échéant, au visa préalable du Ministre en charge des Marchés publics.

38.2. L'Autorité Contractante dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du marché à compter de la date de réception du projet de marché examiné par la commission des marchés compétente et souscrit par l'attributaire et le cas échéant après le visa du Ministre en charge des Marchés publics.

38.3. Le marché doit être notifié à son titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent la date de sa signature.

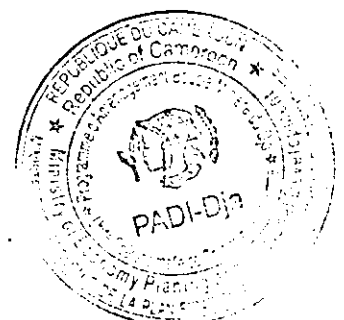
Article 39 : Cautionnement définitif

39.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification du marché par l'Autorité Contractante, l'entrepreneur fournira au Maître d'Ouvrage un cautionnement garantissant l'exécution intégrale des travaux.

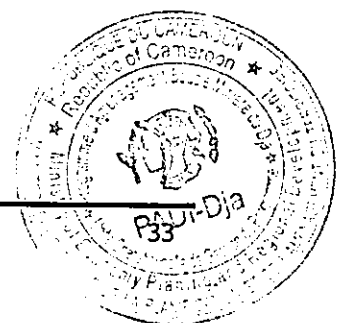
39.2. Le cautionnement dont le taux varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'ouvrage ou par une caution personnelle et solidaire.

39.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place du cautionnement, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé de premier rang conformément aux textes en vigueur.

39.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG.



PIECE 3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)



Règlement Particulier de l'Appel d'Offres

Les dispositions ci-après, qui sont spécifiques aux Travaux faisant l'objet de l'Appel d'Offres, complètent ou, le cas échéant, précisent les dispositions du RGAO. En cas de conflit, les dispositions ci-après prévalent sur celles du RGAO.

A. GÉNÉRALITÉS

Article 1 : Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet l'exécution des travaux de construction et d'équipement de la Coopérative agricole d'épargne et de crédit de Lomié, dans le cadre de la mise en œuvre du PADI-Dja.

Ces travaux, conformément aux spécifications techniques essentielles contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, comprennent les tâches suivantes :

- a. TRAVAUX PREPARATOIRES
- b. TERRASSEMENT
- c. FONDATION
- d. MACONNERIE EN ELEVATION RDC
- e. PLANCHER HAUT-RDC
- f. MACONNERIE EN ELEVATION ETAGE
- g. CHARPENTE ET COUVERTURE
- h. ENDUIT ET REVETEMENT
- i. MENUISERIE METALLIQUE ET BOIS
- j. ELECTRICITE
- k. PEINTURE
- l. VOIRIE ET RESEAUX DIVERS (VRD) ET ASSAINISSEMENT
- m. EQUIPEMENT ET MOBILIER DE BUREAU

Article 2 : Délai d'exécution

Le délai d'exécution maximale prévu pour chaque lot pour l'exécution des travaux objet du présent appel d'offres est fixé à : **huit (08) mois calendaires.**

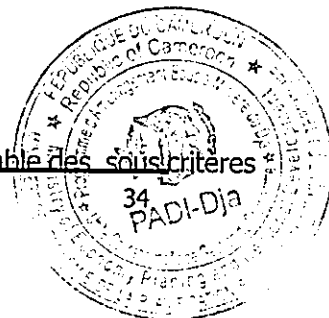
Article 3 : Financement :

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINEPAT, Exercices 2024 et 2025.

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

Critères éliminatoires

- a) Absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- b) Absence ou non-conformité au-delà du délai de 48 heures après la notification à l'entreprise, d'une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;
- c) Fausse déclaration, pièce falsifiée ou non authentique ;
- d) Entreprise figurant dans la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics
- e) Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de marchés publics
- f) Absence de l'attestation de visite de site signée sur l'honneur ;
- g) Dossier financier incomplet pour absence de l'une des pièces suivantes :
 - Une soumission timbrée et signée ;
 - Le devis Quantitatif et Estimatif (DQE) dûment renseigné ;
 - D'un sous – détail des prix unitaires
- h) Défaut de renseignement d'un prix unitaire quantifié dans le DQE ;
- i) Non décomposition d'un prix unitaire quantifié ;
- j) ~~N'avoir pas satisfait au moins un total de 70% des sous critères sur l'ensemble des sous critères~~



essentiels.

N.B : les copies des pièces légalisées datant de plus de 03 mois à compter de la date de lancement de l'Appel d'Offres seront rejetées.

Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur **46 critères** sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Expérience du soumissionnaire : 12 sous-critères
- b) Chiffre d'affaires annuel moyen des trois dernières années supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA (à justifier par les copies des bilans comptables certifiés par un expert-comptable et les copies des extraits de marchés + PVs de réception des travaux) ; 01 sous-critère
- c) Matériels : 12 sous-critères
- d) Personnel d'encadrement : 17 sous-critères
- e) Note méthodologique, Visite des lieux et Planning de chantier : 4 sous-critères

NB : Les critères, explicités dans le règlement particulier du DAO et relatifs à la qualification des candidats seront évalués de façon binaire (oui/non). Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura obtenu une note technique supérieure ou égale à 33 oui/46 seront examinées.

Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

Article 12 : Langue de l'offre

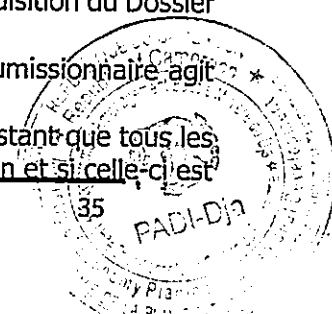
L'offre ainsi que tous documents et correspondances, échangés entre le Soumissionnaire et Le Maître d'Ouvrage Délégué, seront rédigés en français ou en anglais.

Article 13 : Documents constituant l'offre

La liste des documents visés à l'article 13 du RGAO devra être complétée, regroupée en trois volumes insérés respectivement dans des enveloppes intérieures et détaillée comme suit :

Volume 1 : Pièces constituant le dossier administratif

- 1.1. Une soumission conforme au modèle joint, timbrée, signée et datée ;
- 1.2. L'original de l'acte de cautionnement ou garantie provisoire précisé dans l'Avis d'Appel d'Offres (Pièce 1 du DAO), et d'un délai de validité de 120 jours à compter de la date initiale de remise des offres ;
- 1.3. L'original de l'attestation de non-redevance ;
- 1.4. L'original de l'attestation de non-faillite délivrée par le Greffe du Tribunal de Première Instance du domicile ;
- 1.5. L'original de l'attestation de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
- 1.6. Le registre de commerce certifié par l'organisme émetteur ;
- 1.7. Attestation de visite du site signée sur l'honneur ;
- 1.8. L'original de l'attestation signée du Directeur de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, ou d'un de ses représentants dûment mandatés, certifiant qu'il a effectivement versé à la caisse les sommes dont il est redevable et précisant l'objet de la soumission et le numéro de l'Appel d'offres ;
- 1.9. L'original de l'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire à laquelle sera domicilié le marché en cas d'attribution. Elle devra être délivrée par un établissement financier agréée par le Ministre en charge des Finances ;
- 1.10. L'original de la quittance de versement au Trésor Public des frais d'acquisition du Dossier d'Appel d'Offres ;
- 1.11. Les pouvoirs conformes au modèle (Pièce 9.10) dans le cas où le soumissionnaire agit comme mandataire d'un groupement d'entreprises ;
- 1.12. L'accord de groupement signé entre les membres du groupement attestant que tous les membres de ce groupement sont responsables solidairement de la soumission et si celle-ci est



retenue, de l'exécution du marché ;

1.13. La déclaration sur l'honneur de non abandon de marchés publics

Les justifications administratives ci-dessus doivent dater de moins de trois (03) mois à la date initiale de remise des offres, et présentées conformément à l'article 90.3 du Décret 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics. En cas de groupement d'entreprises, chaque membre du groupement produira chacune des pièces administratives énumérées ci-dessus à l'exception des pièces 1.1, 1.2, 1.7, 1.9, 1.10 et 1.12 qui seront présentées par le mandataire du groupement.

Volume 2 : Offre technique comprenant :

- La méthodologie d'exécution des travaux ;
- Les plannings d'exécution des travaux ;
- Le personnel d'encadrement ;
- Les références de l'entreprise
- Le Matériels et les Equipements essentiels.

2.1-Méthodologie d'exécution

- 1) Présence d'une Méthodologie d'exécution détaillée des travaux ;
- 2) Organisation prévisionnelle de l'entreprise sur le site en vue l'exécution des travaux.

2.2-Programme/ chronogramme

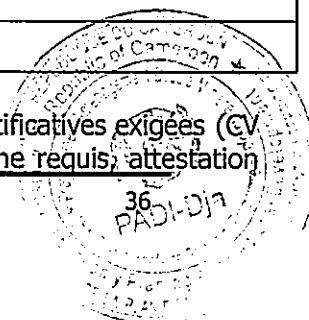
- 1) Planning d'exécution des travaux tenant au plus sur le délai proposé par le Maître d'Ouvrage Délégué.

2.3-Personnel d'encadrement

- 2) La liste du personnel d'encadrement, ainsi que leur qualification et expérience, exigées des soumissionnaires est donnée dans le tableau ci-après.

N°	Poste	Qualifications / expériences
1	Conducteur des Travaux	Ingénieur de génie civil (Bac+3) ou plus inscrit à l'ONIGC
		Au moins cinq (05) ans d'expérience générale
		Et avoir été Conducteur des travaux d'au moins deux (02) projets de construction ou de réhabilitation de bâtiment.
2	Chef chantier	Technicien supérieur de Génie Civil (Bac +2) ou plus
		Au moins deux (02) ans d'expérience générale
		Avoir été Chef chantier d'au moins deux projets de construction ou de réhabilitation de Génie Civil, ou des travaux similaires, en cette qualité.
3	électricien	Technicien supérieur en électricité (Bac +2) ou plus
		Au moins deux (02) ans d'expérience générale
		Avoir été électricien d'au moins deux projets de construction ou de réhabilitation de bâtiment, en cette qualité.
4	plombier	Technicien supérieur en plomberie (Bac +2) ou plus
		Au moins deux (02) ans d'expérience générale
		Avoir été plombier d'au moins deux projets de construction ou de réhabilitation de bâtiment, en cette qualité.
5	environnementaliste	Bac + 3 en environnement ou plus
		Au moins 05 ans d'expérience générale
		Avoir été environnementaliste d'au moins deux projets de construction ou de réhabilitation de bâtiment, en cette qualité.
6	Responsable administratif et financier	Bachelier ou plus
		Au moins deux (02) ans d'expérience à ce poste

N.B : Le personnel proposé ne sera considéré à l'évaluation que si les pièces justificatives exigées (CV signé et daté datant de moins de 03 mois, copie certifiée conforme du diplôme requis, attestation



d'inscription à l'ordre professionnel d'appartenance de l'expert en cours de validité le cas échéant), datant de moins de trois mois et se rapportant audit personnel, sont fournies, signées et concordantes entre elles.

2.4-Matériel et les équipements essentiels

Les moyens logistiques dont le soumissionnaire devra justifier de la propriété sont :

VEHICULES DE CHANTIER

- Un véhicule de liaison pick-up

MATERIELS DE LABORATOIRE

- Une Presse à béton
- Cône d'Abrams,
- Un jeu d'éprouvettes pour prélèvement de béton
- Un Jeux de tamis complet pour analyse granulométrique

MATERIELS DE MESURE

- Un Niveaux laser

MATERIELS DE MISE EN ŒUVRE

- 01 Bétonnière
- 01 Vibreur à béton
- 01 Motopompe
- 01 Groupe électrogène
- Poste de soudure et Petit matériel de maçonnerie (pelles, truelles, niveau à bulle, équerre de maçons, mètre etc...)

MATERIELS INFORMATIQUE

- Un desktop ;
- une imprimante

Le soumissionnaire devra produire les pièces justifiant de la propriété du matériel (carte grise, connaissance, attestation de dédouanement, factures d'achat, etc.) **certifiées par les structures émettrices**, au nom de l'entreprise ou de l'une des personnes pouvant engager l'entreprise conformément au registre de commerce. Le président de la CSPMP ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réservent le droit de saisir en cas de besoin les structures émettrices afin de vérifier l'authenticité des documents transmis.

Pour les moyens logistiques dont le soumissionnaire devra justifier de la location ou de la mise en disposition, il produira une attestation de location ou de leasing, d'une société disposant du matériel concerné.

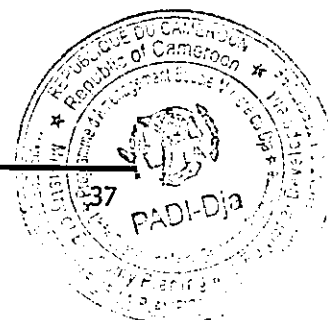
En ce qui concerne le matériel roulant, le soumissionnaire devra fournir les cartes grises légalisées par les services des transports pour le matériel roulant en propre et un contrat de location accompagné de la carte grise légalisée par les services des transports au nom du loueur en cas de location.

2.5. Références du Cocontractant au cours des dix dernières années (2014-2023) (joindre les premières et dernières pages des marchés enregistrés et procès-verbaux de réception ou attestation de bonne fin + toute page du contrat justifiant de la pertinence de la référence en rapport avec les exigences du DAO).

2.6. Bilans certifiés comptables des 03 dernières années (2021-2023) ;

2.7. Capacité de financement : Le soumissionnaire joindra une attestation de sa (ses) banque(s) donnant la preuve qu'il peut se procurer ou qu'il a à sa disposition des liquidités, des lignes de crédit et autres moyens financiers suffisants pour faire face aux besoins de financements nécessaires à l'exécution des travaux à hauteur de :

N° Lot	Montant de la Capacité de financement
Lot unique	50 000 000 de FCFA



2.8. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières paraphé à chaque page et signé à la dernière page.

Volume 3 : Offre financière comprenant :

- 3.1- la lettre de soumission timbrée, datée et signée suivant le modèle joint ;
- 3.2. Le détail quantitatif et estimatif des travaux daté et signé du soumissionnaire ;
- 3.3- Un bordereau des prix unitaires suivant le modèle avec indication des prix Hors Taxes en chiffres et en lettres, **rempli de manière lisible** et paraphé à chaque page ;
- 3.4- Le sous – détail des prix unitaires paraphé à chaque page.

NB : les différentes parties d'un même dossier doivent obligatoirement être séparées par les intercalaires de couleur autre que le blanc aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.

Article 16 : Prix et monnaie de l'offre

Le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale (Franc CFA).

Article 17 : Validité des offres

- 17.1** Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant un délai de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.
- 17.2** Dans des circonstances exceptionnelles, avant l'expiration du délai initial de validité des offres, Maître d'Ouvrage peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité pour une durée additionnelle déterminée. La demande et les réponses doivent être faites par écrit ou par télécopie.

Un Soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre la caution de soumission. Le Soumissionnaire qui accepte de proroger la durée de validité de son offre ne peut modifier son offre, mais il doit proroger la durée de validité de la Caution de Soumission en conséquence et ce, conformément aux dispositions de l'Article 18 du RPAO.

Article 18 : Caution de Soumission

- 18.1** En application des dispositions de l'article 14 du RPAO, le Soumissionnaire fournira, une caution de soumission délivrée par une institution financière agréée par le Ministre en charge des Finances de montant spécifié dans l'Avis d'Appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.
- 18.2** Toute offre accompagnée d'une Caution de Soumission non conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres, sera rejetée par la Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics du PADI-Dja.
Les Cautions de Soumission demeureront valides pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par Maître d'Ouvrage et acceptée par le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 17.2 du RPAO.
- 18.3** La Caution de Soumission et les offres des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de quinze (15) jours, après la publication du résultat de l'attribution, à l'exception de l'exemplaire de l'offre destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.
Les offres qui ne seront pas retirées dans ce délai seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation.
- 18.4** La Caution de Soumission de l'attributaire du Marché à élaborer sera libérée dès que ce dernier aura signé ledit marché et fourni le Cautionnement définitif requis.
- 18.5** La Caution de Soumission pourra être saisie :
 - (a) si le Soumissionnaire retire son offre durant la période de validité, **excepté dans le cas mentionné à l'Article 25.1 du RPAO ;**



- (b) si, dans les délais prévus à l'article 40 du RPAO, l'attributaire du Marché ne parvient pas :
- (i) à signer ledit marché, ou
 - (ii) à fournir le Cautionnement définitif requis.

Article 19 : Propositions variantes des soumissionnaires

Les concurrents sont tenus de soumissionner pour le projet présenté par l'Administration, les variantes n'étant pas acceptées.

Article 20 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres

Sans objet.

Article 21 : Forme et signature de l'offre

21.1 Le Soumissionnaire préparera **un original** des documents constitutifs de l'offre décrits à l'Article 13 du RPAO, en **un (01) exemplaire** (pour chacun des trois volumes) portant clairement l'indication « **ORIGINAL** ».

De plus, le Soumissionnaire soumettra **six (06) copies** (pour chacun des trois volumes) portant l'indication « **COPIE** ». En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

21.2 L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables), et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, selon le cas.

D. DEPOT DES OFFRES

Article 22 : Cachetage et marquage des offres

22.1. La présentation des offres devra tenir compte du principe de séparation des pièces administratives (Volume 1), de l'offre technique (Volume 2) et de l'offre financière (Volume 3).

Les offres seront ainsi présentées en trois (03) volumes sous simple enveloppe.

Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par un intercalaire de couleur.

22.3 Toutes les pièces constitutives des offres reliées en trois volumes et en nombre d'exemplaires requis seront placées sous pli cacheté et scellé, sans aucune indication, sur l'identité du Soumissionnaire sous peine de rejet. Les enveloppes extérieures porteront les mentions suivantes :

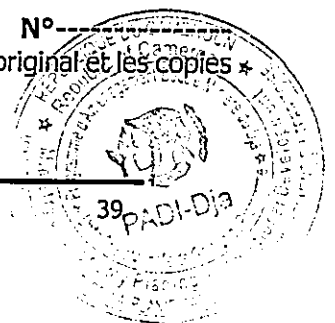
« N°000001/AONO/MINEPAT/PADI-Dja/CSPM_P/2024 DU 09/02/2024 EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA COOPERATIVE AGRICOLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE LOMIE, DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA BOUCLE MINIERE DU DJA ET DE LA ZONE FRONTALIERE ADJACENTE (PADI-Dja). FINANCEMENT : BIP/MINEPAT-Chapitre 94, exercices 2024 et 2025

IMPUTATION : 94 195 05 110000 523317

À n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Les différents volumes reliés devront être présentés comme suit :

- 1. ENVELOPPE A : portant les mentions :**
« DOSSIER ADMINISTRATIF -AONO/PADI-Dja/CSPM/2024 du -----/2024 »
et contenant l'original et les copies du VOLUME 1.
- 2. ENVELOPPE B : portant les mentions :**
« OFFRE TECHNIQUE - Appel d'Offres National Ouvert N°-----
AONO/PADI-Dja/CSPM/2024 du -----/2024 » et contenant l'original et les copies
du VOLUME 2.
- 3. ENVELOPPE C : portant les mentions :**



« OFFRE FINANCIERE - Appel d'Offres National Ouvert N° 000001AONO/PADI-Dja/CSPM/2024 du 09/02/2024 » et contenant l'original et les copies du VOLUME 3.

- 22.4 En plus de l'identification exigée à l'Article 22.2 ci-dessus, les enveloppes intérieures doivent porter le nom et l'adresse du Soumissionnaire pour que l'offre puisse lui être envoyée cachetée au cas où elle serait déclarée irrecevable conformément à l'Article 24 du RPAO et pour satisfaire les dispositions de l'Article 25 du RPAO.
- 22.5 Si l'enveloppe extérieure n'est pas cachetée et marquée comme indiqué ci-dessus, Maître d'Ouvrage Délégué ne sera en aucun cas tenu responsable si l'offre est égarée ou si elle est ouverte prématurément.
- 22.6 Le non-respect des dispositions prévues aux articles 22.1 et 22.2 entraîne le rejet pur et simple des offres.

Article 23 : Date et heure limites de dépôt des offres

- 23.1 Les offres seront déposées contre récépissé au lieu, date et heure indiqués dans l'Avis d'Appel d'Offres.
- 23.2 Maître d'Ouvrage Délégué peut, dans des circonstances exceptionnelles et à sa discrétion, proroger la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un rectificatif conformément aux dispositions de l'Article 11 du RPAO, auquel cas tous les droits et obligations de Maître d'Ouvrage Délégué et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Article 24 : Offres hors délai

Toute offre reçue par le Maître d'Ouvrage Délégué après la date et heure limite fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Avis d'Appel d'Offres, sera retournée cachetée au soumissionnaire.

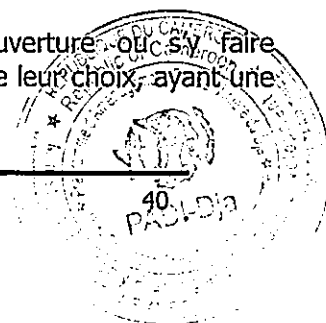
Article 25 : Modification, substitution et retrait des offres

- 25.1 Le Soumissionnaire peut modifier ou retirer son offre après l'avoir présentée, sous réserve que le Maître d'Ouvrage Délégué reçoive notification écrite de la modification ou du retrait avant les dates et heures limites de dépôt des offres.
- 25.2 La notification de modification ou retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera rédigée, cachetée, marquée et remise conformément aux dispositions de l'Article 21 du RPAO. Les enveloppes extérieure et intérieure porteront en plus la mention « MODIFICATION » ou « RETRAIT » selon le cas.
- Le retrait peut être également notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.
- 25.3 Aucune offre ne peut être modifiée par le Soumissionnaire après les dates et heures limites de remise des offres.
- 25.4 Le retrait d'une offre entre la date limite fixée pour le dépôt des offres et l'expiration du délai de validité des offres spécifiée dans l'Article 17 du RPAO peut entraîner la saisie de la Caution de Soumission conformément aux dispositions de l'Article 18.5 du RPAO.

E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES

Article 26 : Ouverture des plis et recours

- 26.1 L'ouverture des plis se fera en un temps au lieu, date et heure indiqués dans l'Avis d'Appel d'Offres, en présence des soumissionnaires.
- Les Soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne (même en cas de groupement) de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.



26.2 Les représentants des soumissionnaires présents signeront un registre attestant leur présence. La Commission Spéciale de Passation des Marchés du PADI-Dja établira le procès-verbal de l'ouverture des plis qui comportera notamment les informations communiquées aux soumissionnaires présents qui en recevront copie.

26.3 En cas de recours, tel que prévu par le Code des Marchés Publics, il doit être adressé au Ministre Délégué à la Présidence chargée des Marchés Publics avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics, et à la Commission spéciale des Passation des Marchés du PADI-Dja.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission Spéciale de Passation des marchés.

Article 27 : Caractère confidentiel de la procédure

Aucune information relative à l'examen, aux éclaircissements, à l'évaluation et à la comparaison des offres, et aux recommandations concernant l'attribution d'un Marché ne doit être divulguée aux soumissionnaires ou à toute autre personne ne participant pas officiellement à cette procédure avant l'annonce de l'attribution d'un Marché. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la sous-commission d'analyse ou la Commission Spéciale de Passation des Marchés du PADI-Dja dans l'examen des soumissions ou la décision d'attribution du Maître d'Ouvrage Délégué peut entraîner le rejet de l'offre dudit soumissionnaire.

Article 28 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec Maître d'Ouvrage

28.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission Spéciale de Passation des Marchés du PADI-Dja peut, s'il le désire et sur proposition de la Sous-Commission d'Analyse, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 31 du RPAO.

28.2 Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics du PADI-Dja et de la Sous-Commission d'Analyse pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du Marché correspondant.

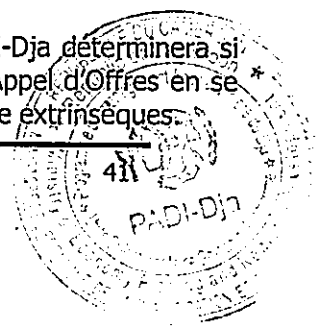
28.3 Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer les propositions de la Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics du PADI-Dja relatives à l'évaluation et la comparaison des offres ou les décisions du Maître d'Ouvrage Maître d'Ouvrage Délégué en vue de l'attribution du Marché pourra entraîner le rejet de l'offre dudit soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 4 du RPAO.

Article 29 : Examen des offres et détermination de leur conformité

29.1 Avant d'effectuer l'évaluation détaillée des offres, la Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics du PADI-Dja vérifiera que chaque offre est conforme pour l'essentiel aux conditions fixées dans le Dossier d'Appel d'offres.

29.2 Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante.

29.3 La Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics du PADI-Dja déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.



29.4 Si une soumission n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera rejetée par la Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics du PADI-Dja et ne pourra être par la suite rendue conforme.

29.5 A l'issue de l'ouverture des plis, les copies des offres reçues sont confiées à une Sous-Commission d'Analyse pour évaluation détaillée des offres sur la base des critères ci-contenue dans la grille de l'annexe 12.

Article 30 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-Commission d'Analyse s'assurera que le soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 7. Tout arbitraire sera évité dans la détermination de la qualification.

Article 31 : Correction des erreurs

31.1 La Sous-Commission d'Analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La Sous-Commission d'Analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

- a) Le montant identique en chiffres et en lettres du bordereau des prix unitaires fera foi et sera reporté dans le devis quantitatif et estimatif ;
- b) S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-Commission d'Analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- c) Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ; et
- d) S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.
- e) S'il y a contradiction entre tous les trois montants en lettres, en chiffres et celui du sous-détail des prix unitaires, le dit sous-détail des prix sera corrigé et le montant ainsi corrigé fera foi.
- f) S'il y a une différence entre d'une part le montant en lettres et d'autre part les montants identiques en chiffres et du sous-détail des prix unitaires, le montant identique en chiffre et du sous-détail des prix fera foi.

31.2 Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-Commission d'Analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

31.3 Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa caution de soumission pourra être saisie.

Article 32 : Conversion en une seule monnaie

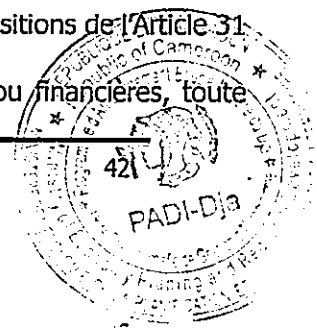
Sans objet.

Article 33 : Comparaison des offres

33.1 Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l'Article 29 du RPAO, seront comparées par la Sous-Commission d'Analyse.

33.2 En évaluant les offres, la Sous-Commission d'Analyse déterminera pour chaque offre, le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :

- a) en corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'Article 31 du RPAO ;
- b) en ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;



c) le cas échéant, conformément aux dispositions de l'Article 13.2 du RGAO, en appliquant les rabais offerts par le Soumissionnaire ;

33.3 Le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être prises en considération lors de l'évaluation des offres.

Article 34: Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux
Sans objet

Article 35 : Attribution Du Marché

Sous réserve des cas d'annulation ou d'appel d'offres infructueux prévus aux Articles 34 et 35 du Code des Marchés Publics, Le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le Marché au soumissionnaire le moins-disant au terme de la comparaison dont les modalités sont définies à l'article 33 du RPAO, qui aura présenté une offre conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres.

Article 36 : Droit de Maître d'Ouvrage de déclarer l'Appel d'Offres infructueux ou d'annuler la procédure

Conformément aux dispositions des Articles 34 et 35 du Code des marchés publics, le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler la présente procédure d'Appel d'Offres (après autorisation du Ministre en charge des Marchés Publics lorsque les offres ont été ouvertes) ou de déclarer l'appel d'offres infructueux après avis de la Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics de PADI-Dja, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 37 : Notification de l'attribution du Marché

37.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, le Maître d'Ouvrage Délégué notifiera à l'attributaire du Marché par communiqué, que sa soumission a été retenue.

La publication du résultat d'appel d'offres dans les conditions et forme prévues par la réglementation peut tenir lieu de cette notification.

37.2 Après publication du résultat, les offres non retenues (à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics) sont mises à la disposition des soumissionnaires qui en sont avisés. Elles sont détruites si elles ne sont pas retirées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'attribution.

Article 38 : Publication des résultats d'attribution du Marché et recours

38.1. Le Maître d'Ouvrage Délégué communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le procès-verbal de la séance d'attribution du Marché y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.

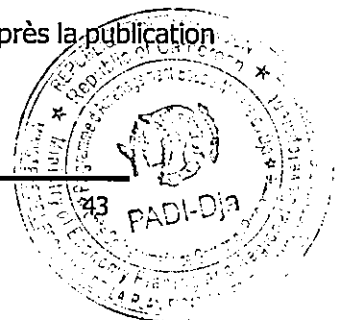
38.2. Le Maître d'Ouvrage Délégué est tenu de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

38.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

38.4. En cas de recours, il doit être adressé au Ministre en charge des Marchés Publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, au Maître d'Ouvrage Délégué et au Président de la Commission spéciale de Passation des Marchés Publics du PADI-Dja.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 39 : Signature du Marché



- 39.1. Après publication des résultats, le projet de Marché souscrit par l'attributaire sera soumis à la Commission spéciale de Passation des Marchés Publics du PADI-Dja, pour examen et adoption éventuelle.
- 39.2. Le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de sept (07) jours pour la signature du Marché à compter de la date de réception du projet adopté par la Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics du PADI-Dja et souscrit par l'attributaire.
- 39.3. Le Marché à élaborer à l'issue du présent appel d'offres doit être notifiée au titulaire dans les cinq (5) jours qui suivent sa date de signature.

Article 40 : Cautionnement définitif

- 40.1 Dans les vingt (20) jours suivant la notification du Marché par le Maître d'Ouvrage Délégué, le co-contractant fournira un Cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le dossier d'appel d'offres.
- 40.2 Le cautionnement peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit de Maître d'Ouvrage Délégué ou par une caution personnelle et solidaire.
- 40.3 L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du Marché correspondant.

GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES

Critères éliminatoires

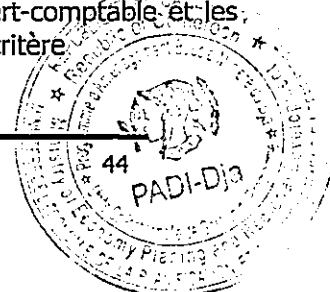
- a) Absence de la caution de soumission à l'ouverture des offres ;
- b) Absence ou non-conformité au-delà du délai de 48 heures après la notification à l'entreprise, d'une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;
- c) Fausse déclaration, pièce falsifiée ou non authentique ;
- d) Entreprise figurant dans la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le Ministère des Marchés Publics
- e) Absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon de marchés publics
- f) Absence de l'attestation de visite de site signée sur l'honneur ;
- g) Dossier financier incomplet pour absence de l'une des pièces suivantes :
 - Une soumission timbrée et signée ;
 - Le devis Quantitatif et Estimatif (DQE) dûment renseigné ;
 - D'un sous – détail des prix unitaires
- h) Défaut de renseignement d'un prix unitaire quantifié dans le DQE ;
- i) Non décomposition d'un prix unitaire quantifié ;
- j) N'avoir pas satisfait au moins un total de 70% des sous critères sur l'ensemble des sous critères essentiels.

Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera faite sur **46 critères** sur la base des critères essentiels ci-dessous :

- a) Expérience du soumissionnaire : 12 sous-critères
- b) Chiffre d'affaires annuel moyen des trois dernières années supérieur ou égal à 150 000.000 F CFA (à justifier par les copies des bilans comptables certifiés par un expert-comptable et les copies des extraits de marchés + PVs de réception des travaux) ; 01 sous-critère
- c) Matériels : 12 sous-critères
- d) Personnel d'encadrement : 17 sous-critères

Règlement Particulier de l'Appel d'Offres



e) Note méthodologique, Visite des lieux et Planning de chantier : 4 sous-critères

NB : Les critères, explicités dans le règlement particulier du DAO et relatifs à la qualification des candidats seront évalués de façon binaire (oui/non). Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre technique aura obtenu une note technique supérieure ou égale à 33 oui/46 seront examinées.

Tout agent public listé parmi le personnel et qui n'a pas présenté tous les documents susceptibles de justifier sa libération de la Fonction Publique sera considéré comme non valable.

A- EXPERIENCE DU SOUMISSIONNAIRE (12 sous-critères)

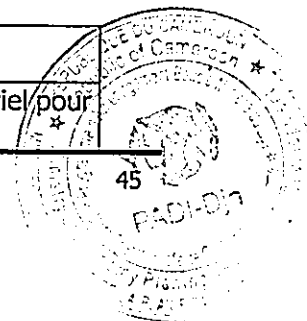
N°	Désignation	Existence	
		NON	OUI
A.1	Références dans les travaux de bâtiment dont le montant TTC est au moins égal à 50 millions au cours des 10 dernières années (les justificatifs porteront sur les preuves de contrat (1ère et dernière page du contrat) et d'achèvement des travaux (PV de réception provisoire ou définitive) ;		
1	Premier projet : justificatifs + preuves d'achèvement		
2	Deuxième projet : justificatifs + preuves d'achèvement		
3	Troisième projet : justificatifs + preuves d'achèvement		
4	Quatrième projet : justificatifs + preuves d'achèvement		
5	Cinquième projet : justificatifs + preuves d'achèvement		
6	Sixième projet : justificatifs + preuves d'achèvement		
A.2	Références dans les travaux de bâtiment d'envergure au moins R+1 dont le montant TTC est au moins égal à 100 millions au cours des 10 dernières années (1ère, dernière page du contrat et toute autre page permettant de justifier la consistance des Prestations) et d'achèvement des travaux (PV de réception provisoire ou définitive) ; N.B. En cas de groupement, le mandataire du groupement devra présenter au moins deux références sur les six sollicitées. Dans le cas contraire, le groupement sera évalué sur 04 oui (prise en compte des références de l'autre membre du groupement dûment justifiées au nombre de 04 maximum).		
1	Premier projet : justificatifs + preuves d'achèvement		
2	Deuxième projet : justificatifs + preuves d'achèvement		
3	Troisième projet : justificatifs + preuves d'achèvement		
4	Quatrième projet : justificatifs + preuves d'achèvement		
5	Cinquième projet : justificatifs + preuves d'achèvement		
6	Sixième projet : justificatifs + preuves d'achèvement		

B – CHIFFRE D'AFFAIRE DES 03 DERNIERS EXERCICES (01 sous-critère)

N°	Désignation	Pièces justificatives	Validation du critère (OUI/NON)	
2021-2023	chiffre d'affaire cumulé >= 150 000 000	Bilan		
Total des (OUI/NON)				/1

C – MATERIELS (13 sous critères)

NB : Le candidat doit justifier la possession en propre ou en location du matériel pour mériter le « OUI ».



	Oui	Non
A VEHICULES DE CHANTIER		
Un véhicule de liaison pick-up		
MATERIELS DE LABORATOIRE		
Une Presse à béton		
Cône d'Abrams		
Un jeu d'éprouvettes pour prélèvement de béton		
Un Jeux de tamis complet pour analyse granulométrique		
MATERIELS DE MESURE		
Un Niveaux laser		
MATERIELS DE MISE EN ŒUVRE		
01 Bétonnière		
01 compresseur		
Poste de soudure et Petit matériel de maçonnerie (pelles, truelles, niveau à bulle, équerre de maçons, mètre etc...)		
01 Vibreur à béton		
01 Motopompe		
01 Groupe électrogène		
MATERIELS INFORMATIQUE		
Un laptop + une imprimante		

D – PERSONNEL D'ENCADREMENT (17 sous critères)

D 1 - CONDUCTEUR DE TRAVAUX (03 sous critères)

D 1-1 Qualification

Ingénieur de Génie Civil Bac+3 ou plus (Copie certifiée du diplôme, cv signé et daté, attestation ONIGC)	Oui	Non
NB : Il faut présenter toutes les pièces listées entre parenthèses pour mériter le « OUI »		

D 1-2 Expérience professionnelle

05 ans d'expérience générale	Oui	Non

D 1-3 Expérience similaire

Et avoir été Conducteur des travaux d'au moins deux (02) projets de construction ou de réhabilitation de bâtiment.	Oui	Non

D 2 - CHEF CHANTIER (3 sous critères)

D 2-1 Qualification

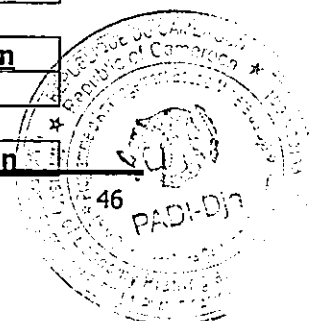
Technicien supérieur de Génie Civil (Bac +2) ou plus	Oui	Non

D 2-2 Expérience professionnelle

Au moins deux (02) ans d'expérience générale	Oui	Non

D 2-3 Expérience similaire

Avoir été Chef chantier d'au moins deux projets de construction	Oui	Non
--	-----	-----



ou de réhabilitation de Génie Civil, ou des travaux similaires, en cette qualité.		
---	--	--

D 3 – ELECTRICIEN :(3 sous critères)

D 3-1 Qualification

Technicien supérieur en électricité (Bac +2) ou plus	<u>Oui</u>	<u>Non</u>

D 3-2 Expérience professionnelle

Au moins deux (02) ans d'expérience générale	<u>Oui</u>	<u>Non</u>

D 3-3 Expérience similaire

Avoir été électricien d'au moins deux projets de construction ou de réhabilitation de bâtiment, en cette qualité.	<u>Oui</u>	<u>Non</u>

D 4 –PLOMBIER (3 sous critères)

D 4-1 Qualification

Technicien supérieur en plomberie (Bac +2) ou plus	<u>Oui</u>	<u>Non</u>

D 4-2 Expérience professionnelle

Au moins deux (02) ans d'expérience générale	<u>Oui</u>	<u>Non</u>

D 4-3 Expérience similaire

Avoir été plombier d'au moins deux projets de construction ou de réhabilitation de bâtiment, en cette qualité.	<u>Oui</u>	<u>Non</u>

D 5 - ENVIRONNEMENTALISTE :(3 sous critères)

D 5-1 Qualification

Bac + 3 en environnement ou plus	<u>Oui</u>	<u>Non</u>

D 5-2 Expérience professionnelle

Au moins 05 ans d'expérience générale	<u>Oui</u>	<u>Non</u>

D 5-3 Expérience similaire

Avoir été environnementaliste d'au moins deux projets de construction ou de réhabilitation de bâtiment, en cette qualité.	<u>Oui</u>	<u>Non</u>

D 6 – RESPONSABLE ADMINISTRATIF :(2 sous critères)

D 6-1 Qualification

Bachelier ou plus	<u>Oui</u>	<u>Non</u>

D 6-2 Expérience professionnelle

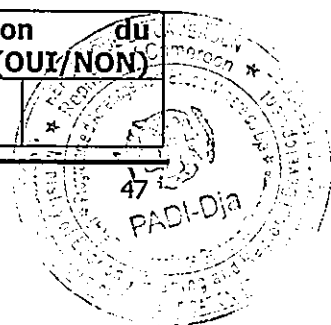
Au moins deux (02) ans d'expérience à ce poste	<u>Oui</u>	<u>Non</u>

D 6-3 Expérience similaire

Participation à 02 projets ou plus de réhabilitation d'immeubles au moins R+2 conduits en tant que chef chantier réseaux et télécommunications	<u>Oui</u>	<u>Non</u>

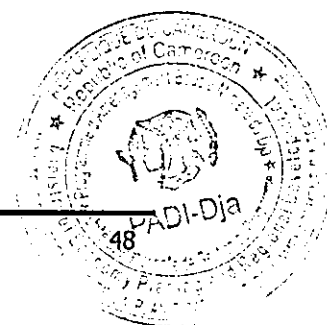
E – NOTE METHODOLOGIQUE, VISITE DES LIEUX ET PLANNING DE CHANTIER : (4 SOUS-CRITERES)

N°	Désignation	Pièces justificatives	Validation critère (OUI/NON)
1	visite des lieux	Rapport de visite et attestation de visite des	

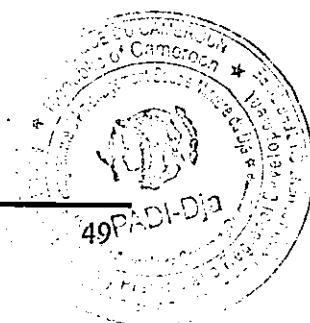


		lieux		
2	Organisation de chantier			
2.1	Organisation du travail en équipes ou ateliers ;			
2.2	Contrôle de qualité (Organisation du contrôle de qualité interne) Dispositions prévues pour la Protection de l'environnement			
3	Planning de chantier			
3.1	Planning conforme aux délais			
Total des (OUI/NON)				/4

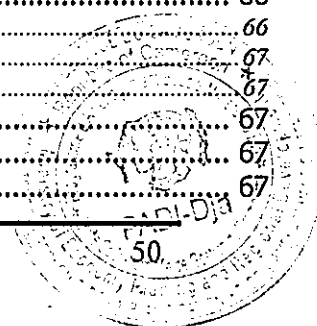
NB : l'offre du soumissionnaire qui aura obtenu un nombre de oui inférieur à 33/46 sera éliminée.



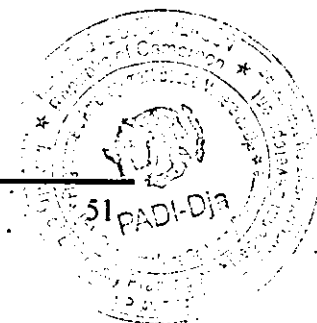
PIECE 4 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)



CHAPITRE I- : DISPOSITIONS GENERALES	52
ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	52
ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ	52
ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	52
ARTICLE 4 : DEFINITIONS ET ATTRIBUTIONS	52
ARTICLE 5 : LANGUE, LOIS ET REGLEMENTATIONS APPLICABLES	52
ARTICLE 6 : TEXTES GENERAUX APPLICABLES	53
ARTICLE 7 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ	55
ARTICLE 8 : COMMUNICATION	55
ARTICLE 9 : ORDRES DE SERVICE	56
ARTICLE 10 : CONSISTANCE DES TRAVAUX	56
ARTICLE 11 : MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS ET DU SITE	56
ARTICLE 12 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE	57
ARTICLE 13 : ATTRIBUTION DE L'INGENIEUR	57
ARTICLE 14 : ATTRIBUTIONS DU MAITRE D'ŒUVRE	57
ARTICLE 15 : ROLE ET RESPONSABILITE DU COCONTRACTANT	57
ARTICLE 16 : PIECES ET DOCUMENT A FOURNIR PAR LE COCONTRACTANT	59
16.2 PROJET D'EXECUTION	59
16.3 PLANS ET DOCUMENTS D'EXECUTION (CALCUL ET DESSINS)	60
ARTICLE 17 : MATERIEL ET PERSONNEL DU COCONTRACTANT	61
ARTICLE 18 : REMPLACEMENT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT	61
ARTICLE 19 : IMPLANTATION DES OUVRAGES	61
ARTICLE 20 : MATERIAUX	62
ARTICLE 21 : DEMOLITION DES OUVRAGES DEFECTUEUX ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX REFUSES	62
ARTICLE 22 : BREVET D'INVENTION	62
ARTICLE 23 : PHASAGE DES TRAVAUX	62
ARTICLE 24 : ACCES DU CHANTIER	62
ARTICLE 25 : ASSURANCES DES OUVRAGES ET RESPONSABILITES CIVILES	62
ARTICLE 26 : ORGANISATION, PROTECTION ET SECURITE DU CHANTIER	63
26.1 SECURITE DE CHANTIER	63
26.2 DOMMAGES AUX PROPRIETAIRES DANS L'EMPRISE DES TRAVAUX	64
26.3 SUJETIONS RESULTANT DU VOISINAGE D'AUTRES CHANTIERS	64
26.4 MAINTIEN DE LA CIRCULATION	64
26.5 PROTECTION DU CHANTIER	64
ARTICLE 27 : SOUS-TRAITANCE	64
ARTICLE 28 : LABORATOIRE DE CHANTIER ET ESSAIS	64
ARTICLE 29 : REUNIONS DE CHANTIER	65
ARTICLE 30 : JOURNAL DE CHANTIER	65
ARTICLE 31 : MODIFICATION DES OUVRAGES	66
ARTICLE 32 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	66
ARTICLE 33 : REMISE EN ETAT DES LIEUX	66
CHAPITRE II - CLAUSES FINANCIERES	66
ARTICLE 33 : MONTANT DU MARCHÉ	66
ARTICLE 34 : GARANTIES ET CAUTIONS	66
34.1 CAUTIONNEMENT DEFINITIF	66
34.2 CAUTIONNEMENT DE GARANTIE	67
34.3 CAUTIONNEMENT D'AVANCE DE DEMARRAGE	67
ARTICLE 35 : ASSURANCE DU CHANTIER	67
ARTICLE 36 : TIMBRE ET ENREGISTREMENT	67
ARTICLE 37 : NANTISSEMENT DU MARCHÉ	67



ARTICLE 38 : LIEU ET MODE DE PAIEMENT.....	67
ARTICLE 39 : REGIME FISCAL ET DOUANIER.....	68
ARTICLE 40 : SOUS-DETAIL DES PRIX.....	68
ARTICLE 41 : TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES-VARIATION DANS LA MASSE ET LA NATURE DES TRAVAUX.....	68
ARTICLE 42 : VARIATION DES PRIX.....	68
ARTICLE 43 : FORMULE DE REVISION DES PRIX.....	68
ARTICLE 44 : FORMULE D'ACTUALISATION DES PRIX	68
ARTICLE 45 : TRAVAUX EN REGIE D'ENTREPRISE	69
ARTICLE 46 : AVANCES.....	69
ARTICLE 47 : REGLEMENT-DES TRAVAUX.....	69
ARTICLE 48 : RETENUE DE GARANTIE	70
ARTICLE 49 : PENALITES	70
ARTICLE 50 : DECOMPTE FINAL	71
ARTICLE 51 : DECOMPTE GENERAL ET DEFINITIF	72
ARTICLE 52 : INTERETS MORATOIRES.....	72
CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION DE TRAVAUX.....	72
ARTICLE 53 : RECEPTION PROVISOIRE.....	72
53.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION.....	72
53.2 COMMISSION DE RECEPTION PROVISOIRE.....	73
53.3 RECEPTION PARTIELLE.....	73
53.4 PRISE DE POSSESSION DES OUVRAGES.....	74
ARTICLE 54 : DOCUMENTS A FOURNIR.....	74
ARTICLE 55 : DELAI DE GARANTIE ET ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE. ..	74
55.1 DELAI DE GARANTIE.....	74
55.2 ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE	74
ARTICLE 56 : RECEPTION DEFINITIVE	74
56.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION DEFINITIVE.....	74
56.2 COMMISSION DE RECEPTION DEFINITIVE.....	75
ARTICLE 57 : ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE	75
CHAPITRE V : CLAUSES DIVERSES	75
ARTICLE 58 : FRAIS COMMERCIAUX EXTRAORDINAIRES.....	75
ARTICLE 59 : TRANSPORT INTERNATIONAUX.....	75
ARTICLE 60 : RESILIATION DU MARCHÉ	75
ARTICLE 61 : CAS DE FORCE MAJEURE	76
ARTICLE 62 : DIFFERENDS ET LITIGES	76
ARTICLE 63 : EDITION ET DIFFUSION DU MARCHE	76
ARTICLE 64 ET DERNIER : ENTREE EN VIGUEUR DU MARCHÉ	76



CHAPITRE I- : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet, les travaux de construction et d'équipement de la Coopérative agricole d'épargne et de crédit de Lomié, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja).

Les travaux sont repartis en un lot unique.

ARTICLE 2 : PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé après Appel d'Offres National Ouvert N°00001/AONO/MINEPAT/PADI-Dja/CSPM_P/2024 DU 09/02/2024, en procédure d'urgence pour les travaux de construction et équipement de la Coopérative agricole d'épargne et de crédit de Lomié, dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja).

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le co-contractant est soumis aux pièces contractuelles énumérées ci-dessous :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP);
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP);
- Le Bordereaux des Prix Unitaires (BPU);
- La Soumission du cocontractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraire au Dossier d'Appel d'Offres (DAO);
- Le Dossier d'Appel d'Offres (DAO);
- Le planning d'exécution des travaux;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics des travaux, mis en vigueur par arrêté n°033/CAB/PM du 13 février 2007.

ARTICLE 4 : DEFINITIONS ET ATTRIBUTIONS

Pour l'application des dispositions du présent marché, il est précisé que :

4.1 DEFINITIONS GENERALES :

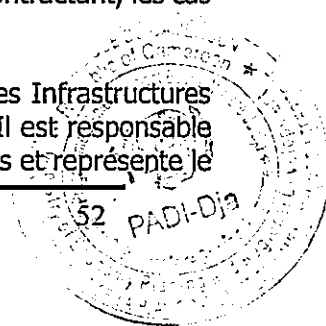
Pour l'application des dispositions du présent marché, il est précisé que :

- Le Maître d'Ouvrage Délégué est le Coordonnateur du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja), il représente l'administration bénéficiaire des travaux, signe le Marché, les ordres de service ayant une incidence sur les coûts, les délais et les objectifs, les avenants le cas échéant, fait assurer le suivi de l'exécution du Marché, ordonne le paiement des décomptes, résilie le Marché après mis en demeure le cas échéant, veille à la rédaction du rapport d'achèvement de l'exécution, et conserve les originaux des documents s'y rapportant ;

- L'Organisme chargé du contrôle externe de l'exécution des marchés publics est : Le Ministre en charge des Marchés publics. A ce titre, il vérifie, après la signature du Marché, son adéquation avec le Dossier d'Appel d'Offres, la Décision d'attribution et l'offre de du Cocontractant, et à travers des contrôles inopinés, l'effectivité et la qualité des travaux réalisés et réceptionnés. Il procède également à la vérification à posteriori de l'adéquation entre les travaux facturés, les paiements effectués et les travaux réalisés, signale au Chef de Service du Marché, à l'ingénieur du Marché et/ou au Cocontractant, les cas de manquements observés dans l'exécution et vise le décompte définitif du Marché ;

- Le Chef de service du marché est : le Chef du Département du Développement des Infrastructures Socio-économique du PADI-Dja du PADI-Dja dénommé ci-après le Chef de Service. Il est responsable de la direction générale des travaux, arrête toutes les dispositions technico-financières et représente le

Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)



Maître d'Ouvrage auprès des instances d'arbitrage des litiges.

- L'Ingénieur du marché est : le Chef de Subdivision des Travaux Publics territorialement compétent, dénommé ci-après l'Ingénieur. Il est chargé du suivi de l'exécution du Marché. Responsable du suivi technique et financier, il apprécie, décide et donne toutes les instructions n'entraînant aucune incidence financière. Il rend compte au Chef de Service du Marché

- La Commission des Marchés compétente est la Commission Spéciale de Passation des Marchés du PADI-Dja (CSPM – PADI-Dja), qui est une instance d'appui technique à la procédure de passation ;

- L'organisme chargé du paiement est la Paierie Générale du Trésor ;

- Toute référence au Chef de Service s'applique également à l'Ingénieur ;

- Le cocontractant est : *[A préciser]* ;

4.2 NANTISSEMENT

Le nantissement est soumis aux règles applicables en cette matière aux marchés Publics de l'Etat, notamment l'article 150 du décret N° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

En vue de l'application du régime de nantissement institué par le décret sus visé, sont définis comme :

- Autorité chargée de l'ordonnancement : le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Amenagement du Territoire (MINEPAT) ;
- Autorité chargée de la liquidation des dépenses : le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Amenagement du Territoire (MINEPAT) ;
- Organismes chargés des paiements: la Paierie Générale du Trésor ;
- Responsables compétents pour fournir les renseignements énumérés au décret susvisé: Le Chef de Service.

4.3 ATTRIBUTIONS DU MAITRE D'ŒUVRE

Le Maître d'œuvre a pour attribution de faire exécuter les travaux de façon satisfaisante, conformément aux dispositions contractuelles et aux règles de l'art.

Il ne pourra relever le Cocontractant d'aucune de ses obligations contractuelles, ni (sauf exception expresse stipulée ci-dessous) ordonner un travail quelconque susceptible de retarder l'exécution des travaux ou de provoquer un paiement supplémentaire par le Maître d'Ouvrage Délégué, ni ordonner une modification quelconque à l'ouvrage à exécuter. Le Maître d'œuvre est compétent pour préparer et signer les ordres de services à caractère technique. :

A la demande du Cocontractant ou du Maître d'œuvre, des constats contradictoires pourront être réalisés pour fixer les quantités de certains ouvrages. De tels constats contradictoires seront faits lorsqu'un ouvrage risque de ne plus pouvoir être mesuré.

ARTICLE 5 : LANGUE, LOIS ET REGLEMENTATIONS APPLICABLES

5.1 La langue applicable au présent marché est le Français ou l'Anglais.

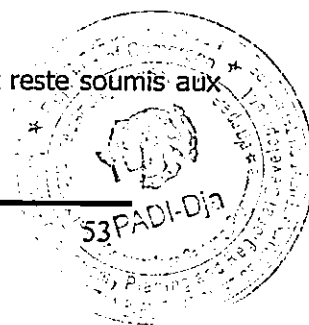
5.2 Le Cocontractant s'engage à observer les lois, règlements et ordonnances en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si ces lois et règlements en vigueur à la date de signature du présent marché venaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient directement seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.

ARTICLE 6 : TEXTES GENERAUX APPLICABLES

En ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent contrat, le Cocontractant reste soumis aux textes généraux ci-après :

6.1. la loi n° 92/007 du 14 août 1992 portant Code du travail ;



- 6.2. la Loi n° 96/07 du 8 avril 1996 portant protection du patrimoine routier modifié et complété par les lois n° 98/011 du 14 juillet 1998 et 2004/021 du 22 juillet 2004 ;
- 6.3. la loi cadre n°096/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement ;
- 6.4. la loi n° 2000/10 du 13 juillet 2000 fixant l'organisation et les modalités de l'exercice de la profession d'Ingénieur du Génie civil ;
- 6.5. la Loi n° 2018/011 du 11 juillet 2018 portant code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun ;
- 6.6. la Loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- 6.7. La Loi n° 2023/019 du 19 décembre 2023 portant loi de finances de la République du Cameroun pour l'Exercice 2024;
- 6.8. le Décret n° 2001/048 du 23 février 2001, portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
- 6.9. le Décret 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
- 6.10. le Décret n° 2005/577 du 23 février 2005 fixant les modalités de réalisation des études d'impact environnemental ;
- 6.11. le Décret n° 2008/376 du 12 novembre 2008 portant organisation administrative de la République du Cameroun ;
- 6.12. le Décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
- 6.13. le Décret n°2012/075 de la 08/03/2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics ;
- 6.14. le Décret n°2012/076 du 08/03/2012 modifiant et complétant certaines dispositions du décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- 6.15. le Décret 2003/651/PM du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
- 6.16. le Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés publics et mis en application par La Circulaire n° 00001/PR/MINMAP/CAB du 25 avril 2022;
- 6.17. le Décret n°2014/3863 du 21 novembre 2014 portant organisation de la maîtrise d'œuvre technique dans la réalisation des projets d'infrastructures ;
- 6.18. le Décret N°2012/075 de la 08/03/2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics dans ses dispositions non contraire au code des marchés publics;
- 6.19. Le Décret N° 2014/4787/PM du 26 Décembre 2014 portant création, organisation et fonctionnement du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la Boucle minière du Dja et la zone frontalière adjacente (PADI-Dja) ;
- 6.20. le Décret n°2015/434 du 02 octobre 2015 portant réaménagement du Gouvernement;
- 6.21. le Décret n°2020/375 du 07 juillet 2020 portant règlement général de la comptabilité publique ;
- 6.22. l'Arrêté n°093/CAB/PM du 5 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et des frais d'achat des Dossiers d'Appel d'Offres ;
- 6.23. l'Arrêté n°070/MINEP du 20 avril 2005 fixant les différentes catégories d'opérations dont la réalisation est soumise à l'étude d'impact environnemental ;
- 6.24. l'arrêté n°033/CAB/PM du 13 février 2007 mettant en vigueur les Cahiers des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics ;
- 6.25. L'arrête N° 0319/A/MINMAP du 08 novembre 2018 portant création d'une commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la Boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja);
- 6.26. L'arrêté n° 401/A/MINMAP/CAB du 21 Octobre 2019 fixant les seuils de recours à la Maîtrise d'œuvre privée et les modalités d'exercice de la maîtrise d'œuvre Publique ;
- 6.27. L'arrêté n° 402/A/MINMAP/CAB du 21 Octobre 2019 fixant la nature et les seuils des marchés réservés aux Artisans, aux Petites et Moyennes Entreprise, aux Organismes

- Communautaires à la Basse et aux Organisations de la Société Civile et les modalités de leur application ;
- 6.28. l'Arrêté n°403/MINMAP/CAB du 21 octobre 2019 fixant les plafonds des indemnités servies par les Maîtres d'Ouvrage ou Maîtres d'Ouvrages Délégués aux Présidents, Membres et Rapporteurs des commissions de réceptions, des commissions de suivi et recette technique ;
- 6.29. la Circulaire n°003/CAB/PM du 31 janvier 2011 précisant les modalités de gestion des changements des conditions économiques des marchés publics ;
- 6.30. La lettre N°00908/MINTP/DR datant de 1997 du Ministère des Travaux Publics portant publication des directives pour la prise en compte des impacts environnementaux dans l'entretien routier ;
- 6.31. la Décision N°483/D/PADI-Dja du 05 Juillet 2019 portant constatation de la Commission Spéciale de Passation des Marchés auprès du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la Boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja) ;
- 6.32. la Décision N°001441/D/MINEPAT/CAB du 04 Octobre 2019 portant transfèrement de la Maîtrise d'Ouvrage de certains projets passés par le MINEPAT sur financement du chapitre 94 au profit du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la Boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja) ;
- 6.33. La circulaire N°00000026/C/MINFI du 29 décembre 2023 portant instructions relatives à l'exécution, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat, des Autres Entités Publiques pour l'Exercice 2024;
- 6.34. les normes techniques en vigueur au Cameroun ;
- 6.35. les procédures de l'organisme payeur ;
- 6.36. le CCTG français, notamment son préambule et les fascicules 1, 2, 4, 7, 23, 24, 25, 27, 29, 30, 31, 50, 56, 61, 62, 63, 65-A, 66, 68, 70 ainsi que les normes françaises (en l'absence de normes camerounaises) et les avis techniques du réseau technique français ;
- 6.37. la convention collective nationale des entreprises du bâtiment, des travaux publics et des activités annexes du 10 décembre 2013.

CHAPITRE II EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 7 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHE

- 7.1 Le délai maximum prévu pour l'exécution des travaux est fixé à **huit (08) mois** calendaires. Ce délai court à compter de la date de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux par le Chef de service.
- 7.2 Ce délai inclue toutes les contraintes liées à l'enclavement et aux contraintes particulières du site relatives aux conditions climatiques et aux moyens d'accès sur place. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.
- 7.3 Les délais sont calculés pour un travail exécuté de jour, pendant les jours ouvrables et aux heures normales de travail. Le Cocontractant ne pourra exécuter ou poursuivre les travaux en dehors de ces jours et heures sans avoir reçu l'accord préalable de l'Ingénieur.
- 7.4 Le Cocontractant est réputé avoir visité et examiné l'emplacement des travaux et ses environs, et pris connaissance, avant la remise de son offre des caractéristiques, de l'emplacement et de la nature des travaux à exécuter, de l'importance des matériaux à fournir, des voies et moyens d'accès au chantier, des installations nécessaires. D'une manière générale, il est réputé s'être procuré toutes informations concernant les risques, aléas et circonstances susceptibles d'influencer son offre.

ARTICLE 8 : COMMUNICATION

- 8.1. Toutes les communications au titre du présent marché sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après :

a. Dans le cas où le cocontractant est le destinataire : Madame/Monsieur :.....

Passé le délai de 15 jours fixé à l'article 6.1 du CCAG pour faire connaître au Maître d'Ouvrage Délégué, au chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la mairie de (à préciser).

b. Dans le cas où le Maître d'Ouvrage Délégué en est le destinataire :

Monsieur le : Coordonnateur du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja) avec copie adressée dans les mêmes délais, au Chef de service, à l'ingénieur, le cas échéant.

8.2. Le cocontractant adressera toutes notifications écrites ou correspondances au Maître d'Œuvre, avec copie au Chef de service et à l'ingénieur du marché.

ARTICLE 9 : ORDRES DE SERVICE

Les différents ordres de service seront établis et notifiés ainsi qu'il suit :

9.1 L'ordre de service de commencer les travaux est signé par le Maître d'Ouvrage Délégué et notifié au Cocontractant par le Chef de service du marché qui transmettra une copie aux autres acteurs.

9.2 L'ordre de service prescrivant le démarrage la deuxième phase sera signé par le Maître d'Ouvrage Délégué et notifié au Cocontractant par le Chef de service du marché qui transmettra une copie aux autres acteurs.

9.3 Les ordres de service ayant une incidence sur l'objet, le montant ou le délai d'exécution du marché seront signés par le Maître d'Ouvrage Délégué et notifiés par le Chef de service du marché au Cocontractant avec copie à l'Ingénieur du marché et à l'Organisme Payeur.

9.4 Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des travaux seront directement signés par le Chef de Service et notifiés au Cocontractant par l'ingénieur du Marché.

9.5 Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage Délégué et notifiés au Cocontractant par le Chef de service, avec copie à l'Ingénieur.

9.6 Les ordres de service de suspension et de reprise des travaux pour cause de force majeure seront signés par le Maître d'Ouvrage Délégué et notifiés par le Chef de service du marché après avis de l'ingénieur.

9.7 Les ordres de service prescrivant les travaux nécessaires pour remédier aux désordres ne relevant pas d'une utilisation normale qui apparaîtraient dans les ouvrages pendant la période de garantie, seront signés par le Maître d'Ouvrage Délégué, sur proposition de l'Ingénieur et notifiés au Cocontractant par le Chef de service avec copie à l'ingénieur.

9.8 Le Cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le Cocontractant d'exécuter les ordres de service reçus.

NB : une copie de chacun de ces ordres de service sera adressée au Ministère chargé des Marchés Publics.

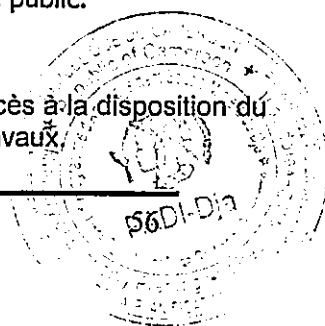
ARTICLE 10 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les travaux objet du présent marché sont définis dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), au Bordereau des Prix unitaires (BPU) et au Détail Estimatif. Ils comprennent en particulier les opérations suivantes à effectuer et dont la liste n'est pas exhaustive :

- Installations des Chantiers ;
- Construction des artères de Moyenne Tension ;
- Fourniture et pose des dispositifs de coupures ;
- Construction des artères de Basse tension ;
- Installation des lampadaires autonomes à énergie solaires pour éclairage public.

ARTICLE 11 : MISE A DISPOSITION DES DOCUMENTS ET DU SITE

11.1 Le Maître d'Ouvrage Délégué mettra le site des travaux et ses voies d'accès à la disposition du cocontractant en temps utile et au fur et à mesure de l'avancement des travaux.



- 11.2 Les installations provisoires de chantier, les ateliers de préfabrication, les carrières d'emprunts, les voies d'accès, les garages, les bureaux et logement du personnel nécessaires à l'exécution des travaux, ne peuvent être édifiés que les emplacements agréés par l'ingénieur en accord avec les autorités administratives et traditionnelles locales ;
- 11.3 Dans la mesure de leurs possibilités, l'administration ou les autorités traditionnelles locales peuvent mettre à la disposition du cocontractant et pour la durée des travaux, des espaces du domaine privé ou public de l'Etat nécessaires aux besoins du chantier. Ces terrains doivent être nettoyés et remis en bon état à la fin des travaux.

ARTICLE 12 : OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE

- 12.1. Le Maître d'Ouvrage Délégué est tenu de fournir au prestataire les informations nécessaires à l'exécution de sa mission, et de lui garantir, aux frais de ce dernier, l'accès aux sites des projets.
- 12.2. Le Maître d'Ouvrage Délégué assure au prestataire protection contre les menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamations dont il peut être victime en raison ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.

ARTICLE 13 : ATTRIBUTION DE L'INGENIEUR

- 13.1 L'ingénieur a pour mission principale de contrôler et de garantir la bonne exécution des travaux, conformément aux stipulations du marché et aux règles de l'art. il ne peut relever le cocontractant d'aucune de ses obligations contractuelles, ni ordonner un travail quelconque susceptible de retarder l'exécution des travaux ou de provoquer un paiement supplémentaire par le Maître d'Ouvrage Délégué, ni ordonner une modification importante quelconque à l'ouvrage à exécuter. Il est compétent pour préparer et signer les ordres de service à caractère technique.

- 13.2 L'ingénieur exerce les fonctions suivantes :

- La vérification du projet d'exécution, notamment des pièces graphiques et des notes de calcul et la transmission motivée au Chef de Service du marché;
- Le contrôle et l'approbation de l'implantation des ouvrages;
- Le contrôle et l'approbation des matériaux, matériel et équipements utilisés dans la mise en oeuvre des ouvrages;
- Le contrôle de la qualité de la mise en oeuvre des ouvrages effectuée par le cocontractant;
- La prise en attachement des travaux et des approvisionnements présentés par le cocontractant;
- L'identification et la formulation de solution techniques relatives à la résolution des problèmes techniques rencontrés par un cocontractant dans la mise en oeuvre des ouvrages;
- Le contrôle du délai de réalisation conformément au chronogramme contractuel d'exécution des travaux

Chaque opération relative au constat des travaux exécutés fait l'objet d'un procès-verbal signé contradictoirement par l'ingénieur et le cocontractant ou son représentant lors des réunions de chantier

ARTICLE 14 : ATTRIBUTIONS DU MAITRE D'ŒUVRE

- 14.1 Le Maître d'œuvre a pour attribution de faire exécuter les travaux de façon satisfaisante, conformément aux dispositions contractuelles et aux règles de l'art.
- 14.2 Il ne pourra relever le Cocontractant d'aucune de ses obligations contractuelles, ni (sauf exception expresse stipulée ci-dessous) ordonner un travail quelconque susceptible de retarder l'exécution des travaux ou de provoquer un paiement supplémentaire par le Maître d'Ouvrage Délégué, ni ordonner une modification quelconque à l'ouvrage à exécuter. Le Maître d'œuvre est compétent pour préparer et signer les ordres de services à caractère technique.
- 14.3 A la demande du Cocontractant ou du Maître d'œuvre, des constats contradictoires pourront être réalisés pour fixer les quantités de certains ouvrages. De tels constats contradictoires seront faits lorsqu'un ouvrage risque de ne plus pouvoir être mesuré.
- 14.4 Le Maître d'œuvre exerce les fonctions suivantes :

- La vérification du projet d'exécution, notamment des pièces graphiques et des notes de calcul et la transmission motivée à l'ingénieur du marché;
- Le contrôle et l'approbation de l'implantation des ouvrages;
- Le contrôle et l'approbation des matériaux, matériel et équipements utilisés dans la mise en oeuvre des ouvrages;
- Le contrôle de la qualité de la mise en oeuvre des ouvrages effectuée par le cocontractant;
- La prise en attachement des travaux et des approvisionnements présentés par le cocontractant;
- La préparation des opérations de réception provisoire ou définitive à la demande du cocontractant;
- La préparation des décomptes et des situations mensuelles provisoires des travaux et leur transmission au Chef de Service du marché;
- L'identification et la formulation de solutions techniques relatives à la résolution des problèmes techniques rencontrés par un cocontractant dans la mise en oeuvre des ouvrages;
- Le contrôle du délai de réalisation conformément au chronogramme contractuel d'exécution des travaux

ARTICLE 15 : ROLE ET RESPONSABILITE DU COCONTRACTANT

- 15.1 Le cocontractant est réputé avoir visité et examiné l'emplacement des travaux et ses environs, et pris connaissance, avant la remise de son offre des caractéristiques, de l'emplacement et de la nature des travaux à exécuter, de l'importance des matériaux à fournir, des voies et moyens d'accès au chantier, des installations nécessaires. D'une manière générale, il est réputé s'être procuré toutes les informations concernant les risques, aléas et circonstances susceptibles d'influencer son offre.
- 15.2 Le planning détaillé et général d'avancement des travaux sera communiqué par le Cocontractant au Maître d'Œuvre en six (06) exemplaires au début de chaque phase de travaux.
- 15.3. Le Cocontractant a pour mission d'assurer l'exécution des travaux sous le contrôle de l'ingénieur et conformément aux règles et normes en vigueur. Il est tenu notamment d'effectuer à ses frais s'il y a lieu, les calculs, essais et analyses, de déterminer, de choisir, d'acheter, et d'approvisionner tous les outillages, matériaux et fournitures nécessaires pour l'exécution des travaux. Il est tenu d'engager tout le personnel utile spécialisé ou non.
- 15.4 Le Cocontractant est responsable vis à vis du Maître d'Ouvrage. Délégue l'organisation, de la conduite du chantier et de la qualité des matériaux et des fournitures utilisés, de leur parfaite adaptation aux besoins du chantier, de la bonne exécution des travaux, des fournitures dont la charge lui incombe et des interventions effectuées par ses employés ainsi que les sous-traitants agréés par le Maître d'Ouvrage Délégue.
- 15.5 le cocontractant reste responsable de la totalité du chantier, y compris des interventions des sous-traitant agréés. Il lui appartient en outre d'assurer la coordination des prestations des fournisseurs, des sous-traitants dont le concours lui est assuré pour les différents corps d'état ; leur intervention en temps utile sous sa direction et la bonne exécution des ordres donnés par le Maître d'œuvre.
- 15.6 les travaux seront exécutés conformément aux plans d'exécution validés dans le projet d'exécution
- 15.7 Le Cocontractant sera seul et pleinement responsable des accidents et dommages de toute nature qui adviendraient à son personnel, à des tiers, à des agents du Chef de Service, à son matériel, aux réalisations, objet du présent marché, à l'occasion de l'exécution des travaux ; à cet effet, le cocontractant devra prendre toutes les mesures pour fournir tous les moyens nécessaires et engager tout le personnel spécialisé nécessaire.
- 15.8 le cocontractant devra assurer la protection et la sécurité des ouvrages existants pendant l'exécution des travaux.
- 15.9 Il a l'obligation de remettre en état les ouvrages détériorés du fait de ses travaux.
- 15.10 le cocontractant devra tenir constamment à jour un planning d'avancement des travaux et le communiquer chaque début du mois au Maître d'œuvre ;

- 15.11 Le Cocontractant est tenu de se conformer à la législation en vigueur au Cameroun concernant le respect de l'Environnement. Il devra exécuter tous les travaux spécifiés au CCTP (chapitre V), aux textes et directives mentionnés à l'article 40 du présent CCAP. Il aura notamment l'obligation d'afficher un règlement intérieur à l'Entreprise et prenant en compte les problèmes environnementaux (MST, braconnage,...).

ARTICLE 16 : PIECES ET DOCUMENT A FOURNIR PAR LE COCONTRACTANT

16.1. PROGRAMME DES TRAVAUX, PLAN D'ASSURANCE QUALITE ET PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE.

Dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, le cocontractant soumettra, en six (06) exemplaires, à l'approbation du Chef de service après avis de l'Ingénieur le programme d'exécution des travaux, son calendrier d'approvisionnement, son projet de Plan d'Assurance Qualité (PAQ) et son Plan de Gestion Environnementale, le cas échéant.

Ce programme sera exclusivement présenté selon les modèles fournis.

Deux (2) exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de quinze (15) jours à partir de leur réception avec :

- Soit la mention d'approbation " BON POUR EXECUTION " ;
- Soit la mention de leur rejet accompagnée des motifs dudit rejet.

Le cocontractant disposera alors de huit (8) jours pour présenter un nouveau projet. Le Chef de Service alors d'un délai de cinq (5) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques. Les délais d'approbation du projet d'exécution sont suspensifs du délai d'exécution.

L'approbation donnée par le Chef de Service ou l'ingénieur n'atténuera en rien la responsabilité du cocontractant. Cependant les travaux exécutés avant l'approbation du programme ne seront ni constatés ni rémunérés sauf s'ils ont été expressément ordonnés. Le planning actualisé et approuvé deviendra le planning contractuel.

a. Le cocontractant tiendra constamment à jour, sur le chantier, un planning des travaux qui tiendra compte de l'avancement réel du chantier. Des modifications importantes ne pourront être apportées au programme contractuel qu'après avoir reçu l'accord du Chef service du Marché. Après approbation du programme d'exécution par le Chef service du Marché, celui-ci le transmettra dans un délai de cinq (05) jours à l'Autorité Contractante, sans effet suspensif de son exécution. Toutefois, s'il est constaté des modifications importantes dénaturant l'objectif du marché ou la consistance des travaux, l'Autorité Contractante retournera le programme d'exécution accompagné des réserves à lever dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa date de réception.

b. Le Plan de Gestion Environnemental fera ressortir notamment les conditions de choix des sites techniques et de base vie, les conditions d'emprunt de sites d'extraction et les conditions de remise en état des sites de travaux et d'installation.

c. Le cocontractant indiquera dans ce programme les matériels et méthodes qu'il compte utiliser ainsi que les effectifs du personnel qu'il compte employer.

d. L'agrément donné par le chef de service ne diminue en rien la responsabilité du cocontractant quant aux conséquences dommageables que leur mise en œuvre pourrait avoir tant à l'égard des tiers qu'à l'égard du respect des clauses du marché.

16.2 PROJET D'EXECUTION

16.2.1 Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, l'avant-projet d'exécution (APE) des travaux sera validé par l'Ingénieur après les étapes ci-dessous :

- a) Saisine du Cocontractant par le Maître d'œuvre et organisation de la visite détaillée de l'Ouvrage : dix (10) jours ;
- b) Présentation de l'avant-projet d'exécution à l'ingénieur : dix (10) jours ;
- c) Validation ou rejet par l'Ingénieur de l'APE : trois (3) jours ;

d) Validation par l'Ingénieur de l'APE corrigé : cinq (5) jours ;

16.2.2 Cet avant-projet sera exclusivement présenté selon les modèles fournis et faisant ressortir au minimum les éléments suivants par phase et par nature de travaux (cartonnage et travaux d'entretien courant ou périodique) :

- La liste du personnel d'encadrement accompagnée des copies certifiées conformes par les autorités compétentes du diplôme le plus élevée, de leurs CV et de l'Attestation d'inscription à l'Ordre National des Ingénieurs du Génie Civil (ONIGC) pour le Conducteur des Travaux ;
- La copie de l'engagement sur l'honneur à mobiliser le matériel nécessaire à l'exécution des travaux, fournie dans son offre ;
- Les schémas itinéraires ;
- Le processus et les méthodes d'exécution envisagées avec les prévisions d'emploi du personnel, du matériel et des matériaux ;
- La description des installations de chantier envisagées ;
- Le planning de mobilisation des matériels en adéquation avec le planning d'exécution des travaux ;
- Le planning graphique des travaux, valorisé par tâche et par mois, et pour chaque tronçon, permettant au cours de ceux-ci de comparer l'avancement réel à celui prévu ;
- Les notes de calcul ;
- Le plan de masse ;
- Les plans de principes d'exécution des ouvrages ;
- Les travaux que le Cocontractant fera exécuter par des sous-traitants (s'il y a lieu).
- Les plans de signalisation temporaire suivant les types des travaux retenus (dispositifs de sécurité à mettre en place pour la signalisation des travaux à exécuter)
- Une note sur le fonctionnement du laboratoire (locaux, matériel, personnel...) ;
- Une note sur les essais géotechniques (moyens, méthodes d'investigation, programme...) ;
- Un mémoire sur les dispositions relatives à la préservation de l'environnement.

A défaut de transmettre dans un délai de dix (10) jours après la visite détaillée de l'ouvrage, l'avant-projet d'exécution au Maître d'œuvre, l'entreprise sera passible, après mise en demeure préalable, d'une pénalité correspondant à 1/2000^{ème} du montant TTC de son contrat.

16.2.3 Après la validation de l'avant-projet, l'entreprise dispose de cinq (05) jours pour établir le projet d'exécution définitif des travaux et le soumettre à l'approbation de l'Ingénieur après avis de la Mission de Contrôle.

L'Ingénieur dispose chacun de deux (02) jours pour l'approbation du document.

Une copie de l'Avant-projet validé et une copie du projet d'exécution approuvé doivent être transmises au Chef de service.

16.2.4 L'approbation donnée par l'Ingénieur n'atténuera en rien la responsabilité du Cocontractant. Cependant les travaux exécutés avant l'approbation du projet d'exécution, en cas de non-conformité au projet d'exécution approuvé, ne pourront pas faire l'objet de paiement ou de réclamation de la part du Cocontractant.

16.2.5 Le Cocontractant tiendra constamment à jour sur le chantier, un planning des travaux réalisés qui rendra compte de l'avancement du chantier. Des modifications importantes ne pourront être apportées au programme prévisionnel qu'après avoir reçu l'accord du Chef de Service.

16.3 PLANS ET DOCUMENTS D'EXECUTION (CALCUL ET DESSINS)

16.3.1 Les plans de détail et autres documents nécessaires à l'exécution des travaux, seront établis par le Cocontractant sur la base des plans et documents fournis dans le DAO.

16.3.2 Ils seront soumis à l'Ingénieur dans un délai d'au moins dix (10) jours avant tout commencement d'exécution des travaux correspondants. Les notes de calcul seront vérifiées et complétées s'il y a lieu, par le Cocontractant qui les remettra à l'Ingénieur du marché au moins huit (08) jours avant l'exécution des travaux correspondants. L'Ingénieur dispose d'un délai de sept (07) jours pour faire part au Cocontractant de ses observations et remarques. Passé ce délai, le visa de l'Ingénieur est réputé donné.

16.3.3 Le visa du Maître d'œuvre n'atténuera en rien la responsabilité du Cocontractant pour la conception des ouvrages et l'exécution des travaux correspondants.

16.3.4 Avant la réception provisoire, le Cocontractant remettra à l'ingénieur du marché, trois (03) exemplaires des plans de récolement des travaux réellement exécutés dont un original reproductible.

ARTICLE 17 : MATERIEL ET PERSONNEL DU COCONTRACTANT

- 17.1 Le cocontractant s'engage à mobiliser toutes les ressources humaines et matérielles nécessaires à la bonne exécution des travaux suivant les règles de l'art et conformément aux stipulations du CCTP contenu dans le Dossier d'Appel d'Offres ;
- 17.2 Le marché est exécuté dans le respect du contenu de l'offre technique, financière et en personnel qualifié, fourni par le cocontractant dans son offre de soumission.
- 17.3 Toute modification, même partielle, apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Chef de service. En cas de modification, le cocontractant le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale.
- 17.4 En tout état de cause, les listes du personnel d'encadrement à mettre en place seront soumises à l'agrément de l'ingénieur du marché dans les jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux. L'ingénieur du marché disposera de 15 jours pour notifier par écrit son avis avec copie au Chef de service. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.
- 17.5 Toute modification unilatérale apportée aux propositions en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les travaux constitue un motif de résiliation du marché. En cas de non résiliation, le cocontractant sera passible d'une pénalité correspondant à un pour cent (1/100) du montant toutes taxes comprises du marché, pour chaque personnel ou matériel ayant fait l'objet d'une telle modification.
- 17.6 Le Cocontractant utilisera le matériel approprié proposé dans le projet d'exécution pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.2
- 17.7 Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage Délégué et subordonnée à sa validation.

ARTICLE 18 : REMPLACEMENT DU PERSONNEL D'ENCADREMENT

- 18.1 En cas de remplacement du personnel d'encadrement, le cocontractant procède aux remplacements avec un personnel de compétence équivalente. Au cas où la qualification du personnel proposé est inférieure à celle de l'agent considéré mais conforme aux dispositions du dossier de consultation, ledit cocontractant est passible d'une pénalité correspondante au 5/1000^{ème} du montant du marché.
- 18.2 En tout état de cause et sauf cas de force majeure, un cocontractant ne peut remplacer plus de 50% de son personnel sans s'exposer à la résiliation du marché.
- 18.3 Si l'ingénieur exige le remplacement d'un personnel du cocontractant, suite à une faute grave dûment constatée sur le chantier par les deux parties, le cocontractant, doit pourvoir à son remplacement immédiat et à ses propres frais.

ARTICLE 19 : IMPLANTATION DES OUVRAGES

- 19.1 L'ingénieur du marché notifiera par écrit au cocontractant dans un délai de huit (08) jours avant implantation des ouvrages, le cas échéant, les points et niveaux de base qui ont été établis.
- 19.2 A partir de ces points et niveaux de base, le cocontractant sera responsable de la bonne implantation des ouvrages et prendra les frais y afférents à sa charge.
- 19.3 Ces opérations feront l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement entre le cocontractant et l'ingénieur. Si en cours de travaux, une erreur apparaissait dans les implantations, niveaux, alignements ou dimensions d'une partie quelconque des ouvrages, le cocontractant devra procéder à ses frais à la rectification correspondante. La vérification de toute implantation, alignement, ou niveau par l'ingénieur du marché ne saurait relever le Cocontractant de ses obligations. Le cocontractant devra soigneusement protéger tous repères, jalons, bornes, piquets et autres éléments contribuant à l'implantation des ouvrages. Il devra les rétablir ou les remplacer à ses frais en cas de besoin.

ARTICLE 20 : MATERIAUX

- 20.1 Le cocontractant recherchera à ses frais, les lieux d'extraction des matériaux nécessaires à la réalisation des travaux ; il utilisera de façon privilégiée, les lieux d'extraction mentionnés dans le CCTP ou, s'ils sont insuffisants, recherchera à ses frais les lieux d'extraction des matériaux nécessaires à la réalisation des ouvrages.
- 20.2 Les matériaux doivent être conformes aux spécifications du CCTP. Ils sont soumis aux essais ou épreuves que l'ingénieur juge utiles de prescrire suivant les spécifications du marché
- 20.3 Les moyens de contrôle mis en place par chaque cocontractant et à ses propres frais, doivent lui permettre, d'assurer un contrôle permanent des ouvrages tant sur le chantier que sur les lieux d'extraction des agrégats, de préparation des matériaux ou de fabrication des parties d'ouvrages.

ARTICLE 21 : DEMOLITION DES OUVRAGES DEFECTUEUX ET ENLEVEMENT DES MATERIAUX REFUSES

L'ingénieur du marché a le pouvoir d'ordonner par écrit :

- L'enlèvement du chantier dans un délai de quarante-huit (48) heures, de tous les matériaux réputés non conformes aux exigences du marché et leur remplacement par d'autres matériaux convenables et approuvés si nécessaires après essais de laboratoire
- La démolition et la reconstruction conformément aux stipulations du marché, de tout ouvrage ou partie d'ouvrage non conforme aux exigences du marché, tant en ce qui concerne le mode d'exécution que les matériaux utilisés
- En cas de non conformité, les dépenses sont entièrement à la charge du cocontractant.

ARTICLE 22 : BREVET D'INVENTION

Le cocontractant doit s'entendre s'il y a lieu avec les propriétaires ou les possesseurs de licence dont il utilise les procédés. Il procède au règlement de tous les droits et redevances y relatifs et garantit le Maître d'Ouvrage Délégué contre toute poursuite dans le cas d'une atteinte à la propriété intellectuelle.

ARTICLE 23 : PHASAGE DES TRAVAUX

Sans objet

ARTICLE 24 : ACCES DU CHANTIER

- 24.1 Le Maître d'Ouvrage Délégué, le Délégué Départemental des marchés Publics, le Chef de Service du marché, l'Ingénieur du marché et toute personne dûment autorisée par Maître d'Ouvrage Délégué, peuvent à tout moment accéder au chantier et aux lieux d'extraction des matériaux, de fabrication ou d'approvisionnement des produits manufacturés et outillages utilisés pour les travaux.
- 24.2 Dans le cadre de la mission de vérification de l'effectivité des travaux, les personnes dûment autorisées par Maître d'Ouvrage Délégué peuvent à tout moment accéder au chantier et à toutes informations y relatives.
- 24.3 L'ingénieur et toute personne autorisée par lui devront à tout moment avoir accès aux travaux, au chantier, aux ateliers et tous les lieux de travail, ainsi qu'aux emplacements d'où proviennent les matériaux, produits manufacturés, et outillages utilisés pour les travaux.
- 24.4 Dans le cadre de la mission de vérification de réactivité des travaux, les représentants dûment mandatés des organismes chargés des paiements doivent avoir accès au chantier et à toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de cette mission.
- 24.5 Le Cocontractant devra accorder toutes les facilités voulues pour permettre ces accès en toute liberté.

ARTICLE 25 : ASSURANCES DES OUVRAGES ET RESPONSABILITES CIVILES

- 25.1 Dans les quinze (15) jours à compter de la notification du marché, et avant tout démarrage des travaux, le cocontractant et, le cas échéant, les sous-traitants, devront justifier auprès du Maître d'Ouvrage Délégué, sur la demande du Chef de service du marché, des assurances de Responsabilité Civile et tous risques chantiers, garantissant le Maître d'Ouvrage Délégué contre toute perte ou dommage survenant aux ouvrages et aux tiers jusqu'à la réception provisoire des

travaux ou à l'expiration du délai de garantie si le marché prévoit un tel délai, et des assurances couvrant le cas échéant, la responsabilité décennale. Ces assurances devront être souscrites auprès des Compagnies agréées et installées au Cameroun.

25.2 Aucun règlement à l'exception de l'avance de démarrage ne sera effectué sans présentation d'un certificat d'une compagnie prouvant que le Cocontractant a intégralement réglé les primes ou cotisations relatives aux travaux objet du présent marché.


25.3 Par ailleurs, le cocontractant devra, le cas échéant, souscrire les assurances relatives aux responsabilités civiles et dommages aux ouvrages qu'il encourt à compter de l'expiration du délai de garantie, tel que précisé aux articles 70 à 73 du CCAG (Travaux).

ARTICLE 26 : ORGANISATION, PROTECTION ET SECURITE DU CHANTIER

26.1 SECURITE DE CHANTIER

36.1.1 Panneaux d'identification de chantier

Les panneaux d'identification ou d'annonce de chantier, seront placés au début et à la fin de chaque tronçon, et devront être mis en place dans un délai maximum de quinze (15) jours après l'ordre de service de démarrer les travaux. Ces panneaux devront être conformes au modèle ci-après :

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix - Travail - Patrie ***** MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE *****		REPUBLIC OF CAMEROON Peace - Work - Fatherland ***** MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND REGIONAL DEVELOPMENT *****
MARCHE N° _____ /M/PADI-Dja/CSPM/2024		
TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA COOPERATIVE AGRICOLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE LOMIE, DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA BOUCLE MINIERE DU DJA ET DE LA ZONE FRONTALIERE ADJACENTE (PADI-Dja)		
Maître d'Ouvrage : MINEPAT		
Maître d'Ouvrage Délégué : Coordonnateur du PADI-Dja		
Chef de Service : Le Chef du Département du Développement Rural et Communautaire du PADI-Dja		
Ingénieur du marché : Le Chef de Subdivision des Travaux Publics de Lomé		
Maître d'œuvre : Chef du Département du Développement des infrastructures Socio-économiques du PADI-Dja		
ENTREPRISE :		
Financement : BIP/MINEPAT-Chapitre 94, exercices 2024 et 2025		
Délai d'Exécution : HUIT (08) MOIS	Début des Travaux : _____	
	Fin des Travaux : _____	

26.1.2 Signalisation des travaux

La signalisation des travaux doit être conforme au plan de signalisation temporaire validé dans le projet d'exécution. Elle est réalisée sous le contrôle de l'ingénieur du marché par le Cocontractant, ce dernier ayant à sa charge la fourniture et la mise en place des panneaux et des dispositifs de signalisation, sauf stipulation différente au marché.

Le Cocontractant aura la charge de fournir et d'entretenir à ses frais tous dispositifs d'éclairage, de protection, de clôture et de gardiennage qui s'avéreront nécessaires à la bonne exécution des travaux ou qui seront exigés par le Maître d'œuvre.

Le Cocontractant sera personnellement responsable de toutes les conséquences directes ou indirectes d'une carence de la signalisation ou de l'entretien des ouvrages provisoires nécessaires au maintien de la circulation.

Tous les frais entraînés par la signalisation routière propre au chantier sont à la charge du cocontractant. Celui-ci restera seul et entièrement responsable de tous les accidents ou dommages causés aux tiers, au cours de l'exécution des travaux par le fait de son matériel ou d'erreurs et d'omissions concernant la signalisation.

26.2 DOMMAGES AUX PROPRIETAIRES DANS L'EMPRISE DES TRAVAUX

Les indemnités qui découlent des expropriations des cultures qui seront nécessaires hors de l'emprise de la route (carrières et emprunts, accès aux carrières et aux emprunts inclus) seront à la charge du Cocontractant. Celui-ci sera tenu de provoquer avant exécution des travaux, la reconnaissance contradictoire des cultures et propriétés, qui seront évaluées en accord avec l'Ingénieur et les autorités administratives locales.

26.3 SUJETIONS RESULTANT DU VOISINAGE D'AUTRES CHANTIERS

Le Cocontractant devra prendre en compte toutes les mesures nécessaires pour n'apporter aucune entrave à l'exécution des travaux d'autres entreprises. Il devra laisser circuler le matériel de ces entreprises sur ou sous les ouvrages déjà faits partout où l'ingénieur jugera que l'établissement de voies indépendantes ne sera pas possible, sans qu'il puisse prétendre à une quelconque indemnité ou à une prolongation des délais.

26.4 MAINTIEN DE LA CIRCULATION

26.4.1 Le Cocontractant devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le maintien de la circulation soit assuré pendant toute la durée des travaux. Il ne pourra se prévaloir des sujétions qui en résulteraient pour éluder les obligations de son marché, ni pour soulever une quelconque réclamation, sauf en cas de force majeure; le coût de cette disposition étant compris dans le prix d'installation de chantier.

26.4.2 Le Cocontractant saisira l'ingénieur du marché qui informera l'autorité administrative territorialement compétente pour la prise d'un acte réglementaire en cas d'interruption de la circulation. Cette saisine devra se faire au moins quatorze (14) jours avant.

26.5 PROTECTION DU CHANTIER

Le cocontractant est tenu d'assurer la protection et le gardiennage de son chantier jour et nuit. Il veille notamment à empêcher toute intrusion accidentelle ou malveillante par une clôture et des pancartes bien visibles, interdisant l'accès du chantier au public. Le cocontractant est tenu responsable de tout accident qui surviendrait sur le chantier suite à l'absence des dispositifs requis.

ARTICLE 27 : SOUS-TRAITANCE

Après autorisation expresse du Maître d'Ouvrage Délégué, le Cocontractant pourra confier à des sous-traitants l'exécution d'une partie des travaux faisant l'objet du présent marché. Cette autorisation n'affranchit le Cocontractant d'aucune de ses obligations contractuelles.

La part sous-traitée du marché ne doit pas excéder trente pour cent (30%) du montant du marché.

Les sous-traitants devront satisfaire aux mêmes conditions administratives et techniques que le titulaire du marché. Ils exécuteront leurs parties de travaux sous la seule et pleine responsabilité du Cocontractant.

Les sous-traitants agréés ne pourront pas obtenir le bénéfice du règlement direct des travaux.

ARTICLE 28 : LABORATOIRE DE CHANTIER ET ESSAIS

28.1 Le Cocontractant est tenu d'avoir sur le chantier son propre laboratoire permettant d'exécuter tous les essais d'identification et d'étude des matériaux définis dans le CCTP. Le personnel et le matériel de ce laboratoire doivent recevoir l'agrément de l'ingénieur du marché dans un délai de sept (07) jours dès réception de la demande.

Il sera tenu de fournir avant toute mise en œuvre, un dossier complet prouvant que le matériau satisfait aux conditions du CCTP.

28.2 Le Cocontractant est tenu d'exécuter tous les essais et contrôles nécessaires à la bonne exécution des ouvrages tels qu'ils sont définis dans le CCTP.

28.3 Les frais inhérents à ces essais et contrôles sont à la charge du Cocontractant.

ARTICLE 29 : REUNION DE CHANTIER

29.1 Les réunions de chantier sont programmées de façon hebdomadaire à l'initiative de l'ingénieur du marché ; La participation de l'ingénieur du marché et du cocontractant aux réunions de chantier est obligatoire

29.2 Des réunions de chantier auront lieu hebdomadairement à un jour fixé contradictoirement par l'ingénieur du marché et le Cocontractant. La prise en charge de ces réunions ainsi que toutes les autres opérations de suivi et de contrôle des travaux est assurée par les frais de suivi conformément au Détail Quantitatif et Estimatif. Ces frais devront être mis à disposition de l'équipe de suivi du projet par le cocontractant avant le début des travaux.

29.3 La participation du Conducteur des Travaux aux réunions du chantier est obligatoire.

29.4 Les réunions de chantier feront l'objet d'un procès-verbal signé par tous les participants.

29.5 Le procès verbal de réunion devra préciser :

- les travaux exécutés au cours de la semaine ;
- le taux global d'avancement des travaux ;
- le taux global des paiements en cours ;
- le taux global de consommation des délais ;
- la situation du personnel et du matériel sur le chantier ;
- la qualité des travaux réalisés ;
- les approvisionnements des matériaux sur le chantier
- les travaux programmés au cours de la semaine suivante (planning hebdomadaire) ;
- les documents remis ou reçus par le Cocontractant ; les éventuelles difficultés rencontrées ;
- les recommandations générales ;
- etc.

ARTICLE 30 : JOURNAL DE CHANTIER

30.1 Le cocontractant tient un journal de chantier mis à jour de façon quotidienne. Il est conservé en permanence sur les lieux du chantier. Il sera signé contradictoirement par l'ingénieur du marché et le représentant du cocontractant systématiquement lors des réunions de chantiers à chaque visite de chantiers. Ses pages sont numérotées et visées. Aucune page ne doit être enlevée. Les parties raturées sont signalées en marge pour validation

30.2 Le journal de chantier sera tenu par le Cocontractant et mis à la disposition de l'ingénieur du marché et de ses représentants.

Y seront consignés pour chaque jour de travail :

- Les conditions atmosphériques ;
- L'avancement des travaux ;
- Le personnel présent sur le chantier ;
- Les matériels utilisés ;
- Les matériaux mis en œuvre ou livrés sur le chantier ; les résultats des essais in-situ ;
- Les constats des travaux exécutés dans la journée, les quantités mises en œuvre et le matériel employé ;
- Les réceptions de matériaux et agréments de toutes sortes ;
- Les travaux exécutés par les sous-traitants ;
- Les incidents de la mise en œuvre des ouvrages et les solutions techniques mise en œuvre ;
- Les prescriptions, les non conformités et les incidents relevés par l'ingénieur du marché ainsi que les observations susceptibles de donner lieu à réclamation de sa part.
- Les observations de toute nature relevées par l'ingénieur ou le cocontractant, et relatives à la qualité de la mise en œuvre, aux matériaux fournis, au personnel employé ou au chronogramme des travaux ;
- Les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché (notifications, résultats d'essais, attachements)
- Les incidents ou détails de toutes sortes présentant quelques intérêts du point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages, de la durée réelle des travaux ;

- Les visites officielles ;
 - Etc.
- 30.3 Le Cocontractant pourra y consigner quotidiennement les incidents ou observations susceptibles de donner lieu à une réclamation de sa part.
- 30.4 Le journal sera signé contradictoirement par l'ingénieur du marché et le Conducteur des Travaux à chaque visite de chantier.
- 30.5 Pour toute réclamation éventuelle du Cocontractant, il ne pourra être fait état que des événements ou documents mentionnés en temps voulu au journal de chantier.

ARTICLE 31 : MODIFICATION DES OUVRAGES

Le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'introduire dans les ouvrages, lors de la phase d'exécution, toutes modifications, adjonctions, suppressions d'ouvrages ainsi que les éventuelles suppressions de catégorie de travaux qu'il estimera nécessaire pour la bonne réussite et l'économie des travaux, sans que pour cela le Cocontractant puisse prétendre à quelque compensation ou indemnité que ce soit, en dehors de celles indiquées dans le présent CCAP.

ARTICLE 32 : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Le cocontractant est tenu de se conformer aux textes régissant la protection de l'environnement en vigueur au Cameroun et notamment la loi cadre n°096/12 du 03 août 1996 sur la gestion de l'environnement ; il devra également se conformer à la lettre n° 00908/MINTP/DR datant de 1997 du Ministre des Travaux Publics portant publication des Directives pour la prise en compte des impacts environnementaux dans l'entretien routier, ainsi qu'aux prescriptions du CCTP en la matière.

ARTICLE 33 : REMISE EN ETAT DES LIEUX

- 33.1 La remise en état des lieux, comprend l'enlèvement des installations provisoires, des matériels, matériaux et débris de chantier, dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception provisoire des ouvrages et au plus tard, avant l'approbation du décompte général et définitif des travaux.
- 33.2 La remise en état des lieux (route et son environnement, base et installations de chantier, gîtes, emprunts et gisements, lieux de dépôts de matériaux) comprenant l'enlèvement des installations, matériels, matériaux et débris de chantier, doit être faite dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception provisoire et en tout cas avant l'approbation du décompte général et définitif des travaux. Toutefois, le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit de demander au Cocontractant de laisser sur place les installations qu'elle serait susceptible de ré-utiliser.

CHAPITRE II - CLAUSES FINANCIERES

ARTICLE 33 : MONTANT DU MARCHÉ

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du Détail Quantitatif et Estimatif, est de _____ (en chiffres) _____ (en lettres) Francs CFA toutes taxes comprises, soit :

- Montant HTVA : _____ (_____) FCFA ;
- Montant de la TVA : _____ (_____) FCFA.
- Montant de l'IR : _____ (_____) FCFA
- Net à percevoir = HTVA-IR) (_____) FCFA

ARTICLE 34 : GARANTIES ET CAUTIONS

34.1 CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le cautionnement définitif qui garantit l'exécution intégrale des travaux est constitué et établi par un établissement financier de 1^{er} ordre agréé par le Ministre des finances, dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché.

Le cautionnement définitif est fixé à cinq pour cent (5%) du montant toutes taxes comprises du marché et devra être transmis au Chef Service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours

à compter de la date de notification du marché.

Le cautionnement provisoire de soumission est restitué au cocontractant dès constitution de ce cautionnement définitif.

Le cautionnement sera restitué, ou la caution bancaire le remplaçant libérée, dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des travaux, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage Délégué après demande du Cocontractant.

34.2 CAUTIONNEMENT DE GARANTIE

La retenue de garantie est fixée à dix pour cent (10 %) du montant TTC des ouvrages sous garantis. Cette garantie peut être remplacée par un cautionnement bancaire délivré par un établissement financier de premier rang agréé par le Ministre en charge des finances.

La restitution de la retenue de garantie ou du cautionnement sera effectuée dans un délai d'un mois après la réception définitive sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage Délégué après demande du cocontractant.

34.3 CAUTIONNEMENT D'AVANCE DE DEMARRAGE

L'avance de démarrage devra être cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement financier installé sur le territoire camerounais, et agréé par le Ministère en charge des Finances.

ARTICLE 35 : ASSURANCE DU CHANTIER

Le cocontractant doit justifier qu'il est titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile pour les dommages de toutes natures causés aux tiers :

- Par son personnel, salarié en activité de travail;
- Par le matériel qu'il utilise;
- Du fait des travaux.

Par ailleurs, le chantier doit être couvert pour l'ensemble des travaux par une assurance globale de chantier délivrée par l'autorité compétente. Les frais inhérents à cette assurance sont à la charge du cocontractant.

Le cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des travaux pour présenter un certificat ou d'une attestation d'une compagnie d'assurance agréée prouvant qu'elle a intégralement réglée les primes ou cotisations relatives aux travaux objet du présent marché. Passé ce délai, le marché peut être résilié au tord exclusif du cocontractant.

ARTICLE 36 : TIMBRE ET ENREGISTREMENT

36.1 Sept (07) exemplaires originaux du marché seront enregistrés par le cocontractant à ses frais dans un Centre Principal des Impôts, conformément à la réglementation en vigueur, puis déposés auprès du Maître d'Ouvrage Délégué pour ventilation.

36.2 Le cocontractant dispose d'un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification du marché pour déposer auprès du Maître d'Ouvrage Délégué, son marché en nombre d'exemplaire requis. Passé ce délai, le marché peut être résilié au tord exclusif du cocontractant.

ARTICLE 37 : NANTISSEMENT DU MARCHE

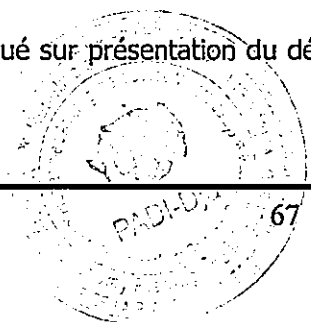
Le nantissement est soumis aux règles applicables aux marchés publics conformément à l'article 150 du Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant code des Marché Publics.

ARTICLE 38 : LIEU ET MODE DE PAIEMENT

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues, soit (*montant en chiffres et en lettres HTVA*), par virement bancaire au compte n°_____ ouvert au nom du cocontractant à la banque_____

Le règlement du marché est effectué par le Maître d'Ouvrage Délégué sur présentation du décompte établi en sept (07) exemplaires par le cocontractant et signé par :

- Le cocontractant;
- Le Maître d'Ouvre;



- L'Ingénieur du marché;
- Le Chef de Service du marché;
- Le Maître d'ouvrage Délégué.

Chaque dossier de paiement de décompte doit comporter les pièces suivantes :

- Une (01) copie légalisée datant de moins de trois (03) mois signée des administrations compétentes, de toutes les pièces composant le dossier fiscal;
- Sept (07) exemplaires du décompte et des attachements signés;
- Le procès-verbal de réception signé de tous les membres de la commission de réception dans le cas de la réception provisoire des travaux;
- La mainlevée de la retenue de garantie signée du Maître d'Ouvrage Délégué, dans le cadre de la réception définitive des travaux.

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues.

ARTICLE 39 : REGIME FISCAL ET DOUANIER

Le présent Marché est soumis aux droits et taxes en vigueur au Cameroun.

ARTICLE 40 : SOUS-DETAIL DES PRIX

- 40.1 Le Cocontractant a fourni dans sa soumission le sous-détail de chacun des prix d'application, établi suivant les règles en usage, et faisant ressortir en détail le montant des charges et frais accessoires sur salaire et main d'œuvre ainsi que celui du montage, de l'entretien, du démontage, de l'amortissement des installations, du matériel et de l'outillage, ainsi que les sujétions diverses, frais généraux, faux frais et bénéfices.
- 40.2 Le sous-détail explicite le nombre d'heures de chaque nature d'engin et de chaque catégorie d'ouvriers nécessaires pour effectuer la quantité unitaire des prestations ainsi que toutes fournitures, transports, matières consommables utilisés pour l'exécution des travaux. En outre, le Cocontractant a donné, pour les taux de salaire et les prix de base adoptés pour les fournitures, toutes références utiles, officielles autant que possible, pour que l'Ingénieur du marché puisse vérifier leur exactitude.
- 40.3 Les prix du bordereau des prix comprennent toutes les sujétions d'exécution qu'elles soient ou non explicitées dans le présent CCAP ou dans le CCTP. Une modification des quantités peut être apportée en plus ou en moins dans le volume des travaux, quelles que soit la quantité des travaux réellement exécutés, les prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires seront appliqués.

ARTICLE 41 : TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES-VARIATION DANS LA MASSE ET LA NATURE DES TRAVAUX

- 41.1 Qu'il s'agisse d'augmentation dans la masse des travaux, ou d'ouvrages non prévus au marché, aucun travail supplémentaire ne peut être exécuté par le cocontractant, s'il n'a pas fait au préalable l'objet d'un ordre de service du Maître d'Ouvrage Délégué le prescrivant explicitement.
- 41.2 il est fait application des prix unitaires du Bordereaux des Prix Unitaires ; si les travaux supplémentaires comportent de nouveaux prix, la validation de ceux-ci fait l'objet d'un avenant. Est considéré comme nouveau prix, tout prix ne figurant pas dans le Bordereaux des Prix Unitaires ou dans le Détail Quantitatif et Estimatif du marché, si celui-ci a été présenté dans l'offre du cocontractant.

ARTICLE 42 : VARIATION DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires et forfaitaires. Ces prix son définitifs, fermes et non révisables.

ARTICLE 43 : FORMULE DE REVISION DES PRIX

Sans objet.

ARTICLE 44 : FORMULE D'ACTUALISATION DES PRIX

Sans objet.

ARTICLE 45 : TRAVAUX EN REGIE D'ENTREPRISE

- 45.1. Le pourcentage des travaux en régie est limité à 2% du montant du marché et de ses avenants, le cas échéant.
- 45.2. Dans le cas où le cocontractant serait invité à exécuter des travaux en régie, les dépenses exposées et dûment justifiées lui seront remboursées dans les conditions suivantes :
- Les quantités prises en compte seront les heures de mise à disposition ou les quantités de matériaux et matières mises en œuvre ayant fait l'objet d'attachements contradictoires ;
 - Les traitements et salaires effectivement payés à la main d'œuvre locale seront majorés pour tenir compte des charges sociales de quarante pour cent (40%) ;
 - Les heures d'engin seront décomptées au taux figurant dans les sous-détails de prix ;
 - Les matériaux et matières seront remboursés au prix de revient dûment justifié au lieu d'emploi majoré de dix pour cent pour pertes, magasinage et manutention ;
 - Le montant des prestations ainsi calculé, y compris les heures d'engins, sera majoré de 25 % pour tenir compte des frais généraux, bénéfices et aléas propres au cocontractant.

ARTICLE 46 : AVANCES

- 46.1 Une avance de démarrage d'un montant au plus égal à 20% du montant TTC du marché peut être accordée par le Maître d'Ouvrage Délégué à la demande du cocontractant, dès notification du marché.
- 46.2 Cette avance est cautionnée à cent pour cent (100%) par un établissement financier de 1^{er} ordre agréé par le Ministère en charge des finances.
- 46.3 L'avance de démarrage est remboursée par prélèvement de 30% du montant des travaux de chaque décompte à partir du premier décompte du marché. Il doit être terminé au plus tard lorsque le montant des travaux atteints les 80% de la valeur du marché. En tout état de cause, le remboursement doit être terminé un mois avant la date d'expiration du délai contractuel. Au fur et à mesure du remboursement de l'avance de démarrage, le Maître d'Ouvrage Délégué donne la mainlevée de la part du cautionnement définitif correspondant si le cocontractant en fait la demande.
- 46.4 L'avance de démarrage sera remboursée par prélèvement de cinquante pour-cent (50%) du montant des travaux de chaque décompte à partir du moment où les travaux effectués dépassent quarante pour cent (40%) du montant du marché.
- 46.5 La totalité de l'avance doit être remboursée au plus tard dès le moment où la valeur en prix de base des prestations réalisées atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant du marché et au plus tard un mois avant l'achèvement des délais contractuels.
- 46.6 Au fur et à mesure du remboursement des avances, le Maître d'Ouvrage Délégué donnera la mainlevée de la partie de la caution correspondante, sur demande expresse du cocontractant.

ARTICLE 47 : REGLEMENT DES TRAVAUX

Le cocontractant est rémunéré par décomptes établis en appliquant des prix du Bordereau des Prix Unitaires aux prestations réellement exécutées.

- 47.1 Constatation des travaux exécutés
Avant le 30 de chaque mois, le cocontractant et l'ingénieur du marché établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.
- 47.2 Décompte mensuel
Au plus tard le cinq (5) du mois suivant le mois des prestations, le cocontractant remettra en sept (07) exemplaires à l'ingénieur du marché, deux projets de décompte provisoire mensuel (un décompte hors TVA et un décompte du montant des taxes), des travaux effectivement exécutés selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché, depuis le début de celui-ci.
Seul le décompte hors TVA sera réglé au cocontractant. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'ordre entre le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et le Ministère en charge des finances.

Le montant HTVA de l'acompte à payer au cocontractant sera mandaté comme suit :

- 97,8% versé directement au compte du cocontractant ;
- 2,2% versé au Trésor public au titre de l'IR dû par le cocontractant ;

Le Maître d'œuvre visera les décomptes pour validation ou y apportera des corrections. Il les transmettra à l'Ingénieur qui les transmettra au Chef Service du Marché pour visa préalable avant transmission à l'Organisme payeur, de façon à ce qu'ils soient en sa possession au plus tard le 15 du mois.

L'ingénieur du marché après vérification sous 72 heures, rejette ou signe le projet de décompte et le transmet au Chef de Service du marché qui, après vérification et signature le transmettra au Maître d'Ouvrage Délégué pour liquidation, accompagné du dossier de paiement.

Le contrôleur financier du MINEPAT dispose de trois (03) jours pour, soit apposer son visa, soit retourné le dossier au Maître d'Ouvrage Délégué en motivant les raisons du rejet.

47.3 Transmission des décomptes à l'autorité chargée des marchés publics.

En application des dispositions de l'Article 47 du Décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics, une copie des décomptes provisoires et final sera transmise au Ministre chargé des marchés. Seul le décompte définitif sera soumis au visa du Ministre chargé des Marchés Publics avant sa transmission à l'Organisme payeur.

ARTICLE 48 : RETENUE DE GARANTIE

A titre de garantie des travaux, il sera opéré sur le montant de chaque acompte mensuel une retenue de 10% du montant TTC de la partie d'ouvrage concernée de cet acompte. La retenue de garantie pourra être remplacée par une caution de garantie établie par un établissement financier de 1^{er} ordre agréé par le Ministre des finances. Cette retenue de garantie sera restituée, ou la caution levée, dès réception définitive des travaux.

ARTICLE 49 : PENALITES

49.1 Pénalités de retard des travaux

A défaut pour le Cocontractant d'avoir terminé la totalité des travaux dans le délai imparti, il lui sera appliqué, après mise en demeure préalable, des pénalités de retard conformément aux dispositions de l'article 168 du Décret n° 2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés publics:

- 1/2000e du montant du marché par jour calendaire de retard du premier (1er) au trentième (30ème) jour.
- 1/1000e du montant du marché par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

49.2 Pénalités de retard de remise des documents contractuels

- Représentant du Cocontractant : 10 000F/j de retard au-delà de quinze (15) jours à compter à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage ;
- Domicile du Cocontractant : 10 000F/j de retard au-delà de quinze (15) jours à compter à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage ;
- Liste du personnel et du matériel : 20 000F/j de retard au-delà de quinze (15) jours à compter à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage ;
- Assurances : 20 000F/j de retard au-delà de quinze (15) jours à compter de la notification de l'Ordre de service de démarrage.
- Cautionnement définitif : 20 000F/j de retard au-delà de vingt (20) jours à compter de la notification de l'Ordre de service de démarrage ;
- Programme d'exécution : 50 000F/j de retard au-delà de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.

- Plan d'Assurance qualité : 50 000F/j de retard au-delà de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.
- Plan de gestion environnemental : 50 000F/j de retard au-delà de trente (30) jours à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.

49.3 Pénalités pour défaut d'exécution

- Non remplissage du journal de chantier constaté lors des visites : 10 000F/visite
- Indisponibilité du journal de chantier lors des visites : 20 000F/visite.

49.4 Les pénalités cumulées ne pourront dépasser dix pour cent (10 %) du montant du marché Conformément à l'article 169 du Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés publics.

49.5 Un pourcentage supérieur à dix pour cent (10 %) pourra entraîner la résiliation du marché Conformément à l'article 182 du Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés publics.

49.6 Il appartient au Cocontractant de rassembler au fur et à mesure de l'exécution des travaux, les pièces justificatives d'un dossier éventuel de demande de remise de pénalités qui ne pourra être prononcée par l'Autorité Contractante qu'après avis technique de l'organisme de la Regulation des Marchés Publics sur proposition du Maître d'Ouvrage Délégué.

Il n'est pas prévu de prime en cas d'avance sur le délai contractuel.

ARTICLE 50 : DECOMPTE FINAL

50.1 Après achèvement des travaux et dans un délai maximum d'un (01) mois après la date de réception provisoire, le cocontractant établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des travaux effectivement réalisés qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble. Ce projet comporte les mêmes parties que les décomptes mensuels et est accompagné des pièces et calculs justificatifs

50.2 Le projet de décompte ci-dessus est remis à l'ingénieur du marché dans le délai d'un (01) mois à compter de la date de réception provisoire des travaux. En cas de retard dans la remise de ce projet de décompte final, il est appliqué au cocontractant une pénalité par jour calendaire d'un dix millième (1/10000^e) du montant de ce décompte. Toutefois cette pénalité est appliquée après une mise en demeure rappelant au cocontractant ses obligations et lui fixant un dernier délai.

50.3 Le cocontractant est lié par les indications figurant au projet de décompte final, sauf sur le montant définitif des intérêts moratoires s'il y a lieu.

50.4 Si le projet de décompte final est rectifié par l'ingénieur du marché et accepté par le Chef de service du marché, il devient alors le décompte final. Ce dernier doit être notifié au cocontractant dans le délai d'un (01) mois à compter de la date de remise du projet de décompte final à l'ingénieur du marché.

50.5 Le cocontractant doit, dans un délai d'un (1) mois suivant la date de cette notification, renvoyer le décompte final revêtu de sa signature, sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer.

50.6 Dans le cas où le cocontractant signe avec réserve ou ne signe pas le décompte final, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le cocontractant dans un mémoire récapitulatif de toutes les réclamations dont il revendique le paiement, accompagné des justificatifs nécessaires, et transmis à l'ingénieur du marché dans le même délai que ci-dessus, sous peine de forclusion.

50.7 Le règlement du différend intervient alors suivant les modalités indiquées à l'article 79 du CCAG (Travaux). En cas d'existence d'index non connus lors de l'établissement du décompte final ou d'acceptation d'une réclamation du cocontractant, un additif de régularisation sera ajouté au décompte final.

ARTICLE 51 : DECOMPTES GENERAL ET DEFINITIF

51.1 Dans le délai d'un (01) mois suivant la fin de période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des travaux, le Chef de service dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par le cocontractant et le Maître d'Ouvrage Délégué. Ce décompte comprend :

- le décompte final,
- le solde,
- la récapitulation des acomptes mensuels.

La signature du décompte général et définitif sans réserve par le cocontractant, lie définitivement les parties et met fin au marché, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

51.2 Le décompte général, signé par le Maître d'Ouvrage Délégué, doit être notifié au cocontractant par ordre de service.

51.3 Le cocontractant dispose alors d'un (01) mois à partir de cette notification, pour envoyer le décompte général, sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer.

51.4 Si la signature du décompte général est donnée sans réserve, cette acceptation lie définitivement les deux parties, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires s'il y a lieu. Ce décompte devient ainsi le décompte général et définitif du marché.

51.5 Si le cocontractant ne renvoie pas le décompte général dans le délai ci-dessus, ce décompte général est réputé être accepté par lui et devient définitif.

51.6 Le décompte général ne peut devenir définitif qu'une fois signé sans réserves du cocontractant, sauf cas prévus à l'alinéa précédent. L'acceptation d'une réclamation du cocontractant sera régularisée par un additif au décompte général.

ARTICLE 52 : INTERETS MORATOIRES

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues conformément aux dispositions des articles 166 et 167 du Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés publics.

CHAPITRE IV : DE LA RECEPTION DE TRAVAUX

ARTICLE 53 : RECEPTION PROVISOIRE

La réception provisoire sera accordée à la fin de l'exécution des travaux. A cet effet, le cocontractant est tenu de faire connaître par écrit au Chef de service du marché au plus tard trente (30) jours avant l'expiration du délai contractuel d'exécution des travaux, ou la date prévisionnelle d'achèvement des travaux, la date à laquelle il souhaite que soit réceptionné ces travaux.

53.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION

53.1.1 Avant la réception provisoire des travaux, le Cocontractant demande par écrit au Maître d'Ouvrage Délégué avec copie à l'Ingénieur, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.

Cette visite comporte entre autres opérations :

- la reconnaissance qualitative et quantitative des ouvrages exécutés ;
- les épreuves éventuellement prévues par le CCTP ;
- la constatation éventuelle de l'inexécution des prestations prévues au marché ;
- la constatation du repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux ;
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux ;
- les constatations des quantités des travaux effectivement réalisés ;
- la remise des projets de plan de récolement.

53.1.2 Ces opérations font l'objet d'un procès verbal dressé sur le champ et signé par l'Ingénieur et contresigné par le Cocontractant.

53.1.3 Dans un délai de sept (07) jours suivant la date du procès-verbal, l'Ingénieur du marché fait connaître au cocontractant s'il a ou non proposé au Chef de service du marché de

prononcer la réception des ouvrages et dans l'affirmative, la date d'achèvement des travaux qu'il a proposé de retenir ainsi que les réserves dont il a éventuellement proposé d'assortir la réception.

53.2 COMMISSION DE RECEPTION PROVISOIRE

53.2.1 La Commission de réception provisoire sera composée des membres suivants :

1. Le Maître d'Ouvrage Délégué ou son représentant, Président ;
2. Le Chef de service, Membre ;
3. Le Chef de la Cellule de la Coopération et d'Appui Institutionnel du PADI-Dja, membre ;
4. Le Chef de la Cellule de la Communication, de Traduction et des Relations Publiques du PADI-Dja, membre ;
5. Le Chef de la Section Administrative, Financière et comptable du PADI-Dja, membre ;
6. Le Directeur de l'Aménagement du Territoire et de la mise en valeur des zones frontalières (DATZF/MINEPAT) ou son représentant, membre ;
7. L'Ingénieur du marché, Membre ;
8. Le Maître d'Ouvrage (Rapporteur) ;
9. Le Chef de la Brigade de Contrôle des Marchés Publics territorialement compétent ou son représentant (observateur).

Le Maître d'Ouvrage Délégué peut faire appel à toute personne physique ou morale pour prendre part aux travaux de la commission en tant que membre invité, en raison de ses compétences.

53.2.2 Les membres ci-dessus cités et le Cocontractant sont convoqués, par courrier du Maître d'Ouvrage Délégué, pour prendre part à la réception au moins dix (10) jours avant la date de la réception.

Le Cocontractant est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter). Il assiste à la réception en qualité d'observateur. Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

53.2.3 La Commission après visite du chantier examine le rapport ou le procès-verbal des opérations préalables à la réception et procède à la réception provisoire des travaux s'il y a lieu.

Celle-ci fera l'objet du procès verbal de réception provisoire signé séance tenante par tous les membres présents de la commission.

53.2.4 Ce procès-verbal de réception provisoire fixe la date d'achèvement des travaux à partir de laquelle courent les divers délais de garantie.

53.2.5 Dans le cas où les travaux ne peuvent pas être réceptionnés, notification est faite au cocontractant, par voie d'ordre de service signé par le Maître d'Ouvrage Délégué, des omissions, imperfections ou malfaçons constatées qui rendent impossible la réception. Cet ordre de service met en demeure le Cocontractant de terminer les Ouvrages incomplets ou de remédier aux imperfections et malfaçons dans un délai déterminé, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 77 du CCAG (Travaux).

Lorsque le cocontractant estime que les ouvrages sont terminés, il doit à nouveau demander au Maître d'Ouvrage Délégué, la réception provisoire. Passé le délai indiqué dans l'ordre de service, le Chef de service du marché peut faire procéder, par un autre cocontractant conformément à la réglementation en vigueur, à l'exécution des travaux nécessaires, aux torts, frais, risques et périls du Cocontractant.

53.3 RECEPTION PARTIELLE

53.3.1 Le Cocontractant pourra demander des réceptions partielles.

Les modalités relatives à la réception provisoire, s'appliquent aux réceptions partielles.

53.3.2 En cas de force majeure conduisant à l'interruption des travaux avant leur achèvement, le Maître d'ouvrage Délégué procédera, si le Cocontractant en fait la demande, à des réceptions partielles des ouvrages déjà réalisés. Dans les deux cas, la commission chargée de ces réceptions partielles sera la même que celle devant effectuer la réception provisoire. Un procès-verbal de réception partielle sera rédigé et signé par toutes les parties.

5.3.3 En cas de réceptions provisoires partielles, le délai de garantie court à compter de la date de la dernière réception partielle.

53.4 PRISE DE POSSESSION DES OUVRAGES

Toute prise de possession des ouvrages par le Chef de service du marché doit être précédée de leur réception. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous réserve de l'établissement préalable d'un état des lieux contradictoire.

ARTICLE 54 : DOCUMENTS A FOURNIR

- 54.1 Le Cocontractant remettra à l'ingénieur du marché dans les trente (30) jours suivant la date du procès-verbal de réception provisoire pour l'ensemble des ouvrages, le plan de récolement.
- 54.2 La non fourniture de ce plan de récolement dans le délai imparti peut donner lieu à une retenue de dix pour cent (10%) sur le montant du cautionnement définitif.

ARTICLE 55 : DELAI DE GARANTIE ET ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE.

55.1 DELAI DE GARANTIE

- 55.1.1 Le délai de garantie des travaux est fixé à un (01) an.
- 55.1.2 Le délai de garantie court à compter de la date d'achèvement des travaux précisée dans le procès verbal de réception provisoire.

55.2 ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE

- 55.2.1 Pendant la période de garantie, le Cocontractant devra exécuter à ses frais et en temps utile, tous les travaux nécessaires pour remédier aux désordres relevant des malfaçons, qui apparaîtraient dans les ouvrages.
- 55.2.2 Le Cocontractant sera responsable envers le Maître d'Ouvrage Délégué de tous les désordres survenus, exceptés ceux relevant d'une usure normale causée par la circulation, même si ceux-ci n'ont pas été signalés par le Chef de Service.
- 55.2.3 Si après réception provisoire, le Cocontractant ne s'est pas conformé dans un délai de quinze (15) jours, aux prescriptions d'un ordre de service concernant les réparations ou réfections éventuelles, le Chef de service du marché sera en droit de les faire exécuter par ses propres ouvriers ou par un autre cocontractant et d'en recouvrer le montant aux dépens du Cocontractant par déduction sur toutes sommes dues ou à devoir à ce dernier dans le cadre du marché.

ARTICLE 56 : RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie. Toutefois, toutes les dégradations seront prises en compte à la réception définitive des travaux.

56.1 OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION DEFINITIVE

- 56.1.1 Avant la réception définitive, le Cocontractant demande par écrit à l'Ingénieur, selon le cas, l'organisation d'une visite technique préalable à la réception.
- 56.1.2 La commission, en plus des opérations prescrites pour la réception provisoire, s'assurera que tous les points à examiner à la réception définitive ont été réalisés.
- 56.1.3 Ces opérations font l'objet d'un procès verbal dressé sur le champ et signé par l'Ingénieur et le Maître d'œuvre éventuellement, et contresigné par le Cocontractant.
- 56.1.4 Au terme de cette visite préalable à la réception, l'Ingénieur, selon le cas, spécifie les éventuelles réserves à lever et les travaux correspondants à effectuer avant la date de la réception définitive, qui sera fixée par le Chef de service en accord avec l'ingénieur et le Maître d'œuvre éventuellement.

56.2 COMMISSION DE RECEPTION DEFINITIVE

56.2.1 La procédure de réception et la composition de la commission est la même que celle de la réception provisoire.

56.2.2 Les membres ci-dessus cités et le Cocontractant sont convoqués, par courrier du Maître d'Ouvrage Délégué, pour prendre part à la réception définitive, au moins sept (07) jours avant la date de la réception.

L'absence du Cocontractant équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la commission de réception.

56.2.3 Avant de prononcer la réception définitive, la Commission vérifiera, par tous les moyens à sa disposition, que les clauses contractuelles ont été entièrement respectées et que le Cocontractant s'est honorablement acquitté des tâches prescrites pour la période de garantie.

56.2.4 A l'issue de la séance de Commission, l'Ingénieur dresse un procès-verbal de réception définitive qui est signé séance tenante par les membres et par le cocontractant.

ARTICLE 57 : ENTRETIEN PENDANT LA PERIODE DE GARANTIE

Pendant la période de garantie, le cocontractant exécute à ses frais et en temps utile, tous les travaux nécessaires pour remédier aux désordres qui peuvent apparaître sur les ouvrages et qui relèvent de malfaçons.

Le cocontractant est responsable envers le Maître d'Ouvrage Délégué de tous les désordres survenus sur les ouvrages, excepté ceux relevant d'une usure normale causée par l'usage, même si le Maître d'œuvre ou l'ingénieur n'en font pas mention. Il dispose d'un délai de vingt (20) jours pour procéder aux réparations. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage Délégué a la possibilité de faire exécuter les travaux aux frais du cocontractant.

CHAPITRE V : CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 58 : FRAIS COMMERCIAUX EXTRAORDINAIRES

Le cocontractant déclare que le présent marché n'a donné, ne donne pas ou ne donnera pas lieu à la perception de frais commerciaux extraordinaires.

Le cocontractant s'engage, s'il est établi de financement de frais commerciaux extraordinaires au titre du présent marché, à réserver à l'ingénieur pour le compte du Maître d'Ouvrage Délégué, le montant de ses frais.

En outre, si un cocontractant était convaincu de perception des frais commerciaux extraordinaires, il encourrait les sanctions prévues par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 59 : TRANSPORT INTERNATIONAUX

Au cas où l'exécution du présent marché nécessiterait le transport des matériels et équipements de l'étranger vers le Cameroun et vice versa, ce transport sera assuré selon les dispositions résultant des conventions et accords internationaux et à la charge du cocontractant.

ARTICLE 60 : RESILIATION DU MARCHÉ

Le marché peut être résilié de plein droit par le Maître d'Ouvrage Délégué, comme prévu au Titre V, Chapitre I, Section II, Sous-Section I du décret n°2019/366 du 20 juin 2019 portant Code des Marchés publics et également dans les conditions stipulées aux articles 74, 75 et 76 du CCAG (Travaux), notamment dans l'un des cas de :

- décès du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage Délégué peut, s'il y a lieu, autoriser que soient acceptées les propositions présentées par les ayant-droits pour la continuation des prestations ;
- faillite du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage Délégué peut accepter s'il y a lieu, des propositions qui peuvent être présentées par les créanciers pour la continuation des prestations

- liquidation judiciaire, si le co-contractant de l'Administration n'est pas autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise ;
- en cas de sous-traitance, de cotraitance ou de sous-commande sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué;
- défaillance du co-contractant...de l'Administration dûment constatée et notifiée à ce dernier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ;
- non-respect de la législation ou de la réglementation du travail;
- variation importante des prix dans les conditions définies par le cahier des clauses administratives générales, suite à la modification des conditions économiques ou des quantités initiales du marché ;
- manœuvres frauduleuses et corruption dûment constatées.

Le marché peut également être résilié dans les cas suivants :

- Retard de plus de vingt et un (21) jours calendaires dans l'exécution d'un ordre de service ou arrêt injustifié des travaux de plus de sept (07) jours calendaires ;
- Pénalités cumulées dépassant 10 % du montant T.T.C. des travaux;
- Refus de la reprise des travaux mal exécutés ;
- Défaillance du cocontractant ;
- non enregistrement du marché au delà de trente (30) jours après la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux.

ARTICLE 61 : CAS DE FORCE MAJEURE

- 61.1 Les cas de force majeure seront constatés conformément aux dispositions de l'article 75 du CCAG (Travaux).
- 61.2 Il appartient au Maître d'Ouvrage Délégué d'apprécier le caractère de force majeure et les preuves fournies par le Cocontractant.

ARTICLE 62 : DIFFERENDS ET LITIGES

Les différends ou litiges nés de l'exécution du présent marché peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable.

A défaut du règlement amiable, tout différend découlant du marché sera porté devant la juridiction camerounaise compétente, conformément aux dispositions de l'article 187 du décret N°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics.

ARTICLE 63 : EDITION ET DIFFUSION DU MARCHE

- 63.1 La rédaction ou la mise en forme des documents constitutifs du marché sont assurées par le Maître d'Ouvrage Délégué.
- 63.2 Vingt (20) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du Cocontractant.

ARTICLE 64 ET DERNIER : ENTREE EN VIGUEUR DU MARCHE

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage Délégué. Il entrera en vigueur dès sa notification au Cocontractant.



**PIECE 5 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES (CCTP)**

I. DESCRIPTION DU PROJET

1.1 Objet

Le présent Projet concerne la construction et équipement de la Coopérative agricole d'épargne et de crédit de Lomié.

1.2 Programme du bâtiment et aménagements

1.2.2 Aménagements

Ce bâtiment comporte des équipements internes et des aires de circulation tout autour. L'ensemble de toute l'infrastructure sera implanté conformément aux indications du plan de masse, sur une superficie de 500 m².

Une fosse septique avec puisard sera aménagée dans l'optique de traiter les eaux noires et grises venant des toilettes et d'assainir la partie de ces eaux qui s'infiltrent et se disperse dans le sol.

II. SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES TRAVAUX D'EXECUTION ET CONDITIONS DE RECEPTION

2.1 GENERALITES

Article 1 : Objet du Cahier des Clauses Techniques Particulières

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières a pour but de définir la consistance et le mode d'exécution des travaux de construction du Magasin de stockage.

Article 2 : Consistance des Travaux

Les travaux consistent essentiellement à des travaux de gros œuvre et de haute finition soignée. Il s'agit de :

Travaux préparatoires ;

Terrassements ;

Fondations ;

Maçonnerie en élévation et de béton armé ;

Charpente et Couverture ;

Enduit et revêtements

Menuiserie bois et métallique ;

Électricité courants forts et faibles ;

Plomberie et installation sanitaire ;

Peinture ;

Voies et réseaux divers (VRD).

2.2 QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX MIS EN ŒUVRE

Article 3 : Composition, fabrication, transport et mise en œuvre des bétons et mortiers

Tous les sables seront exempts d'oxyde, de matières organiques d'origine animale ou végétale. Ils proviendront soit des rivières, soit du broyage. L'équivalent de sable sera supérieur à 80% et le pourcentage d'éléments très fins éliminés par décantation devra être inférieur à 4%. La granulométrie sera comprise entre 0,80 mm et 2,5 mm pour les mortiers et chapes, et entre 0,6 mm et 5 mm pour les ouvrages en béton.

3.1 Sable pour béton

La granularité doit s'insérer dans le fuseau ci-après :

MODULE AFNOR	MAILLE (mm)	DES TAMIS	TAMISAT (%)
38	5		
35	2,5		70 – 90
32	1,5		45 – 80
29	0,63		28 – 35
26	0,315		10 – 30
23	0,16		2 – 10

L'Ingénieur pourra demander que les sables soient lavés avant leur emploi.

La granularité est contrôlée par le module de finesse (3.1 et 3.7) dont la valeur ne doit pas s'écarter de plus de 0,20 en valeur absolue du module de finesse du granulat de l'étude.

Il sera prévu d'effectuer une mesure d'équivalent de sable et une granulométrie à chaque livraison.

3.2 Agrégats

Les agrégats proviendront des gîtes ou carrières retenus par l'entrepreneur et agréés par l'Ingénieur. Les agrégats doivent être propres (pourcentage d'éléments éliminés par décantation inférieur à 2%) et de granulométrie adaptée à leur utilisation.

3.3 Gravillons

Les gravillons destinés à la confection des bétons seront des matériaux homogènes naturels ou concassés. Les graviers doivent avoir été débarrassés de leurs pellicules par soufflage ou par lavage.

3.4 Liants hydrauliques

Les ciments utilisés pour les bétons et mortiers doivent satisfaire aux conditions

Générales imposées par la réglementation en vigueur. Ils sont de type CPA 325 et ne devront présenter aucune trace d'humidité. Le stockage sur le chantier sera à cet effet réalisé sur un plancher sec et ventilé. Tout stock qui ne présenterait pas de pulvérulence sera rebuté et évacué dans les trois jours.

3.5 Eau de gâchage

Les eaux utilisées dans la confection des mortiers, bétons et au lavage des agrégats doivent être dépourvues d'impuretés et sels.

Article 4 : Armatures

Les armatures pour béton armé seront des aciers doux de 235 MPA et des aciers Haute Adhérences (HA) avec une limite d'élasticité de 400 et conformes aux prescriptions du BAEL 91. Elles doivent être parfaitement propres, sans aucune trace de rouille, non adhérence de peinture ou graisse.

Elles seront façonnées et mises en œuvre conformément au plan de ferrailage soumis par le Cocontractant à l'approbation de l'Ingénieur du Marché et avant le début des travaux.

Article 5 : les bétons

5.1 Qualité du béton

Quinze (15) jours au plus tard après l'ouverture du chantier, et avant toute exécution, l'Entrepreneur devra soumettre à l'Ingénieur du Marché les formulations des bétons pour approbation, une composition détaillée de tous les bétons et mortiers devant être mis en œuvre, en tenant compte des matériaux livrés sur le chantier.

Tous les bétons mis en œuvre seront exécutés avec du ciment CPJ 35 ou autre ciment équivalent. La composition des bétons mis en œuvre sera définie par une analyse de composition par des méthodes appropriées.

5.2 Tableau des bétons

Type de béton	Type d'ouvrage	Dosages indicatifs en ciment kg/m ³	Résistance approximative à 28 jours en MPa	Symbole du ciment	Adjuvants proposés nécessaires	Contrôle
B0	Béton de propreté	150		CPJ-CEM II 32,5	néant	Néant
B1	Béton non armé en contact avec la terre (puits massifs calages)	250	16	CLK-CEM III 32,5	hydrofuge	Atténué
B2	Béton armé en contact avec la terre (Voile semelles longrines etc)	350	20	CPJ-CEM II 32,5	hydrofuge et plastifiant	Atténué
B3	Béton armé en élévation (pour parement lisse cas courant)	350	20	CPJ-CEM II 32,5	néant	Atténué
B4	Béton armé pour éléments très sollicités	400	25	CPA-CEM I 55	Plastifiant entr. d'air	et Strict

B5	Béton pour forme et recharge	200	16	CPJ-CEM II 32,5	néant	néant
----	------------------------------	-----	----	-----------------	-------	-------

Remarque 1:

Les indications ci-avant pour les bétons B0 à B5 sont indicatives. En cas de remplacement de ciment (par exemple ciments de provenance étrangère),

Suivant le type d'ouvrage les bétons seront notés Bx(yyMPa) où x désigne le type 0, 1, 2, 3... et entre parenthèse yy désigne la résistance requis à 28j en MPa tel : 20MPa, 25MPa, 30MPa etc....

Exemple béton indiqué comme B3 (25MPa), signifie qu'il s'agit d'un béton type 3 avec une résistance minimum de 25MPa à 28 jours.

L'entrepreneur, dans le cadre de son marché, fournira les caractéristiques suivantes :

Rapport C/E

Densité

Viscosité au cône

Décantation

Temps de prise

Résistance à la compression simple à 2 et 7 jours

Remarque 2:

Les bétons devront être strictement contrôlés. Dans ce but, l'entrepreneur fera exécuter des éprouvettes par un laboratoire agréé. Ces éprouvettes seront destinées au contrôle des résistances du béton à la compression et à la traction à 7 jours et 28 jours.

Article 6 : Coffrage

Les coffrages seront simples et robustes. Ils devront supporter sans déformation appréciable de poids et la poussée du béton, les effets de vibrations et le poids des hommes employés lors de la mise en œuvre. L'étanchéité des coffrages sera suffisante pour l'excès d'eau ne puisse entraîner le ciment.

Article 7 : Journal du chantier

Un journal de chantier sera tenu sur le chantier par l'entreprise. Dans ce journal, seront consignés chaque jour les travaux et opérations réalisés ci-après :

Les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché, telles que notifications d'ordres de service, visas et approbation des plans d'exécution ;

Les conditions atmosphériques constatées (vent, températures, précipitations, etc.) ;

Les incidents ou détails présentant quelque intérêt du point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages, du calcul des prix de revient et de la durée réelle des travaux ;

Les observations faites et les prescriptions imposées à l'entrepreneur sur le plan technique ;

Les résultats des différents essais et contrôles in situ ou en laboratoire ;

Les observations ou prescriptions du maître d'œuvre concernant notamment la sécurité.

Dans ce journal, sera annexé, chaque jour, un compte-rendu détaillé établi par un représentant de l'entrepreneur spécialement désigné pour chacun des ateliers, sur lequel seront indiqués par poste de travail :

Les horaires de travail, l'effectif et la qualification du personnel, le matériel présent sur le chantier et son temps de marche, la durée et la cause des arrêts de chantier, l'évaluation des quantités de travaux effectués chaque jour,

Les incidents de chantier et les travaux dont la rémunération n'est pas prévue dans le bordereau des prix,

Tout incident concernant la sécurité ou tout accident matériel ou corporel.

Le journal de chantier sera signé par le représentant du maître d'œuvre et chaque jour par l'entrepreneur.

A ce journal pourront être annexés, chaque jour tous documents venant en complément des informations consignées dans le journal (photographies, résultats d'essais, procès-verbaux de 8 constat...).

NB : la mise en œuvre d'une étape ou d'un ouvrage doit être effective après approbation par l'Ingénieur du marché et doit faire l'objet d'un procès-verbal contresigné entre ce dernier et l'Entrepreneur.

2.3. MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

Article 8 : Approbation des plans d'exécution des travaux

Les plans d'installation de chantier et d'exécution du magasin de stockage seront soumis à l'approbation du Maître d'œuvre.

Article 9 : Programme des travaux et d'installation de chantier

Le programme des travaux et le projet d'installation de chantier seront à fournir dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de notification de la signature du marché. Article 10 : Programme détaillé des travaux

Ce document sera dressé précisément en adoptant, comme unité de temps, la journée. Il précisera les travaux prévus et les quantités de matériaux à mettre en œuvre. Il devra être constamment tenu à jour et affiché au bureau de chantier de l'entreprise.

En complément au présent C.C.T.P., il est précisé que les travaux seront exécutés selon les séquences ci-après :

- Travaux préparatoires ;
- Terrassements ;
- Fondations ;
- Maçonnerie en élévation et de béton armé ;
- Charpente et Couverture ;
- Enduit et revêtements
- Menuiserie bois et métallique ;
- Électricité courants forts et faibles ;
- Plomberie et installation sanitaire ;
- Peinture ;
- Voies et réseaux divers (VRD).

10.1 Travaux préparatoires

10.1.1 Terrassements généraux-Installation du chantier - Organisation du chantier-études géotechniques et implantation des ouvrages

L'entrepreneur proposera au maître d'œuvre le lieu de ses installations de chantier et présentera un plan d'installation de chantier. L'entrepreneur sollicitera l'autorisation d'installation de chantier au contrôle du Maître d'œuvre.

Les travaux préparatoires de chantier et des services généraux de l'entreprise comprennent :

Les terrassements généraux, y compris le nivellement de l'emprise du site. Cette tâche sera faite par l'engin adapté auxdits travaux ;

L'aménagement des surfaces pour l'implantation des bureaux, des aires de stockage, des matériaux et de stationnement des engins et véhicules ;

La fourniture de l'eau et de l'électricité ;

Les frais d'amenée des matériels et engins nécessaires à l'exécution des travaux ;

Toutes autres dispositions pour le bon fonctionnement du chantier ;

La mise à disposition de l'Administration et du Maître d'Œuvre ;

Un bureau et une salle de réunion en matériaux provisoire d'une superficie totale d'au moins 60 m² entièrement équipés ; Ces locaux seront équipés de :

Pour chaque Bureau : Une table avec tiroirs, 2 chaises de réception ; Pour la salle de réunion :

Grandes tables de 2.00 m de longueur pour salle de réunion ;

1 armoire ; - 1 étagère ; - 10 chaises.

L'Entrepreneur procédera également à l'entretien des différents locaux et matériels (gardiennage, eau, électricité etc.).

Toutes ces installations seront mises à la disposition de la mission de contrôle dans un délai maximum de trois (03) semaines à compter de la date de notification du contrat. En attendant l'achèvement des installations et la fourniture du matériel, l'Entrepreneur fournira à ses propres frais des locaux et du matériel similaire en location.

Un règlement interne de l'installation du chantier doit mentionner spécifiquement les règles de sécurité, interdire la consommation d'alcool pendant les heures de travail, prohiber la chasse, la consommation de viande de chasse, l'utilisation de bois de chauffage, sensibiliser le personnel au danger des Maladies Sexuellement Transmissibles, au respect des us et coutumes des populations et des relations humaines d'une manière générale. Des séances d'information et de sensibilisation sont à tenir régulièrement et le règlement est à afficher visiblement dans les diverses installations.

Les aires de bureaux et de logements doivent être pourvues d'installations sanitaires (latrines, fosses septiques, puits perdus) en fonction du nombre des ouvriers. Des réservoirs d'eau devront être installés en nombre suffisant et la qualité de l'eau doit être adéquate aux besoins. Un drainage adapté doit protéger les installations.

Les aires de cuisine et de réfectoire devront être pourvues d'un dallage en béton lissé, être désinfectées et nettoyées quotidiennement. Un réservoir d'eau potable doit être installé et le volume correspondre aux besoins. Des lavabos devront faire partie de ces installations. Un drainage adapté doit protéger les installations.

Des réceptacles pour recevoir les déchets sont à installer à proximité des diverses installations. Ces réceptacles sont à vider périodiquement et les déchets à déposer dans un dépotoir (fosse). Cette fosse doit être située à au moins 50 m des installations et en cas de présence de cours d'eau ou de plan d'eau à au moins 100 m de ces derniers. La fosse doit être recouverte et protégée adéquatement par drainage. Les déchets toxiques sont à récupérer séparément et à traiter à part. A la fin des travaux la fosse est à combler avec de la terre jusqu'au niveau du sol naturel.

Le site devra prévoir un drainage adéquat des eaux sur l'ensemble de sa superficie.

10.1.2 Plaque d'installation de chantier

L'Entrepreneur devra implanter dès le démarrage du chantier une plaque de chantier au lieu prescrit par le Maître d'œuvre.

Les panneaux seront en bois et devront avoir une largeur de 1.60 m, et une hauteur de 4 m.

Pour chaque type de support, il sera utilisé un massif type dont les dimensions ne dépendent que du moment résistant du type de support employé, même si ce moment est supérieur à celui qui résulte des panneaux réellement supportés.

Aux minima, ils seront implantés sur des supports type madriers scellés dans un socle en béton 0,30 x 0,30 x 0,50 m et il est précisé que les massifs de fondation devront, tant pour des raisons de sécurité que pour des raisons esthétiques, ne pas dépasser du sol et que le béton des massifs de fondation sera coulé à pleines fouilles. Des contreforts à l'arrière des supports de la plaque seront fixés pour renforcer et éviter le renversement de la plaque.

Le panneau de chantier portera les indications dans l'ordre ci-après :

- Références du projet ;
- Objet du marché ;
- Référence de l'Autorité Contractante ;
- Références du Maître d'Ouvrage ;
- Références de l'Ingénieur du Marché ;
- Références de l'Entreprise ;
- Références du Maître d'œuvre ; - Les sources de financement ;
- Le délai d'exécution des travaux.

Il est précisé que le panneau sera poly-chromatique :

Fond des panneaux en blanc ;

La Références du projet en noir ;

Objet du marché en bleu ;

Désignation en bleu et en rouge les Responsables, Structures et financement et les délais.

10.1.3 Laboratoire de chantier

L'entreprise est tenue d'avoir sur le chantier, à proximité des lieux de fabrication ou de mise en œuvre des locaux, du matériel et du personnel nécessaire à l'exécution de tous les essais et contrôles à sa charge aux fréquences prescrites par le maître d'œuvre. L'entrepreneur soumettra ses installations à l'approbation du maître d'œuvre.

En particulier il devra assurer le :

Contrôle des matériaux d'emprunt ;

Contrôle des bétons.

Tous ces essais sont à la charge exclusive de l'entrepreneur qui sera tenu de transmettre au maître d'œuvre, au plus tard dans les vingt-quatre (24) heures, les résultats des mesures. Ce laboratoire sera utilisé par l'entrepreneur pour conduire son chantier, et contrôlé par le maître d'œuvre.

Les essais contractuels seront contradictoires et devront être effectués en présence du personnel qualifié du maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra laisser en permanence à l'ensemble des membres de la mission de contrôle le libre accès à son laboratoire de chantier pendant toute la durée des travaux.

La mission de contrôle pourra utiliser les installations du laboratoire de l'entreprise pour effectuer ses propres essais qu'il se réserve d'effectuer de façon inopinée pendant toute la durée des travaux.

Pendant la durée du chantier, l'entrepreneur supportera les frais de gardiennage, d'entretien et de nettoyage des laboratoires de chantier ainsi que les dépenses d'eau, de gaz, d'électricité, la fourniture des matières consommables et des produits chimiques nécessaires. Il affectera au fonctionnement de son laboratoire un personnel suffisant en nombre et en qualité pour assurer tous les essais prévus.

10.1.4 Conditions d'établissement des études d'exécution

10.1.4.1 Conditions d'établissement des études d'exécution

L'entrepreneur aura à fournir un document définissant les bases des études d'exécution qui comprendra :

La liste des méthodes de calcul utilisées pour les différentes parties de l'ouvrage ;

La valeur des différents paramètres ou coefficients à choisir (poussée des terres, poids spécifiques des différents matériaux, etc.) ;

La liste et une présentation des différents calculs électroniques envisagés, en précisant leurs hypothèses et les méthodes de calculs.

Tous les calculs justificatifs sont à la charge de l'entrepreneur.

10.1.4.2 Calculs automatiques produits par l'entrepreneur

1°) Au cas où l'entrepreneur ferait établir, par des moyens de calcul automatique, tout ou partie des calculs qui lui incombent, il joindra une notice indiquant de façon complète les hypothèses de base des calculs, leur processus, les formules employées, les notations et le logiciel utilisé.

2°) Les « sorties » de tout programme de calcul utilisé devront être suffisamment nombreuses et comporter, outre les données particulières de calcul, assez de résultats intermédiaires pour que les options, tant techniques que logiques, soient mises en évidence et que les fractions du calcul, comprises entre deux options consécutives, puissent être isolées en vue d'une éventuelle vérification. Sur demande du maître d'œuvre, l'entrepreneur lui fournira tout autre résultat intermédiaire du calcul qu'il estimerait utile ; au cas où la note de calcul automatique serait très volumineuse, l'entrepreneur fournira un extrait faisant paraître les résultats déterminants du dimensionnement proposé.

3°) Le maître d'œuvre pourra faire compléter manuellement par l'entrepreneur toute note de calcul jugée incomplète.

4°) Sur toute demande du maître d'œuvre, l'entrepreneur devra lui fournir de nouvelles notes de calcul, obtenues par le même programme, à partir d'autres données particulières fixées par le maître d'œuvre. Si ces nouvelles notes de calcul faisaient apparaître que les notes de calcul initiales sont acceptables, les frais nouveaux seront à la charge du maître de l'ouvrage. Dans le cas contraire, ceux-ci seront à la charge de l'entrepreneur.

Toutes les autres sujétions de mise en œuvre de ces aciers dans chacun des ouvrages seront fonction des plans d'exécution.

10.1.5 Replis des installations de chantier

A la fin des travaux, l'entrepreneur réalisera tous les travaux nécessaires à la remise en état des 12 lieux. L'entrepreneur devra replier tout son matériel, engins et matériaux. Il ne pourra abandonner aucun équipement ni matériaux sur le site, ni dans les environs.

S'il est dans l'intérêt du maître d'ouvrage ou d'une collectivité de récupérer les installations fixes, pour une utilisation future, l'administration pourra demander à l'entrepreneur de lui céder sans dédommagements les installations sujettes à démolition lors d'un repli.

Après le repli du matériel, un procès-verbal (PV) constatant la remise en état du site devra être dressé et joint au P.V. de la réception définitive des travaux.

Toutes les remises en état des sites seront faites selon les recommandations décrites dans le dossier environnement.

10.1.6 Étude géotechniques

Les études géotechniques seront faites par un laboratoire agréé et permettront de déterminer la contrainte du sol nécessaire pour l'élaboration des études nécessaires en fondation. Ils comprendront :

Les sondages au pénétromètre ;

Les essais en laboratoire ;

La détermination de la contrainte du sol.

Note : Au terme de cette étude, l'Entrepreneur produira un rapport d'étude géotechnique élaboré par une structure agréée.

10.1.7 Implantation des ouvrages

L'implantation du bâtiment sera assurée par l'Entrepreneur, et approuvée par le Maître d'œuvre. L'implantation de l'ouvrage se fera après le terrassement et le nivellement de la plateforme et précèdera tous travaux de fouilles sur le site.

Elle consiste en la matérialisation sur le site du plan du bâtiment à construire en tenant compte de l'alignement par rapport aux bâtiments et voies d'accès existants.

Il comprend :

La délimitation de l'emprise à l'aide d'un appareil de mesure précis (Théodolite, station totale) ;

La construction d'une chaise en bois et la matérialisation des points de repère (niveau de référence, axe des murs etc. ...).

L'Entrepreneur veillera à respecter les côtes du plan et les angles et devra régler les angles et les altitudes.

Les erreurs de cotes d'altitude que les opérations d'implantation pourraient révéler doivent être immédiatement signalées au Maître d'œuvre en vue d'apporter les modifications nécessaires au bon déroulement du chantier.

Les piquets d'implantation seront posés de façon à respecter les reculs et les réservations nécessaires, ainsi que les aires de circulation et de service.

L'Entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires pour conserver tous les points de repère pendant toute la durée des travaux.

L'ensemble des ajustements réalisés lors de l'implantation devront être documentés par l'Entrepreneur et portés à la connaissance du Maître d'œuvre et de l'Ingénieur du marché.

10.2 Terrassements

10.2.1 Fouilles

Les fouilles seront de deux natures : en puits et en rigole.

Les parois des fouilles devront être dressées, de même que les fonds de fouille afin d'offrir une parfaite planéité des parois. Pour les facilités de mise en œuvre, la section des fouilles sera au moins de 40 cm x 60 cm pour les murs de soubassement.

La section des fouilles en puits pour les semelles isolées sera fonction des dimensions prévues dans les plans d'exécution des ouvrages et leurs profondeurs d'ancrage seront définies par les études géotechniques.

Pendant l'exécution des déblais, l'entrepreneur devra préserver la bonne tenue de ses ouvrages en assurant l'évacuation le plus vite possible des eaux de ruissellement. Pour ce faire, l'entrepreneur prévoira en temps utile tous petits ouvrages provisoires, tels que saignées, rigoles, fossés, nécessaires pour permettre l'écoulement gravitaire des eaux.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions lors de l'exécution des travaux, afin de ne pas endommager ou détruire les canalisations ou câbles éventuellement rencontrés. Il devra, le cas échéant, dès la localisation d'un de ces ouvrages, avertir immédiatement le Maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de la canalisation ou câble rencontré.

10.2.2 Remblai

Il s'agit du remplissage de bonne terre autour des fondations pour mise à niveau du sol sous dallage. Ce remplissage doit se faire par compactage à la dame sauteuse.

Tous les remblais à réaliser seront, sauf spécifications contraires expresses ci-après, à exécuter avec des terres en provenance des fouilles. Dans le cas où la nature des terres provenant de ces fouilles ne permettrait pas, il appartiendra à l'entrepreneur d'amener des remblais conformes.

Ces remblais ne devront contenir ni mottes, ni gazon, ni débris végétaux.

Ils seront exécutés par couches successives de 0,20 compactée jusqu'à l'optimum.

Préalablement à l'exécution de tous remblais, l'emprise devant être remblayée devra être soigneusement nettoyée et débarrassée de tous gravats, déchets, matières végétales, etc.

Le Maître d'œuvre pourra demander à l'entrepreneur des essais de compactage qui seront entièrement à la charge de ce dernier.

10.3 Fondation

10.3.1 Béton de propreté

Tout au long du fond des fouilles, sous les semelles et les longrines, il sera coulé un béton de propreté dosé à 150 kg/m³ de ciment CPJ 35, avec une épaisseur moyenne de 5 cm.

La mise en œuvre et le traitement nécessaire.

10.3.2 Béton armé pour semelles – longrines – amorces de poteaux

Les fondations seront exécutées en béton armé dosé à 350 kg/m³ de ciment CPA 45 ou autre ciment de même caractéristique. Si l'entreprise envisage l'utilisation d'un adjuvant, elle devra donner les caractéristiques de l'adjuvant et la notice d'emploi du fabricant. Seuls des adjuvants bénéficiant d'un avis technique pourront être employés.

L'enrobage des aciers sera de 5 cm pour les parties enterrées (en semelles, ...etc.) et 3 cm pour les autres ouvrages.

a) Semelles

Elles auront chacune des sections de 80 cm x 80 cm, 80 cm x 85 cm, 80 cm x 90 cm, 100 cm x 100 cm et une épaisseur de 25 cm selon les plans d'exécution. Les aciers en une seule nappe seront de type HA8, dont le maillage est précisé dans le plan d'exécution.

c) Amorces

La section des amorces est définie dans les plans d'exécution. Ces ouvrages doivent être exécutés conformément aux plans.

10.3.3 Mur de soubassement

Il sera exécuté en parpaings de 20 x 20 x 40 bourrés en béton dosé à 250 kg/m³, uniquement au droit des murs périphériques au bâtiment ; le cloisonnement intérieur sera constitué par des longrines de redressement dont le support sera soigneusement compacté à l'optimum Proctor et la mise en œuvre suivant les règles de l'art.

Ces agglomérés seront fabriqués sur le site, au moule approprié et à l'aide d'un mortier dosé à 300 kg/m³ (soit 22 parpaings par sac de ciment CPJ 35).

Ils devront présenter les faces sensiblement planes dont les tolérances maximums seront de plus ou moins 2 mm sur les petites faces et de plus ou moins 4 mm sur les grandes faces.

Les faces seront plus ou moins rugueuses pour assurer l'adhérence des enduits.

Pendant la période de prise fixée à quinze (15) jours au minimum, les agglomérés seront protégés des effets du soleil par une ombrière provisoire et arrosés deux fois par jour dans la 1ère semaine et une fois par jour dans la 2ème semaine.

Le mortier de pose sera dosé à 300 kg/m³.

10.3.4 Dallage en béton armé

Ce dallage en béton d'épaisseur 08 cm sera exécuté sur un sol bien compacté et bien nivelé. Un film polyane d'épaisseur 200 microns sera posé en fond de fouille sur toute la surface du bâtiment, afin d'empêcher les remontées d'eau dans l'ouvrage.

10.4 Travaux de maçonneries en élévation et de structure

Cette rubrique concerne les maçonneries en agglomérés creux (murs) et les éléments de structure en béton armés notamment : poteaux, chaînage, linteaux, appuis des fenêtres et poutres. Toutes les maçonneries seront raidies par des chaînages en béton armé reliés entre eux au droit des murs. Le décoffrage des poutres et des chaînages sera effectué dans un délai de 1 jour minimum pour les joues et de 16 jours minimum pour les fonds.

La longueur d'appui des linteaux sera prolongée de 0,40 m minimum de part et d'autre de l'ouverture.

10.4.1 Béton armé en élévation

Elles consistent en la mise en œuvre des éléments de structures en béton armé.

L'ensemble des ouvrages béton armé en élévation seront réalisés en ciment Portland artificiel (CPA 45), en ciment CPJ 35 ou CPJ 42.5, dosé à 350 kg/m³. L'enrobage des aciers sera de 2,5 – 3 cm.

Les coffrages des poteaux seront parfaitement verticaux et calés de telle sorte qu'ils ne subissent aucun mouvement pendant la mise en œuvre du béton. Ils seront coulés en une seule opération. L'utilisation du vibreur est obligatoire. Le décoffrage des poteaux pourra intervenir 48 heures après la mise en œuvre du béton.

Les poteaux auront des sections et des hauteurs de telles que définies dans les plans d'exécution

Les appuis de fenêtres devront présenter un rejingot, seront revêtus sur la partie supérieure d'un enduit finement lissé, constituant le glacis, avec une pente de 10 % vers l'extérieur.

L'Entrepreneur mettra en œuvre les poteaux en béton armé dosés à 350 kg/m³ suivant les plans d'exécution élaborés à cet effet. Les sections d'aciers seront les suivantes : Poteaux

Aciers

Cadres RL6 ;

Épingles RL6 ;

Filants verticaux HA10.

Linteaux

En béton armé de section 15 x 20 :

Acier : Cadres RL6 tous les 15 cm + 4 filants HA8.

Chaînage haut

Les différents types d'acier sont précisés dans les plans d'exécution.

10.4.2 Maçonneries en élévation

Les agglomérés de 15x20x40 seront fabriqués sur le site, au moule approprié avec un mortier de ciment dosé à 300 kg/m³ (soit 30 – 35 parpaings de 15 et 20 – 25 parpaings de 20 par sac de ciment CPJ 35). Ils devront présenter les faces sensiblement planes dont les tolérances maximums seront de plus ou moins 2 mm sur les petites faces et de plus ou moins 4 mm sur les grandes faces.

Les faces seront plus ou moins rugueuses pour assurer l'adhérence des enduits.

Pendant la période de séchage fixée à quinze jours au minimum, les agglos seront protégées des effets du soleil par abri provisoire et arrosés deux fois par jour dans la 1^{ère} semaine et une fois par jour dans la 2^{ème} semaine.

La résistance mécanique des parpaings (blocs creux) devra répondre à une contrainte de rupture au moins égale à 60 bars (contrainte de rupture rapportée à la section brute minimale du bloc).

Les éléments de maçonnerie seront montés à joints verticaux en quinconce. Ces joints dans les deux sens (vertical et horizontal) doivent être réguliers et pleins sur toute la surface de pose. L'épaisseur de joint doit être comprise entre 1 et 1,5 cm.

Avant la mise en œuvre des maçonneries, il sera prévu la mise en œuvre d'une chape d'arase étanche de 3 cm d'épaisseur entre les fondations et la maçonnerie DTU 20-11.

10.5 Charpente Bois, couverture et faux plafond

10.5.1 Bois de Charpente

Toutes les pièces de charpente seront réalisées en bois dur du pays, IROKO ou équivalent, choisi de première qualité, dont le taux d'humidité avant usinage sera inférieur à 20 %.

Les bois (bastings, chevrons, planches, tasseaux, etc.) seront sains et exempts d'échauffement, de pourriture, de flache ou d'aubier.

Les bois seront droits de fil, les nœuds seront évités, seuls les nœuds dont le diamètre ne sera pas supérieur à 10 % de la hauteur de la pièce seront tolérés.

La qualité du sciage sera contrôlée, la pente du fil sur une face sera inférieure à 12%.

Tous les bois seront protégés en usine par trempage dans un produit de traitement fongicide et insecticide, ainsi qu'un traitement contre les termites.

L'Entrepreneur devra avant application soumettre la marque, les références et le mode d'application à l'approbation du Maître d'œuvre.

Les charpentes à conserver subiront un traitement complet insecticide et fongicide, en deux applications, des anciens bois, poutres, fermes et pannes.

Les assemblages seront de différents types selon la nature des ouvrages : boulonnage, tire fonçage ou pointage.

a) Fermes

Les fermes seront exécutées avec du bois dur de section 15 x 30 (Bastings) suivant les indications des plans, elles auront des entrails doublés.

Ces fermes au niveau des poteaux seront solidement fixées et attachées par les fers d'attente des poteaux.

b) Pannes

Elles seront en bois dur du pays traité au xylamon, de section 8 x 8 et seront mises en œuvre en fonction des indications du plan d'exécution. L'entrepreneur veillera à ce que les recouvrements soient bien réalisés et alternés par intervalle dans le cas échant.

c) Planche de rive

Planches de rives d'égout ou de pignon, largeur 25 cm, en bois de charpente épaisseur 3cm, fixées aux extrémités des pannes et des arbalétriers.

10.5.2 La couverture

La couverture sera réalisée en tôle bac aluminium 6/10e fixée sur les pannes par des tire-fond. L'entrepreneur s'assurera de la parfaite étanchéité au niveau des zones de recouvrement des tôles pour limiter les fuites d'eau pluviale à l'intérieur des locaux.

10.5.3 Faux plafond

Un faux plafond en panneau sera posé, et peint à la peinture à eau de couleur blanche. Le solivage et la pose des panneaux de contre paquet devront respecter les règles de l'art.

10.6 Menuiseries bois et métalliques

10.6.1 Menuiserie bois

Conformément aux Documents Techniques Unifiés (DTU) : - -

- D.T.U. N° 36.1 - Travaux de menuiserie bois

- CSTB N°. 173

17 -DTU N°. 36.1 Menuiserie bois

a)- Dessins d'exécution et de détails

Pour tous les ouvrages, l'entrepreneur doit établir, en conformité avec les pièces du marché, les dessins d'ensemble et de détail nécessaires à l'exécution des ouvrages et à leur pose, en liaison avec les autres corps d'état. Avant tout commencement de fabrication ou d'exécution, l'entrepreneur devra soumettre ces épures à l'approbation de l'Ingénieur de contrôle qui pourra apporter quelques modifications sans pour cela donner lieu à un supplément aux prix de base.

b)- Qualité des bois

L'utilisation des plantes tropicales est obligatoire pour les travaux de menuiserie bois. Les bois durs tropicaux seront traités et utilisés conformément aux normes AFNOR.

NFX 40650 – préservation du bois dans la construction

NFX 406501 – protection des constructions contre les termites (en France)

c)- Qualité des contreplaqués et panneaux de particules

Les contreplaqués et panneaux de particules doivent être de type haute densité. L'utilisation des essences feuillues tropicales est obligatoire. Le traitement du bois sera conforme aux normes AFNOR NFX 40-500 et NFX 40-501.

d)-Préservation des bois

Tous les bois entrant dans la fabrication des ouvrages du présent chapitre doivent être traités fongicides et insecticides (capricorne des maisons, vrillettes, lyctus, termites, champignons, etc....) Le traitement doit être effectué à l'usine de fabrication des menuiseries, après usinage, pour que toutes les faces soient imprégnées, qu'elles soient apparentes ou cachées après mise en œuvre. Les produits de préservation doivent obligatoirement être choisis dans la liste des produits de préservation des bois dans la construction, chapitre V, Classe B, du fascicule " Produits de préservation des bois ".

Ne doivent présenter une résistance aux champignons que les bois que l'ambiance à laquelle ils sont soumis risque de maintenir à une humidité supérieure à 20 %. Ne sont donc concernées que les menuiseries intérieures en milieu humide confiné (risques de condensation) et les menuiseries extérieures, sièges de pénétration d'eau liquide par condensation et capillarité surtout dans les bois de bout (fenêtres, porte-fenêtre, portes extérieures, etc.).

Lorsque d'autres matériaux sont utilisés pour la fabrication ou la mise en œuvre des menuiseries, ils doivent répondre aux spécifications des normes qui les concernent.

A défaut, ils doivent être agréés par l'Ingénieur de contrôle sur la présentation de leurs caractéristiques, sanctionnées si nécessaire par des essais spécifiques.

e)- Protection des bois contre les reprises d'humidité

En plus du traitement des bois faisant l'objet de l'article précédent, les bois reçoivent obligatoirement une protection contre les reprises d'humidité avant leur utilisation. Ce traitement hydrofuge pourra avoir également une fonction insecticide et fongicide. Les produits employés devront être compatibles avec les finitions demandées et les produits de préservation des bois.

f)-Pose des ouvrages

Fixation des ouvrages dans les maçonneries

L'entrepreneur assurera la pose des éléments en bois suivant les règles de l'art

Humidité des bois

Les bois ne doivent être posés que si leur humidité est comprise entre :

Etat hygrométrique des locaux	Humidité des bois
60 à 80%	12 à 15%
40 à 60%	9 à 12%
20 à 40%	5 à 9%

(Avec état hygrométrique obtenu et maintenu) Stockage sur chantier

Toutes les menuiseries doivent être stockées dans un local ventilé, à l'abri des intempéries.

Parements

Sauf dérogation, les parements apparents des menuiseries doivent être affleurés et poncés. Il ne doit subsister sur ces parements, aucune trace de sciage, flaches ou épaufrures. Assemblages

Les modalités d'exécution des assemblages sont précisées à l'article 3.13 du D.T.U. Quincaillerie

La force, le type et le mode de fixation des différentes pièces de quincaillerie doivent toujours être adaptés à leur emploi et leur emplacement. L'entrepreneur doit éventuellement modifier le type de ferrage proposé et ce sans supplément de prix, s'il le juge insuffisant ou inadapté à l'emploi pour lequel il est destiné. Toutes les pièces de quincaillerie, chromées ou en aluminium doivent être protégées par film pelade ou tout autre dispositif équivalent. Toutes les pièces de quincaillerie, ferrures, ainsi que tous les accessoires en fer recevront avant pose une couche de minium de plomb sur toutes leurs faces ou une protection par bi-chromatage selon description des ouvrages. Les pièces mobiles des articles de quincaillerie doivent être graissées ou huilées, s'il y a lieu avant la pose.

Une révision du bon fonctionnement des éléments mobiles doit être effectuée avant la réception aux frais de l'entreprise. Les articles de quincaillerie qui, dans la description des ouvrages, ne seraient pas définis de façon précise quant à la marque de fabrication, qualité, dimensions, nature des métaux les composants seront proposés à l'agrément du Maître d'Ouvrage. Ces articles seront de 1ère qualité et estampillés

Clauses générales relatives aux serrures

L'entreprise aura à sa charge la pose et la fourniture des accessoires de pose. Elle sera responsable de toute perte ou dégradation qui seraient produites sur ces serrures ou clés jusqu'à la réception des ouvrages de menuiseries par l'Ingénieur de contrôle.

Prescriptions communes concernant les portes

Les portes devront répondre aux prescriptions des Normes Françaises et être attributaires du Label de qualité du centre Technique du bois (C.T.B.) ou équivalent. Les portes comporteront toutes entailles et renforts nécessaires pour serrures, paumelles, verrous, etc. Les portes seront soigneusement ajustées pour qu'il y ait un jeu régulier d'environ 5 mm avec le sol. Les calfeutrements rapportés sous la rive inférieure ne seront pas acceptés. Pour les portes qui ne permettent pas d'ajustage de finition, il sera fourni des calibres rigides et indéformables permettant d'araser correctement l'huissierie et le sol.

Les panneaux seront :

En bois rouge de 1ère qualité destiné à être peint.

Paumelles

Chaque vantail de porte sera équipé de 3 paumelles de :

110mm pour les portes jusqu'à 0,60 m de largeur ;

140mm cas général.

Ces paumelles seront Jauge minimum 80 - 100 litres en acier bleu à bague laiton, lames à bouts carrés, livrées avec antirouille.

Serrures

Toutes les portes des latrines seront équipées de serrures à larder à bec de cane et à condamnation, en acier inoxydable mat et deux poignées avec plaques de propreté.

10.6.2 Menuiserie métallique

a) - Indications générales

Cette partie fixe les règles et les conditions d'exécution des travaux de menuiserie métallique et serrurerie. Il définit de même la description des ouvrages à mettre en œuvre et leur localisation.

Documents de référence

DTU 37.1 - Travaux de Menuiserie Métallique ;

C.S.T.B. 91 - Travaux de Serrurerie ; - Règle CM 56.

b)- Conditions d'exécution des travaux de menuiserie métallique Dessins et repérage

L'Entrepreneur établira les plans de détails d'exécution des ouvrages. Il précisera les dimensions et assurera en temps utile les approvisionnements des huisseries et bâtis. L'Entreprise devra transmettre les plans d'exécution des menuiseries métalliques et les détails de fixation, calfeutrage, drainage, au Maître de l'Ouvrage et au Représentant du l'Ingénieur de contrôle pour avis.

Implantation

L'Entrepreneur précisera sur les plans les différentes réservations de baies, feuillures, trous, etc. En tenant compte des tolérances normales d'exécution du gros œuvre.

Pour certains ouvrages qui le nécessitent, il relèvera sur place les côtes et gabarits. En fonction de ces réservations et des relevés, l'Entrepreneur assurera l'implantation et la mise en œuvre de ses ouvrages.

Trous, percements, scellements, calfeutrements

L'Entrepreneur aura à sa charge :

Les trous, percements, scellements, et calfeutrements nécessaires à la mise en œuvre de ces ouvrages

;
La fourniture des pièces à incorporer au coulage de B.A. (platines, douilles, etc) lorsque cette technique de mise en œuvre est possible.

Le calfeutrement doit être réalisé de sorte que l'étanchéité à l'air et à l'eau entre la fenêtre et le gros œuvre soit assurée sur tout son périmètre, compte tenu des conditions d'exposition et des mouvements différentiels prévisibles entre fenêtres et gros œuvre.

Prescriptions applicables aux métaux - Acier

Les barres profilés et tôles seront en acier répondant aux prescriptions des normes françaises ou équivalent.

Ils seront exempts de défauts, tels que pailles, criques, ou piques. Les profilés tubulaires seront totalement exempts de calamine. Ils seront choisis dans la gamme des tubes profilés formés à chaud et soudés, épaisseur mince ou forte selon les exigences de résistance.

Les tôles seront bien planes et d'un seul morceau pour chaque vantail de porte.

Aciers inoxydables

Tôle d'acier inoxydable austénitique bas classe 20/10, normalisée Z3CN 20/10, polie au grain 220.

Les soudures seront exécutées selon les prescriptions du fournisseur et seront systématiquement passivées avec des produits appropriés. Les vis utilisées seront en acier inoxydable.

- Protection anti rouille

Les éléments en acier recevront une protection par application de peinture primaire glycérophthalique de bonne qualité. L'emploi d'antirouille ordinaire type minium de fer, chromate de zinc..., est formellement prohibé. Le métal sera préalablement décalaminé par brossage efficace ou sablage si nécessaire et dégraissé à l'essence ou décapant. L'application d'antirouille se fera à la brosse, sur tous les développements de profils y compris les parties difficilement accessibles.

Assemblages - façonnage

Les assemblages seront réalisés selon le cas par soudure ou par goudjons, goupilles et vis. Ils seront réalisés de telle sorte qu'ils puissent résister sans déformation permanente, ni amorce de rupture, aux essais mécaniques. Quels que soient les procédés de réalisation utilisés, les assemblages ne devront pas permettre les infiltrations et le séjour de l'eau dans les profilés assemblés. Sur les parties apparentes, les soudures seront enlevées ou ragréées sur toutes les surfaces où elles seraient nuisibles à l'aspect, à l'étanchéité et au bon fonctionnement des ouvrages. Les ouvrages façonnés et assemblés ne devront pas présenter de déformations. Toutes dispositions seront prises pour respecter cette exigence compte tenu notamment du transport, du stockage et de la mise en œuvre des éléments pré façonnés en atelier.

Étanchéité

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur l'étanchéité des ouvrages qui doit être quasi totale,;

Étanchéité à l'air et à l'eau. L'entrepreneur prévoit tous les accessoires pour assurer une parfaite étanchéité, il est le seul responsable de l'étanchéité de ses ouvrages et leur raccordement avec le gros œuvre. Pour les châssis un colmatage en produit bitumineux genre SIKAFLEX ou produit similaire agréé sera réalisé entre le bâti dormant et l'appui de fenêtre, de même la pose de vitrage des châssis 21 sera réalisée par un mastic aléo résineux appliqué en double bain avec fixation des pare closes,

Quincaillerie

L'Entrepreneur est tenu de soumettre des échantillons à l'agrément de la Mission de contrôle. Ces échantillons une fois approuvés seront fixés sur un panneau qui restera déposé dans le bureau de

chantier pendant toute la durée des travaux pour servir de base de référence. Les vis de fixation seront toujours de force en rapport avec l'importance des objets qu'elles devront fixer et seront de finition en rapport avec l'ouvrage fixé. Les éléments accessoires - paumelles - pattes à scellement - platines, etc. seront toujours protégés par protection antirouille comme indiqué ci-dessus. Toutes les portes seront équipées de serrure en applique à bec de cane et à condamnation, et de deux poignées chromées.

10.6.3 Menuiserie alu

Les portes des boutiques et du bureau du comité de gestion seront en alu, protégés par des grilles en alu forgées dont le modèle sera arrêté et validé par les parties prenantes.

10.7 Électricité

Cette partie a pour objet l'ensemble des travaux d'électricité courants forts, courants faibles.

L'Entrepreneur aura à sa charge l'exécution de tous ces travaux, tels qu'ils figurent sur les plans.

Consistance des travaux-d'électricité

Les travaux comprennent conformément aux plans et schémas, et selon les normes, l'ensemble de la fourniture et la pose de :

Tous les appareillages (interrupteurs, prises de courant) ;

Toutes les canalisations principales et secondaires, gaines, fils et câbles ; - Les armoires et coffrets de répartition et boîtes de raccordement.

NB : les canalisations terminales (ou secondaires) seront en câble ou fils TH, passés sous gaines ICD grises noyées dans les faux plafonds, les murs et les éléments de structure en béton armé. Pour ces canalisations, les sections minimales sont :

1,5 mm² pour la lumière

2,5 mm² pour les prises de courant.

4 mm² pour les prises de courant dit force

6 mm² pour les appareils dont la puissance absorbée est supérieure ou égale à 7kw.

Les interrupteurs seront du type " normalisé " calibré à 10 A. Les prises de courant seront du type " normalisé " calibré 10 - 16 A ou 20 - 32 A avec deux pôles plus terre (2 P+ T).

Tous ces appareils seront encastrés dans une boîte d'encastrement en plastique avec fixation à vis, et seront munis de plaquettes enjoliveurs qui devront recouvrir largement les boîtes encastrées. Les boîtes de dérivation seront de préférence encastrées avec les entrées défonçables et couvercles vissables. À l'intérieur de ces boîtes, les conducteurs seront obligatoirement raccordés par blocs de jonction. Réseau de prises de terre en fonds de fouilles Réalisation d'une prise de terre en fonds de fouilles comprenant :

Ceinturage et remontée par câbles de cuivre nu de 29mm² de section

Barrettes de coupure types plates de LEGRAND

Conducteurs TH 1x16mm² vert-jaune Fourreaux de 21

Branchement

Les sources d'énergie possibles sont : l'énergie hydro électrique, l'énergie solaire, l'énergie thermique. Le raccordement est à la charge du Maître d'ouvrage.

Eclairage

L'éclairage des locaux est assuré par point lumineux sur commande locale interrupteur simple allumage.

Luminaire fluo 1x36 W

Réglette 1 x 36, IP 20, MAZDA ou autres marques équivalentes.

Éclairage Blanc ou blanc chaud pour ce spot LED économique. Angle de diffusion de 140°

Appareillage

Tout l'appareillage sera à fixation à vis, les boîtes d'encastrement doivent être choisies en conséquence. La marque LEGRAND ou autres marques équivalentes est proposée, et sauf indications contraires, dans la série MOSAÏC, avec des boîtes d'encastrement super box de profondeur 38 mm, et cadre profondeur 40mm,

D'autres solutions équivalentes pourront être proposées par l'Entrepreneur. Interrupteurs ,

L'axe des interrupteurs sera placé à 1,35 – 1,40 m du sol et à 0,15m du cadre des portes, du côté opposé à l'ouverture des portes. Chaque interrupteur sera posé de sorte que l'allumage soit obtenu par la position basse du mécanisme.

Prises de courant

Les prises seront placées à 0,40 m du sol en général. Prises de courant 2P+T, 16 A, 250 V, série NEPTUNE de LEGRAND,

Chaque appareil sera protégé par un disjoncteur différentiel 30mA situé et compris dans le tableau divisionnaire du bâtiment.

10.8 Revêtement et carrelage

Enduits

Les enduits extérieurs ou intérieurs sur maçonneries de parpaing ou sur bétons seront réalisés au mortier de ciment mélangé de sable 0/5, parties fines dans la limite de 10 %. Le mortier peut recevoir un adjuvant SIKALATEX ou produit similaire agréé, dans la limite de 10%. Tous les enduits seront exécutés en 3 couches et auront une épaisseur moyenne de 15 mm pour les enduits intérieurs et de 20 à 25 mm pour les enduits extérieurs :

1ère couche d'accrochage dosée à 500 kg de ciment ;

2ème couche intermédiaire ou corps d'enduit dosé à 400 kg de ciment.

3ème couche de finition dosée à 300 kg de ciment pour les enduits intérieurs et 350 kg de ciment pour les enduits extérieurs.

Chaque couche d'enduit ne sera appliquée qu'après séchage complet de la précédente.

Le support d'enduit devra être mouillé avant l'exécution et avant chaque application d'une couche précédente.

Chapes rapportées – État du support

Après nettoyage, la surface doit être rendue rugueuse par des moyens manuels ou mécaniques.

Après ce traitement, la surface doit être à nouveau nettoyée soigneusement notamment pour enlever la poussière dégagée par le traitement. Elle doit être ensuite humidifiée ou traitée avec des produits d'accrochage.

Constitution

Le dosage du mortier est de 350 kg de ciment par mètre cube de mortier pour chape sous grés ;

Le dosage du mortier est de 350 kg de ciment par mètre cube de mortier pour chape lissée ou bouchardée ;

Épaisseur

L'épaisseur est de 2,5 cm à 4 cm suivant les cas.

Exécution

Le mortier est étalé sur la surface du support, damé puis réglé et taloché.

Enduits intérieurs frottassés

Enduit intérieur sur murs avec couche de finition frottasse. Exécution des arêtes et cueillis coupés et arrondis de raccordement. Sujétions pour embrasures.

Enduit extérieur

Enduit extérieur sur murs avec couche de finition finement talochée. Exécution arêtes et cueillis, couplés et arrondis de raccordement. Sujétions pour incorporation de grillage en jonction entre structure et maçonnerie.

10.9 Plomberie et installation sanitaire L'Entrepreneur doit réaliser, d'une manière générale :

Les réseaux de distribution d'eau froide ;

Les appareils sanitaires complètement équipés

La protection anti rouille des canalisations apparentes ou encastrées ;

Les dispositions anti vibratiles ;

Les raccordements sur les attentes de maçonnerie ;

La fourniture et le réglage des fourreaux ;

Les essais, y compris, la main d'œuvre et appareils nécessaires ;

Et les notices de fonctionnement et d'information du personnel utilisateur de l'ouvrage.

1)- Appareils sanitaires Généralités :

Tous les appareils sont prévus complètement installés et en bon état de fonctionnement y compris les robinetteries, vidanges accessoires, raccords de scellement nécessaires. Ils seront de première qualité en porcelaine couleur blanche, sauf modification du Maître d'ouvrage, et les robinetteries chromées. Des tampons sont prévus sur tous les appareils pour éviter l'engorgement des siphons et canalisations pendant le travail. L'emplacement et le nombre des appareils sont indiqués sur les plans.

Lave-mains

Le lave-mains sera installé dans les toilettes individuelles. Il aura les caractéristiques suivantes :

– Type VENEZIA ou similaire en porcelaine blanche de 500X340 mm ;

– Vidange munie d'une chaînette ;

- Siphon coulissant ;
 - Fixation murale ;
 - Glace de 600X400 mm avec 4 attaches. WC à l'Anglaise :
- Il aura les caractéristiques suivantes :
- Type BRIVE ou similaire, sortie orientable, réservoir à dossier en porcelaine ;
 - 1 robinet d'arrêt ;
 - 1 ensemble flotteur silencieux n° 6491 ;
 - 1 battant plastique de la série forte de couleur noire ou blanche ;
 - 1 porte papier hygiénique chromé, type inviolable ;
 - 1 ensemble balayette de sol ;
 - Vis de fixation en laiton 06 ; avec cache tête chromé.

Siphon de sol : _____

Dans la salle d'eau, il sera installé un siphon de sol de diamètre 40 mm

2)- Évacuation générale

Toutes les évacuations sont effectuées gravitairement au réseau extérieur.

Canalisation à l'intérieur du bâtiment sous dallage et sous plancher

Les réseaux d'évacuation EU et EV seront séparés à l'intérieur du bâtiment. Les diamètres minima seront les suivants :

WC et chutes EV.....100 mm ;

Lavabos et évier EU80mm ;

Siphon de sol40 mm.

Vannes d'arrêt :

Au niveau du bâtiment, il sera prévu une vanne d'arrêt installée dans chaque regard d'évacuation. Le niveau sonore des canalisations sera inférieur à 30 dB.

10.10 Peinture

Les présents travaux de peinture concernent :

Les enduits extérieurs ;

Les enduits intérieurs ;

Les faux plafonds ;

Les menuiseries bois intérieures ; – les menuiseries métalliques.

Document de référence

D. T. U. 59 - cahier de Prescriptions Techniques Générales applicables aux travaux de peinture, nettoyage de mise en service Cahier N° 139 du C. S. T. B.

D. T. U. 81.2. Cahier des charges applicables aux travaux de ravalement, peinture Cahier N° 336 du C. S. T. B.

Les normes françaises et notamment les normes T. 30.001 et T. 30. 003. Les essais de qualification des surfaces peintes (cahier N° 695 du C. S. T. B.).

Subjectiles

Le subjectile est constitué selon le cas par :

- Un parement en béton
- Un enduit au mortier de ciment
- Des ouvrages en bois pour menuiseries, ayant reçu une couche d'impression.
- Des ouvrages métalliques pour menuiserie, ayant reçu une protection primaire en antirouille.

Réception des subjectiles

Avant toute exécution, l'entrepreneur devra, en présence de la Mission de contrôle, procéder à la réception des subjectiles.

- Etat de surface des parements de béton

- Qualité des enduits

- Choix des peintures antirouille, primaires.

Si ceux-ci présentent des défauts nécessitant des travaux complémentaires, l'entrepreneur effectuera ces travaux à ses frais.

Indications générales

Tous les produits utilisés pour la peinture, les enduits de peinture, vernis ou autre, devront être d'une marque agréée par le maître d'œuvre. Ils seront livrés sur le chantier dans leurs containers d'origine étiquetés par le fabricant. Les produits de fabrication artisanale ou ceux composés à pied d'œuvre sont

formellement interdits, L'Ingénieur de contrôle aura toujours le droit, quel que soit le degré d'avancement des travaux, de faire vérifier par un laboratoire de son choix et aux frais de l'entrepreneur, la qualité des produits employés. Cette vérification sera faite, soit par analyse sur échantillons prélevés, soit par tests sur les ouvrages exécutés.

Pigments

Tous les pigments colorés nécessaires à la confection des teintes seront d'une marque agréée par le maître d'œuvre. Les couleurs de peinture seront fixées sur place par la Mission de contrôle.

Peinture primaire sur métaux

Avant l'application de la première couche de peinture sur les ouvrages métalliques, l'entrepreneur devra vérifier la compatibilité de la couche primaire anti-rouille. En cas de défaut, l'entrepreneur aura l'obligation d'effectuer les réfections nécessaires. Il est à signaler que l'emploi d'anti-rouille de qualité secondaire tel que le "minium de fer", le "chromate de zinc" est formellement prohibé.

L'application de la couche primaire anti-rouille se fera obligatoirement à la brosse pour obtenir le maximum d'adhérence et un recouvrement total des surfaces, elle sera précédée de toutes les opérations nécessaires pour faire disparaître toutes traces de rouille ou oxydation diverses et de graisse.

Peinture hydrofuge

Peinture à base pliolite, copolymères acryliques en solution, peut être diluée au Celrex 033.0091 ou White Spirit pour la première couche seulement.

Peinture acrylique

Il s'agit d'un enduit à base de résine acrylique en dispersion. Il sera dilué à l'eau (300%) et utilisé pour la réparation des fonds.

Peinture glycérophthalique

Peinture mat glycérophthalique thixotropie appliquée par l'intermédiaire de l'enduit diluant Celrex 033.0091 en cas d'application au pistolet (8 à 10 %).

Peinture vinylique

Peinture à base copolymères acryliques et vinyliques en dispersion aqueuse peut être diluée à l'eau pour la première couche (10 à 20 %). Peinture glycérophthalique appliquée au rouleau. Peinture émail glycérophthalique appliqué à la brosse, au rouleau, elle ne sera pas diluée.

Vernis

Vernis universel incolore 005.0005 à diluer à 15% pour la couche d'impression.

Plombium à l'huile 084.0025 appliqué à la brosse et sans dilution

Plombium rapide 084.0015 : peut être appliqué au pistolet avec dilution à 10 % (celrex 033.0091)

Peinture en caoutchouc

Peinture à base de caoutchouc chloré. A diluer à 20 % pour la 1ère couche. Garantie des peintures et vernis

L'expérience a permis de constater que les défauts caractéristiques (cloques, écaillages, feuillage, craquelures, modifications de la matité ou du brillant, décollement, farinages, etc.) apparaissent sur les peintures et vernis lorsqu'ils sont de mauvaise qualité ou mal exécutés dans un délai de plusieurs années.

En conséquence, le délai de garantie minimum pendant lequel l'entrepreneur restera responsable de son travail est fixé à un an à compter de la réception provisoire.

Cette garantie ne concerne bien entendu que les défauts et les détériorations imputables à la qualité des produits et à leur mode d'application, elle ne concerne pas les dégâts causés par les utilisateurs des locaux. Par contre, il est entendu que la qualité des produits employés, doit permettre de satisfaire totalement, pendant ce délai, aux exigences normales correspondant à la destination, 27 notamment pour les produits appliqués à l'extérieur qui doivent résister aux agents atmosphériques.

Mise en œuvre

Conditions d'exécution

Conditions ambiantes

Les enduits et peintures seront exécutés dans les conditions ambiantes requises (notices techniques des fabricants). Contrôle de Siccité

Sur les ouvrages en béton et les enduits en mortier, les peintures ne doivent être appliquées que lorsque le subjectile présente un Ph inférieur à 8, ce qui exige un contrôle systématique. En cas d'humidité, si le respect du planning l'impose, l'entrepreneur sera tenu d'appliquer une impression spéciale hydrofuge pour isoler les subjectiles en cause.

Protections

L'entrepreneur doit la protection nécessaire de tous les ouvrages pendant l'exécution de ses travaux.
Nettoyage en cours de chantier.

L'entrepreneur sera tenu de l'entretenir afin d'éviter la poussière (balayage des sols). Au fur et à mesure de ses travaux, il procédera au nettoyage des locaux pour faire disparaître les taches d'enduit ou peinture sur tous les ouvrages.

Échantillonnage et coloris

L'Entrepreneur devra effectuer toutes les applications d'essais qui seront nécessaires pour déterminer les coloris et les nuances de finition et pour mettre au point les modalités d'application correspondantes. Aucun travail ne sera entrepris avant que la surface témoin correspondante ne soit agréée par la Mission de contrôle. L'entrepreneur doit comprendre dans ses prix l'incidence de l'emploi de couleurs fines et vives, en mélange ou pures qui seront demandées. Il doit comprendre également toutes les sujétions pour rechapissage et découpe de tons qui pourront être demandées par la Mission de contrôle.

Exécution des travaux

Les travaux seront exécutés conformément aux prescriptions du présent Cahier, en cas de doute sur la terminologie de certaines opérations, on se référera au D.T.U. 59. Il conviendra de respecter la nature et les pourcentages de diluants, de durcisseurs et de colorants prescrits par les fabricants pour chaque nature de produit, selon sa destination.

L'entrepreneur exécutera tous les travaux préparatoires tels que : brossage, égrenage, ponçage, rebouchage, etc. qui sont nécessaires pour obtenir des finitions convenables et en rapport avec la nature des locaux.

Toutes les opérations accessoires tels que les ponçages, rebouchage, bandes adhésives, masticage, rechapissage, etc. sont implicitement comprises dans les conditions du marché et ne pourront faire l'objet d'aucune plus-value. L'application à la brosse est obligatoire pour les impressions traditionnelles sur tous les ouvrages et pour toutes les couches de peinture sur les métaux. Pour chaque ouvrage, l'entrepreneur devra toujours faire constater au Maître d'œuvre la bonne exécution d'une opération avant d'entreprendre l'opération suivante et en principe, deux couches successives de 28 peinture seront de teintes ou du moins de nuances différentes afin de permettre le contrôle par rapport à des surfaces témoins. Le non-respect de ces prescriptions pourra, en cas de doute, entraîner l'exécution d'une couche supplémentaire aux frais de l'entrepreneur.

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour respecter la réglementation du travail, de la sécurité et de la salubrité, notamment lors de l'exécution de peinture au pistolet ou lors de l'emploi des produits portant des étiquettes aux teintes conventionnelles.

Conditions requises pour prononcer la réception

La réception peut avoir lieu lorsque les vérifications effectuées permettent de constater :

Que les feuilles de peinture sont en bon état (absence de craquelures, de cloques d'écailage, de farinage etc.)

Que le brillant des surfaces peintures-émail est de plus de même ordre que celui des échantillons correspondants.

Lorsque les conditions ne sont pas satisfaisantes, l'entrepreneur doit procéder à ses frais aux réfections nécessaires. La réception ne peut être prononcée qu'après nettoyage.

Réfection

Les réfections doivent être effectuées de manière à éviter toute trace de reprise.

Nettoyages de mise en service

Ces nettoyages intéressent toutes les parties apparentes :

Sols, chapes

Quincaillerie (boutons de Porte, béquilles etc.)

Sont compris dans les nettoyages, les balayages et l'évacuation des déchets résultants des nettoyages eux-mêmes. Les nettoyages doivent faire disparaître les taches de peinture ou de produit utilisés, etc. Les produits employés (solvants, décapants etc.) les procédés mis en œuvre (grattage, ponçage) doivent être appropriés afin de ne pas provoquer l'altération des matières elles-mêmes ou de leur état de surface (poli brillant etc.).

Mode de métré Préambule

Dans le cas d'ouvrages spéciaux non précisés ci-dessous, ils seront métrés par analogie au présent mode de métré.

Ravalement de façades Surface fracassée

À la surface développée d'application, sans majoration ou déduction pour petites surfaces inférieures à 0,20 m²

Murs intérieurs

À la surface recouverte, mesures prises aux dimensions finies.

Portes en bois

Largeur hors cadres plus 0,15 m multipliée par la hauteur hors cadres plus 0,10 m pour tenir compte de l'épaisseur de la porte développée, de l'hubriserie, bâti, ferrage, soit

$S = (L + 0,15) \times (H + 0,10)$ Portes métalliques en tôle plane

Aux dimensions hors cadres affectées d'un coefficient de 1.10 pour épaisseurs.

Grilles métalliques

Longueur de la grille multipliée par la hauteur $S = L \times H$

10.10 Voies et réseaux divers

Les bâtiments seront ceinturés par un dallage périphérique et entourés par des rigoles faites soient en parpaings bourrés de section 40cm x 60cm, soient en béton armé de section 40cm x 60cm. Le fond des rigoles aura une pente de 0.25%, orientée vers l'exutoire.

Un revêtement par un mortier dosé à 300kg/m³ sera réalisé sur les parois des rigoles.

2.4 AUTRES CLAUSES

Article 11 : Réceptions Techniques des travaux

Des Réceptions Techniques sont effectuées par le Chef service du marché en présence de l'Ingénieur du marché et de l'entreprise. À l'issue desdites réceptions, un Procès-verbal de Réception Technique Partielle est dressé, signé contradictoirement par le Chef service du marché, l'ingénieur du marché, l'Entreprise et le Maître d'Ouvrage.

Article 12 : Réception Provisoire des travaux

Une Réception Provisoire a lieu à la fin des travaux quand tous les essais et épreuves à caractère technique donnent satisfaction et que l'ensemble des ouvrages peut être remis au Maître d'Ouvrage. L'entreprise est tenue de demander par écrit cette réception au Maître d'ouvrage Quine (15) jours avant la date à laquelle il estime terminer l'exécution des travaux.

Cette Réception Provisoire doit être précédée d'une visite de chantier sanctionnée par un Procès-verbal de Réception Technique. Un Procès-verbal signé de toutes les parties sanctionne cette Réception Provisoire.

Article 13 : Réception du marché

Après expiration du délai de garantie, et si aucune anomalie n'a été constatée, l'entreprise peut demander la réception définitive. À l'issue de la visite, un procès-verbal est rédigé et signé par toutes les parties.

La réception définitive du marché se fera par une commission de suivi et de recette technique composée de :

Le Représentant de l'Autorité Contractante ou son représentantPrésident

Le Chef de la Brigade de Contrôle des Marchés Publics territorialement compétent ou son représentant (Observateur)

Le Chef Service du Marché ou son représentantMembre

L'Ingénieur du Marché ou son représentant.....Rapporteur

Le Comptables matières ou son représentant.....Membre

Le Cocontractant.....Membre

Au cours de ladite réception, la Commission dressera un procès – verbal de la réception du marché.

Article 14 : Période de garantie

La Période de garantie est Un (01) an à compter de la date de réception provisoire des travaux. L'entrepreneur assurera durant la période de garantie jusqu'à la réception définitive, l'entretien des ouvrages et devra chaque fois qu'il y sera requis, donner les jeux et réglages qui seraient jugés nécessaires. Au cas où pendant la période de garantie, des défauts apparaîtraient et notamment le 30 gauchissement des portes, retrait de maçonnerie écaillages ou décollements de peinture, dysfonctionnements d'appareils ou équipements, etc. L'entrepreneur devra remédier à ses frais aux inconvénients signalés. Seront également à la charge de l'entrepreneur, tous les travaux nécessités par la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement des menuiseries défectueuses.

Article 15 : Frais afférents aux réceptions

Les frais de logistique afférents aux inspections et aux réceptions des travaux seront supportés par le Maître d'Ouvrage.

Article 14 : Propriété des Documents

Les documents techniques issus des prestations du présent marché sont la propriété exclusive du Maître d'Ouvrage ; l'attributaire ne saurait donc en aucune façon en revendiquer la propriété. Le prestataire devra transmettre dans les délais précisés par le RPAO l'ensemble de ces documents en autant d'exemplaire que les rapports d'avancement, avant la clôture du contrat relatif à ce marché.

III SUIVI ET CONTROLE DES TRAVAUX

L'Ingénieur de Contrôle veillera à la réalisation des ouvrages seront les règles de l'art et suivant les plans d'exécution. Les renseignements complémentaires seront donnés à l'entrepreneur par l'Ingénieur de Contrôle en cas de nécessité.



PIECE 6 : BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	PRIX UNITAIRE EN LETTRE	PRIX UNITAIRES EN CHIFFRE
100 : TRAVAUX PREPARATOIRES				
101	Installation du chantier Ce prix rémunère au forfait dans les conditions générales prévues au marché, les installations de chantier du cocontractant, leur maintenance et leur fonctionnement pendant toute la durée du chantier. Ce prix est payé en deux échéances <ul style="list-style-type: none"> Quatre vingt pour cent dès la réception des installations du cocontractant et l'approbation du projet d'exécution Vingt pour cent après le démontage des installations, l'approbation des plans de récolement et la remise en état des lieux. 	FF		
103	Étude géotechnique au pénétromètre léger Ce prix rémunère au forfait : les coûts relatifs aux études géotechniques au pénétromètre léger nécessaires à la réalisation optimale des ouvrages y compris toutes sujétions.	FF		
104	Implantation de l'ouvrage Ce prix rémunère au forfait, le coût de l'implantation des ouvrages à construire, notamment : <ul style="list-style-type: none"> La mise en place des piquets et chaises nécessaires à l'implantation du bâtiment ; L'implantation proprement dite avec la matérialisation des différents axes, murs de fondation et emprises des semelles.	FF		
105	Fourniture et pose panneau de chantier Ce prix rémunère à l'unité, la fourniture et la pose des panneaux de chantier conformément aux prescriptions techniques	U		
106	Amenée et replis du matériel Ce prix rémunère forfaitairement : l'amenée de tous les matériels, nécessaires à l'exécution des travaux objet du Projet et leur repliement en fin desdits travaux, y/c toutes sujétions.	FF		
200 : TERRASSEMENT				
201	Aménagement de la plateforme Ce prix rémunère au forfait les travaux d'aménagement de la plateforme	FF		
202	Fouilles manuelles en rigoles et en puits pour semelles Ce prix rémunère au mètre cube : les travaux d'excavation des fouilles tant en puits qu'en rigoles, des tranchées, en fonction des dimensions arrêtées pour chaque type d'ouvrage.	m³		
203	Remblais de terre compactée Après mise en place des fondations. L'entreprise procédera au remblaiement des fouilles avec des matériaux provenant des fouilles triés et sélectionnés. Ce prix rémunère au mètre cube les coûts pour la fourniture et la mise en œuvre d'un remblai compacté suivants les prescriptions du C.S.T y compris toutes sujétions.	m³		
300 : FONDATION				

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	PRIX UNITAIRE EN LETTRE	PRIX UNITAIRES EN CHIFFRE
301	Béton de propreté coulé au fond des fouilles dosé à 150 kg/m³ Ce prix élaboré pour le règlement des travaux de bétonnage dosé à 150kg de ciment par mètre cube de béton, d'épaisseur 0.5cm comprend : <ul style="list-style-type: none"> - Les fournitures de tous les composants du béton ; - Les fabrications avec malaxage mécanique ; - Les coffrages et décoffrages ; - La mise en œuvre, toutes sujétions comprises. Il s'applique au mètre cube de béton coulé.	m ³		
302	Béton armé dosé à 350 kg/m³ pour semelles isolées, amorces, longrines Ce prix élaboré pour le règlement des travaux de bétonnage dosé à 350 kg de ciment par mètre cube de béton comprend : <ul style="list-style-type: none"> - Les fournitures de tous les composants du béton (sable, gravier, ciment) ; - Les fabrications avec malaxage mécanique ; - Les coffrages et décoffrages ; - Le ferrailage - La mise en œuvre, toutes sujétions comprises. Il s'applique au mètre cube de béton coulé.	m ³		
303	Élévation mur de sous bassement en agglos bourrés de 20x20x40 Ce prix rémunère au mètre carré les coûts pour l'exécution des travaux des éléments des murs de fondation comprenant : <ul style="list-style-type: none"> - Fourniture des parpaings de 20 x 20 x 40 ; - Pose des parpaings et mortier de bourrage Jointoiements et toutes sujétions.	m ²		
304	Film polyane Ce prix rémunère au m ² , le coût relatif à la fourniture et pose film polyane conformément aux règles de l'art, y compris toutes sujétions.	m ²		
305	Lit de sable de 5 cm d'épaisseur Ce prix rémunère au m ³ , le coût relatif à la mise en œuvre du lit de sable de 5cm d'épaisseur	m ³		
306	Béton armé dosé à 200 kg/m³ pour dallage de la plateforme (ép.= 8 cm) Ce prix élaboré pour le règlement des travaux de bétonnage dosé à 200 kg de ciment par mètre cube d'agréats comprend : <ul style="list-style-type: none"> - Les fournitures de tous les composants du béton ; - es fabrications avec malaxage mécanique ; - Et la mise en œuvre, toutes sujétions comprises. Il s'applique au mètre cube de béton coulé	m ³		
400 : MACONNERIE EN ELEVATION RDC				
401	Béton armé dosé à 350 kg/m³ pour linteaux, poteaux Ce prix élaboré pour le règlement des travaux de bétonnage dosé à 350 kg de ciment par mètre cube de béton comprend :	m ³		

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	PRIX UNITAIRE EN LETTRE	PRIX UNITAIRES EN CHIFFRE
	<ul style="list-style-type: none"> - Les fournitures de tous les composants du béton (sable, gravier, ciment) ; - Les fabrications avec malaxage mécanique ; - Les coffrages et décoffrages ; - Le ferrailage ; - La mise en œuvre, toutes sujétions comprises. Il s'applique au mètre cube de béton coulé.			
402	Murs en agglos creux de 15x20x40 Ce prix rémunère au mètre carré, les coûts pour la fourniture et la mise en œuvre des agglomérés de 15 x 20 x 40 pour les murs en élévation, y compris préfabrication et mortier de jointoiment et toutes sujétions.	m ²		
403	Murs en blocs de terre comprimés (BTC) 30x15x10 Ce rémunère le m ² en blocs de terre comprimés (BTC) 30x15x10	m ²		
404	Béton armé pour rampe d'accès et escalier dosés à 350 kg/m³ Ce prix élaboré pour le règlement des travaux de bétonnage dosé à 250 kg de ciment par mètre cube de béton comprend : <ul style="list-style-type: none"> - Les fournitures de tous les composants du béton (sable, gravier, ciment, fer) ; - Les fabrications avec malaxage mécanique ; - Les coffrages et décoffrages ; - La mise en œuvre, toutes sujétions comprises. Il s'applique au mètre cube de béton coulé.	m ³		
500 : PLANCHER HAUT-RDC				
501	Béton armé dosé à 350 kg/m³ pour poutres et poutrelles Ce prix élaboré pour le règlement des travaux de bétonnage dosé à 350 kg de ciment par mètre cube de béton comprend : <ul style="list-style-type: none"> - Les fournitures de tous les composants du béton (sable, gravier, ciment) ; - Les fabrications avec malaxage mécanique ; - Les coffrages et décoffrages ; - Le ferrailage ; - La mise en œuvre, toutes sujétions comprises. Il s'applique au mètre cube de béton coulé.	m ³		
502	Hourdi 15x20x40 Ce prix rémunère le m ² la fourniture et la mise en œuvre des hourdi 15*20*40	m ²		
503	Béton armé pour nappe de compression dosé à 350 kg/m³ Ce prix élaboré pour le règlement des travaux de bétonnage dosé à 350 kg de ciment par mètre cube de béton comprend : <ul style="list-style-type: none"> - Les fournitures de tous les composants du béton (sable, gravier, ciment) ; - Les fabrications avec malaxage mécanique ; - Les coffrages et décoffrages ; - Le ferrailage ; - La mise en œuvre, toutes sujétions comprises. Il s'applique au mètre cube de béton coulé.	m ³		
600 : MACONNERIE EN ELEVATION ETAGE				

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	PRIX UNITAIRE EN LETTRE	PRIX UNITAIRES EN CHIFFRE
601	Béton armé dosé à 350 kg/m³ pour linteaux, poteaux et chaînages Ce prix élaboré pour le règlement des travaux de bétonnage dosé à 350 kg de ciment par mètre cube de béton comprend : <ul style="list-style-type: none"> - Les fournitures de tous les composants du béton (sable, gravier, ciment) ; - Les fabrications avec malaxage mécanique ; - Les coffrages et décoffrages ; - Le ferrailage ; - La mise en œuvre, toutes sujétions comprises. Il s'applique au mètre cube de béton coulé.	m ³		
602	Murs en agglos creux de 15x20x40 Ce prix rémunère au m ² la fourniture et la mise en œuvre des murs en agglos creux de 15*15*40	m ²		
603	Murs en blocs de terre comprimés (BTC) 30x15x10 Ce prix rémunère au m ² la fourniture et la mise en œuvre des murs en blocs de terre comprimés (BTC) 30x15x10	m ²		
604	Béton armé pour rampe d'accès et escalier dosés à 350 kg/m³ Ce prix élaboré pour le règlement des travaux de bétonnage dosé à 350 kg de ciment par mètre cube de béton comprend : <ul style="list-style-type: none"> - Les fournitures de tous les composants du béton (sable, gravier, ciment) ; - Les fabrications avec malaxage mécanique ; - Les coffrages et décoffrages ; - Le ferrailage ; - La mise en œuvre, toutes sujétions comprises. Il s'applique au mètre cube de béton coulé.	m ³		
700 : CHARPENTE ET COUVERTURE				
701	Bois de charpente traité pour fermes 3x15 et pannes de 8x8 y compris toutes sujétions Ce prix rémunère la fourniture et la pose des pannes en bois dur de section 8 x 8 et des bastaings de 3x15 pour ferme, traités au carbonyl ou autre fongicide au choix de la Maîtrise d'Œuvre. Il tient compte de : <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture du bois sec de qualité et sujétions nécessaires pour permettre sa mise en œuvre et sa fonctionnalité dans un délai très long - La fourniture des éléments pour ses liaisons, sa fixation sur les différents de supports - Fourniture du fongicide - Son entreposage avant son utilisation pour les éventuels contrôles de la Maîtrise d'Œuvre - Toutes les sujétions d'exécution Il s'applique au mètre cube de bois mis en œuvre.	m ³		
702	Fourniture et pose planches de rive de 20 y compris toutes sujétions Ce prix rémunère les travaux relatifs à la mise en place des planches de rive, y compris tous les accessoires nécessaires de fixation.	ml		

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	PRIX UNITAIRE EN LETTRE	PRIX UNITAIRES EN CHIFFRE
	<p>Il tient compte de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture et pose des planches de rives en bois dur et sujétions nécessaires ; - La fourniture et pose des éléments de fixation sur les différents de supports ; - Toutes les sujétions de sa mise en œuvre <p>Il s'applique au mètre linéaire de planche de rive mis en œuvre</p>			
703	<p>Fourniture et pose couverture en tôles BAC ALU 6/10ème y compris toutes sujétions</p> <p>Ce prix rémunère les travaux relatifs à la réalisation des couvertures des tôles bac Alu. 5/10ème au mètre carré :</p> <p>Il tient compte de</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture de la couverture en tôle bac alu et sujétions nécessaires pour permettre sa mise en œuvre et sa fonctionnalité dans un délai très long - La fourniture des éléments pour ses liaisons, sa fixation sur les différents de supports - Fourniture de l'antirouille de couleur du choix de la Maîtrise d'Œuvre <p>Les prix de la couverture comprendront implicitement toutes les sujétions de sa mise en œuvre</p>	m²		
704	<p>Fourniture et pose tôle faîtière</p> <p>Ce prix rémunère les travaux relatifs à la mise en place des tôles faîtières, y compris tous les accessoires nécessaires de fixation.</p> <p>Il tient compte de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture et pose des faîtières en alu et sujétions nécessaires ; - La fourniture et pose des éléments de fixation sur les différents de supports ; - Toutes les sujétions de sa mise en œuvre <p>Il s'applique au mètre linéaire de tôle faîtière mis en œuvre</p>	ml		
705	<p>Fourniture et pose bande de rive</p> <p>Ce prix rémunère les travaux relatifs à la mise en place des bandes de rive, y compris tous les accessoires nécessaires de fixation.</p> <p>Il tient compte de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture et pose des bandes de rives en alu et - Sujétions nécessaires ; - La fourniture et pose des éléments de fixation sur les différents de supports ; - Toutes les sujétions de sa mise en œuvre <p>Il s'applique au mètre linéaire de bande de rive mis en œuvre</p>	ml		
706	<p>Fourniture et pose descentes d'eau en PVC, y compris toutes sujétions</p> <p>Ce prix rémunère les travaux relatifs à la mise en place des descentes d'eaux pluviales, y compris tous les accessoires nécessaires de fixation.</p> <p>Il tient compte de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des tuyaux PVC et sujétions nécessaires pour permettre leur fixation et sa fonctionnalité dans un délai très long - La fourniture des éléments pour ses liaisons, sa fixation sur les différents de supports - Toutes les sujétions de sa mise en œuvre 	U		

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	PRIX UNITAIRE EN LETTRE	PRIX UNITAIRES EN CHIFFRE
	Il s'applique à l'unité de descente d'eau mis en œuvre.			
707	Fourniture et pose gouttière Alu, y compris toutes sujétions Ce prix rémunère les travaux relatifs à la mise en place de gouttières alu ou chéneau métallique y compris tous les accessoires nécessaires de fixation. Il tient compte de : <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des chéneaux en alu et sujétions nécessaires pour permettre leur fixation et sa fonctionnalité dans un délai très long - La fourniture des éléments pour ses liaisons, sa fixation sur les différents de supports - Toutes les sujétions de sa mise en œuvre Il s'applique au mètre linéaire de gouttière métallique mis en œuvre.	ml		
708	Plafond intérieur en panneaux (4mm) de sapelli fixé sur ossature en bois Ce prix rémunère les travaux de mise en œuvre du plafond intérieur en panneaux de contre plaqués de 4mm d'épaisseur. Il tient compte de : <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des panneaux de contre plaqués en bois sec de qualité et sujétions nécessaires pour permettre sa mise en œuvre et sa fonctionnalité dans un délai très long - La fourniture des éléments pour ses liaisons, sa fixation sur les différents de supports - Fourniture du fongicide - Son entreposage avant son utilisation pour les éventuels contrôles de la Maîtrise d'Œuvre - Toutes les sujétions d'exécution Il s'applique au mètre carré de panneau de contreplaqué mis en œuvre.	m²		
709	Plafond extérieur en tôles ALU lisse Ce prix rémunère les travaux de mise en œuvre du plafond extérieur en tôle lisse. Il tient compte de : <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture de la tôle lisse de qualité et sujétions nécessaires pour permettre sa mise en œuvre et sa fonctionnalité dans un délai très long - La fourniture des éléments pour ses liaisons, sa fixation sur les différents de supports - Toutes les sujétions d'exécution Il s'applique au mètre carré de tôle lisse mis en œuvre.	m²		
800 : ENDUIT ET REVETEMENT				
801	Enduits extérieurs et intérieurs Ce prix rémunère les travaux de mise en œuvre de l'enduit ordinaire sur murs et élément de structure en béton armé au mortier de ciment à 400 kg/m³ Les angles seront parfaitement d'aplomb et d'équerre. Les deux couches formant l'enduit auront 2,00 cm d'épaisseur. La dernière couche dressée, talochée y compris toutes sujétions spéciales d'exécution et de mise en œuvre selon les règles de l'art. Il s'applique au mètre cube de béton coulé.	m²		
802	Enduits résine de protection des BTC Ce prix rémunère les travaux de mise en œuvre de l'enduit résine de protection des BTC	m²		

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	PRIX UNITAIRE EN LETTRE	PRIX UNITAIRES EN CHIFFRE
	Il s'applique au mètre cube de béton coulé.			
803	<p>Chape sur dallage de 3 cm d'épaisseur Enduits résine de protection des BTC Ce prix rémunère les travaux relatifs à la réalisation au mètre carré de chape antidérapante de 4 cm d'épaisseur aux sols. Il tient compte de</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le nettoyage des sols et sujétions nécessaires pour permettre l'adhésion parfaite de la chape bouchardée. - La fourniture des matériaux devant entrer dans la constitution du mortier de ciment dosé à 400 kg/m3 <p>Les prix de chape bouchardée comprendront implicitement toutes les sujétions d'exécution</p>	m ²		
804	<p>Fourniture et pose carreaux grès pour sol salle 30x30, bureau, véranda et estrade Ce prix rémunère les travaux relatifs à la fourniture et la pose des carreaux grès cérame format 30x30 et toutes sujétions spéciales de mise en œuvre selon les règles de l'art. Il tient compte de</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des carreaux grès cérame et de leur mise en œuvre ; - La fourniture des éléments pour ses liaisons sur chape - Ce prix comprendra implicitement toutes les sujétions de sa mise en œuvre <p>Il s'applique au mètre carré de carreaux posés.</p>	m ²		
805	<p>Fourniture et pose plinthe en carreaux grès cérame de hauteur 10cm, y compris toutes sujétions Ce prix rémunère les travaux relatifs à la fourniture et la pose des plinthes en carreaux grès cérame de hauteur 10 cm et toutes sujétions de mise en œuvre. Il tient compte de</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des carreaux grès cérame ; - Le découpage des carreaux à une hauteur de 10 cm - La préparation de la surface de pose ; - La pose des plinthes ; - Toutes les sujétions de sa mise en œuvre <p>Il s'applique au mètre linéaire de plinthes posées.</p>	ml		
806	<p>Fourniture et pose faïence dans les salles d'eau Ce prix rémunère les travaux relatifs à la fourniture et la pose des Carreaux grès cérame anti dérapant de 5cm x 5cm et toutes sujétions de mise en œuvre. Il tient compte de</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des carreaux grès cérame ; - La préparation de la surface de pose ; - La pose des antis dérapant ; - Toutes les sujétions de sa mise en œuvre <p>Il s'applique au mètre carré de carreaux anti dérapant posés</p>	m ²		
900 : MENUISERIE METALLIQUE ET BOIS				

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	PRIX UNITAIRE EN LETTRE	PRIX UNITAIRES EN CHIFFRE
901	<p>Porte métallique de 0,90 m x 2,10 m y compris toutes sujétions Ce prix rémunère les travaux relatifs à la fourniture et la pose des portes métalliques semi vitrées 0.90m x 2.10m et toutes sujétions spéciales d'exécution et de mise en œuvre selon les règles de l'art. Il tient compte de</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture des aciers et sujétions nécessaires pour permettre sa mise en œuvre ; - La fourniture des éléments pour ses liaisons, sa fixation sur les différents de supports - Ce prix comprendra implicitement toutes les sujétions de sa mise en œuvre <p>Il s'applique à l'unité de porte mis en place.</p>	U		
902	<p>Grilles métalliques pour auditoire Ce prix rémunère les travaux relatifs à la fourniture et la pose des grilles métalliques pour auditoire et toutes sujétions de mise en œuvre selon les règles de l'art. Il tient compte de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture d'éléments métalliques et sujétions nécessaires ; - Le façonnage et fixation ; - La fourniture des éléments pour liaisons, fixation sur les différents de supports - Fourniture de la substance de traitement du bois du choix de la Maîtrise <p>Il s'applique à l'unité de grille métallique mis en œuvre.</p>	U		
903	<p>Fenêtres aluminium en châssis coulissant à 2 vantaux Ce prix rémunère les travaux relatifs à la fourniture et la pose des fenêtres aluminium en châssis coulissant à 2 vantaux et toutes sujétions d'exécution et de mise en œuvre selon les règles de l'art. Il tient compte de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fourniture d'éléments en Alu et sujétions nécessaires pour permettre sa mise en œuvre et sa fonctionnalité dans un délai très long - Le façonnage des cadres des fenêtres en aluminium et les Fenêtres ; - La fourniture et pose des vitres claires de 6 mm d'épaisseur ; - La fourniture des éléments pour ses liaisons, sa fixation sur les différents de supports - Fourniture de la substance de traitement du bois du choix de la Maîtrise <p>Il s'applique au mètre carré de fenêtre en Alu coulissantes mis en œuvre.</p>	m²		
904	<p>Grilles métalliques antivol pour fenêtres Ce prix rémunère les travaux relatifs à la fourniture et la pose des grilles métalliques antivol pour fenêtres et impostes et toutes sujétions de mise en œuvre selon les règles de l'art. Il tient compte de :</p>	m²		

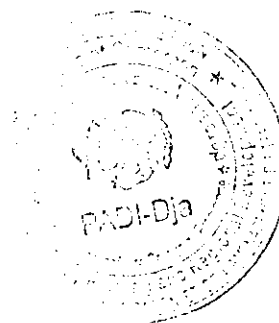
N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	PRIX UNITAIRE EN LETTRE	PRIX UNITAIRES EN CHIFFRE
	<ul style="list-style-type: none"> - La fourniture d'éléments métalliques et sujétions nécessaires ; - Le façonnage et fixation ; - La fourniture des éléments pour liaisons, fixation sur les différents de supports - Fourniture de la substance de traitement du bois du choix de la Maîtrise <p>Il s'applique <u>au mètre carré de fenêtre en Alu coulissantes</u> mis en œuvre.</p>			
1000 : ELECTRICITE				
1001	<p>Mise à la Terre y compris toutes sujétions Ce prix rémunère les travaux relatifs à la fourniture et la pose de prise de terre et toutes sujétions spéciales d'exécution et de mise en œuvre selon les règles de l'art. Il tient compte de</p> <ul style="list-style-type: none"> - La fouille en tranchée légère au droit de pose du câble - La fourniture du câble cuivre de section convenable et piquets de terre et y compris toutes sujétions ; - Pose d'élément et sujétions nécessaires pour permettre sa mise en œuvre et sa fonctionnalité dans un délai très long - La fourniture des éléments pour ses liaisons, sa fixation sur les différents de supports <p>Il s'applique au forfait de boîte de dérivation et autres dispositifs électrique mis en œuvre.</p>	FF		
1002	<p>Fourniture et pose de rouleaux de gaine annelée de 50m Ce prix rémunère à l'unité du rouleau la fourniture et pose de rouleaux de gaine annelée de 50m</p>	Rlx		
1003	<p>Fourniture et pose câble VGV 2,5 en rouleau de 100m Ce prix rémunère à l'unité du rouleau la fourniture et pose de câble VGV 2,5 en rouleau de 100m</p>	Rlx		
1004	<p>Fourniture et pose câble VGV 1,5 100m câble VGV 2,5 en rouleau de 100m Ce prix rémunère à l'unité du rouleau la fourniture et pose de câble VGV 1,5 en rouleau de 100m</p>	Rlx		
1005	<p>Fourniture et pose interrupteur simple allumage VV Ce prix rémunère à l'unité la Fourniture et pose interrupteur simple allumage VV</p>	U		
1006	<p>Fourniture et pose interrupteur double allumage VV Ce prix rémunère à l'unité la Fourniture et pose interrupteur double allumage VV</p>	U		
1007	<p>Fourniture et pose lampe avec 2P+T, y compris installation Ce prix rémunère à l'unité la Fourniture et pose de lampe avec 2P+T, y compris installation</p>	U		
1008	<p>Fourniture et pose prise force 2p (10/16 A) + T Ce prix rémunère à l'unité la Fourniture et pose de prise force 2p (10/16 A) + T</p>	U		
1009	<p>Fourniture et pose Réglette électrique de 60cm y comprises toutes sujétions pour éclairage Ce prix rémunère à l'unité la Fourniture et pose de Réglette électrique de 60cm y comprises toutes sujétions pour éclairage</p>	U		

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	PRIX UNITAIRE EN LETTRE	PRIX UNITAIRES EN CHIFFRE
1010	Fourniture et pose ampoule ronde y comprises toutes sujétions pour éclairage Ce prix rémunère à l'unité la Fourniture et pose d'ampoule ronde y comprises toutes sujétions pour éclairage	U		
1011	Fourniture et pose de disjoncteur Ce prix rémunère à l'unité la Fourniture et pose de disjoncteur y compris toutes les sujétions	U		
1012	Fourniture et pose boîte de dérivation Ce prix rémunère à l'unité la Fourniture et pose de boîte de dérivation	U		
1100 : PLOMBERIE SANITAIRE				
1101	Ensemble tuyauterie d'alimentation et d'évacuation y compris raccordement au réseau d'alimentation et d'évacuation Ce prix énumère l'ensemble des tuyauteries d'alimentation et d'évacuation y compris raccordement au réseau d'alimentation et d'évacuation	Ens		
1102	Fourniture et pose des WC siège à l'anglaise y compris toutes sujétions de pose Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose des WC siège à l'anglaise y compris toutes sujétions de pose	U		
1103	Fourniture et pose de lavabo complet y compris toute sujétion de pose Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de lavabo complet y compris toute sujétion de pose	U		
1104	Fourniture et pose de siphon de sol DE40 y compris toutes sujétions de pose Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de siphon de sol DE40 y compris toutes sujétions de pose	U		
1105	Canalisation EF en tuyau acier galvanisé y compris coudes, tés, réductions, protection antirouille, supports, saignées, raccords et toutes sujétions de raccordement. Ce prix énumère l'ensemble des Canalisations EF en tuyau acier galvanisé y compris coudes, tés, réductions, protection antirouille, supports, saignées, raccords et toutes sujétions de raccordement	Ens		
1106	Fosse septique et puisard. Ce prix rémunère au forfait la construction de la fosse septique et du puisard conformément aux plans d'exécutions validés par la Maîtrise d'œuvre	Ft		
1107	Regards EU - EV en maçonnerie avec enduit étanche. Ce prix rémunère à l'unité la construction Regards EU - EV en maçonnerie avec enduit étanche	U		
1200 : PEINTURE				
1201	Badigeonnage à la chaux Ce prix rémunère le m² de surface Badigeonnage à la chaux y compris toutes sujétions	m²		
1202	Bicouche peinture PANTEX 1300 pour murs extérieurs Ce prix rémunère le m² de surface de Bicouche peinture PANTEX 1300 pour murs extérieurs y compris toutes sujétions	m²		
1203	Bicouche peinture PANTEX 800 sur murs intérieurs Ce prix rémunère le m² de surface de Bicouche peinture PANTEX 800 pour murs intérieurs y compris toutes sujétions	m²		
1204	Bicouche peinture PANTEX 200 plafond intérieur	m³		

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	PRIX UNITAIRE EN LETTRE	PRIX UNITAIRES EN CHIFFRE
	Ce prix rémunère le m ² de surface de Bicouche peinture PANTEX 200 pour plafond intérieur y compris toutes sujétions			
1205	Bicouche peinture à huile pour grilles antivol fenêtres et portes métallique Ce prix rémunère le m ² de surface de Bicouche peinture à huile pour grilles antivol fenêtres et portes métallique y compris toutes sujétions	m ²		
1300 : VOIRIE ET RESEAUX DIVERS (VRD) ET ASSAINISSEMENT				
1301	Fouille pour rigoles de ceinture autour du bâtiment Ce prix rémunère au mètre cube : les travaux d'excavation des fouilles tant en puits qu'en rigoles, des tranchées, en fonction des dimensions arrêtées pour chaque type d'ouvrage.	m ³		
1302	Béton de propreté pour fond de fouille dosé à 150 kg/m ³ Ce prix élaboré pour le règlement des travaux de bétonnage dosé à 150kg de ciment par mètre cube de béton, d'épaisseur 0.5cm comprend : - Les fournitures de tous les composants du béton ; - Les fabrications avec malaxage mécanique ; - Les coffrages et décoffrages ; - La mise en œuvre, toutes sujétions comprises. Il s'applique au mètre cube de béton coulé.	m ³		
1303	Murs en agglos bourrés de 10x20x40 pour parois rigole y/c crépissage, lissage Ce prix rémunère au ml les construit en agglos bourrés de 10x20x40 pour parois rigole y/c crépissage, lissage	ml		
1304	Film polyane Ce prix rémunère au m ² , le coût relatif à la fourniture et pose film polyane conformément aux règles de l'art, y compris toutes sujétions.	m ²		
1305	Lit de sable de 5 cm d'épaisseur Ce prix rémunère au m ³ , le coût relatif à la mise en œuvre du lit de sable de 5cm d'épaisseur	m ³		
1306	Béton armé dosé à 250 kg/m ³ pour dallage de la plateforme (ép.= 8 cm) Ce prix élaboré pour le règlement des travaux de bétonnage dosé à 250 kg de ciment par mètre cube d'agréats comprend : - Les fournitures de tous les composants du béton ; - les fabrications avec malaxage mécanique ; - Et la mise en œuvre, toutes sujétions comprises. Il s'applique au mètre cube de béton coulé	m ³		
1307	Béton armé pour dalles dosé à 250kg/m ³ Ce prix élaboré pour le règlement des travaux de bétonnage dosé à 250 kg de ciment par mètre cube d'agréats comprend : - Les fournitures de tous les composants du béton ; - es fabrications avec malaxage mécanique ; - Et la mise en œuvre, toutes sujétions comprises. Il s'applique au mètre cube de béton coulé	m ³		
1308	Construction toilette externe Ce prix rémunère l'ensemble des travaux de construction des toilettes externes conformément aux plans d'exécutions validés par la maîtrise d'œuvre	ens		

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	PRIX UNITAIRE EN LETTRE	PRIX UNITAIRES EN CHIFFRE
1309	Abonnement CDE Ce prix rémunère l'abonnement CDE y compris toutes sujétions	ens		
1310	Abonnement ENEO Ce prix rémunère l'abonnement CDE y compris toutes sujétions	ens		
1400 : EQUIPEMENT ET MOBILIER DE BUREAU				
1401	Fourniture et pose de fauteuil Directeur Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de fauteuil Directeur suivant les caractéristiques validées par la Maîtrise d'œuvres	U		
1402	Fourniture et pose de fauteuil simple Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de fauteuil simple suivant les caractéristiques validées par la Maîtrise d'œuvres	U		
1403	Fourniture et pose de chaise visiteur Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de chaise visiteur suivant les caractéristiques validées par la Maîtrise d'œuvres	U		
1404	Fourniture et pose de bureau directeur Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de bureau directeur suivant les caractéristiques validées par la Maîtrise d'œuvres	U		
1405	Fourniture et pose bureau simple Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose de bureau simple suivant les caractéristiques validées par la Maîtrise d'œuvres	U		
1406	Unité informatique complète Ce prix rémunère à l'unité la mise en place d'une Unité informatique complète	U		
1407	Fourniture et pose coffre-fort Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'un coffre-fort suivant les caractéristiques validées par la Maîtrise d'œuvres	U		
1408	Fourniture et pose unité complète de climatisation Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'une unité complète de climatisation suivant les caractéristiques validées par la Maîtrise d'œuvres	U		
1409	Fourniture et pose armoires de rangement Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'une armoire de rangement suivant les caractéristiques validées par la Maîtrise d'œuvres	U		
1410	Fourniture et pose étagère de rangement Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'une armoire de rangement suivant les caractéristiques validées par la Maîtrise d'œuvres	U		
1411	Fourniture et pose groupe électrogène de secours Ce prix rémunère à l'unité la fourniture et pose d'un groupe électrogène de secours suivant les caractéristiques validées par la Maîtrise d'œuvres	U		
1412	LOGICIEL MUFID Ce prix rémunère au forfait fourniture d'un logiciel MUFID suivant les caractéristiques techniques recommandées	ft		
1413	Vidéo surveillance Ce prix rémunère à l'ensemble la mise en place d'un système de vidéosurveillance	PROVISION		

PIECE 7 : DETAIL QUANTITATIF ET
ESTIMATIF (DQE)



**DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION
ET D'EQUIPEMENT DE LA MUTUELLE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT
(MUFID) DE LOMIE**

N°	DESIGNATION DES TRAVAUX	UNITE	Qté	PRIX UNITAIRE.	PRIX TOTAL
100: TRAVAUX PREPARATOIRES					
101	Installation du chantier	FF	1,00		
103	Étude géotechnique au pénétromètre léger	FF	1,00		
104	Implantation de l'ouvrage	FF	1,00		
105	Fourniture et pose panneau de chantier	U	1,00		
106	Amenée et replis du matériel	FF	1,00		
Sous -Total 100					
200 : TERRASSEMENT					
201	Aménagement de la plateforme	FF	1,00		
202	Fouilles manuelles en rigoles et en puits pour semelles	m³	58,20		
203	Remblais de terre compactée	m³	73,00		
Sous -Total 200					
300 : FONDATION					
301	Béton de propreté coulé au fond des fouilles dosé à 150 kg/m³	m³	2,44		
302	Béton armé dosé à 350 kg/m³ pour semelles isolées, amorces, longrines	m³	10,76		
303	Élévation mur de sous bassement en agglos bourrés de 20x20x40	m²	121,75		
304	Film polyane	m²	150,00		
305	Lit de sable de 5 cm d'épaisseur	m³	7,50		
306	Béton armé dosé à 200 kg/m³ pour dallage de la plateforme (ép. = 8 cm)	m³	12,00		
Sous-Total 300					
400 : MACONNERIE EN ELEVATION RDC					
401	Béton armé dosé à 350 kg/m³ pour linteaux, poteaux	m³	4,75		
402	Murs en agglos creux de 15x20x40	m²	320,32		
403	Murs en blocs de terre comprimés (BTC) 30x15x10	m²	119,50		
404	Béton armé pour rampe d'accès et escalier dosés à 350 kg/m³	m³	3,47		
Sous-Total 400					

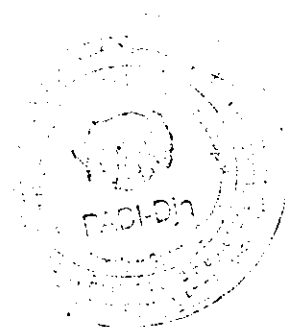
500 : PLANCHER HAUT-RDC					
501	Béton armé dosé à 350 kg/m ³ pour poutres et poutrelles	m ³	12,75		
502	Hourdi 15x20x40	m ²	150,00		
503	Béton armé pour nappe de compression dosé à 350 kg/m ³	m ³	9,00		
Sous-Total 500					
600 : MACONNERIE EN ELEVATION ETAGE					
601	Béton armé dosé à 350 kg/m ³ pour linteaux, poteaux et chaînages	m ³	4,75		
602	Murs en agglos creux de 15x20x40	m ²	520,32		
603	Murs en blocs de terre comprimés (BTC) 30x15x10	m ²	119,50		
604	Béton armé pour rampe d'accès et escalier dosés à 350 kg/m ³	m ³	3,47		
Sous-Total 600					
700 : CHARPENTE ET COUVERTURE					
701	Bois de charpente traité pour fermes 3x15 et pannes de 8x8 y compris toutes sujétions	m ³	3,96		
702	Fourniture et pose planches de rive de 20 y compris toutes sujétions	ml	62,80		
703	Fourniture et pose couverture en tôles BAC ALU 6/10è y compris toutes sujétions	m ²	220,00		
704	Fourniture et pose tôle faitière	ml	20,00		
705	Fourniture et pose bande de rive	ml	64,00		
706	Fourniture et pose descentes d'eau en PVC, y compris toutes sujétions	U	6,00		
707	Fourniture et pose gouttière Alu, y compris toutes sujétions	ml	44,00		
708	Plafond intérieur en panneaux (4mm) de sapelli fixé sur ossature en bois	m ²	31,80		
709	Plafond extérieur en tôles ALU lisse	m ²	17,37		
Sous-Total 700					
800 : ENDUIT ET REVETEMENT					
801	Enduits extérieurs et intérieurs	m ²	1 681,28		
802	Enduits résine de protection des BTC	m ²	239,00		
803	Chape sur dallage de 3 cm d'épaisseur	m ²	320,00		
804	Fourniture et pose carreaux grès pour sol salle 30x30, bureau, véranda et estrade	m ²	320,00		
805	Fourniture et pose plinthe en carreaux grès cérame de hauteur 10cm, y compris toutes sujétions	ml	166,29		
806	Fourniture et pose faïence dans les salles d'eau	m ²	55,60		
Sous -Total 800					
900 : MENUISERIE METALLIQUE ET BOIS					
901	Porte métallique de 0,90 m x 2,10 m y compris toutes sujétions	U	2,00		
902	Grilles métalliques pour auditoire	U	3,00		
903	Fenêtres aluminium en châssis coulissant à 2 vantaux	m ²	1,80		
904	Grilles métalliques antivol pour fenêtres	m ²	1,80		
Sous -Total 900					
1000 : ELECTRICITE					

1001	Mise à la Terre y compris toutes sujétions	FF	1,00		
1002	Fourniture et pose de rouleaux de gaine annelée de 50m	U	10,00		
1003	Fourniture et pose câble VGV 2,5 en rouleau de 100m	U	10,00		
1004	Fourniture et pose câble VGV 1,5 100m câble VGV 2,5 en rouleau de 100m	Rlx	10,00		
1005	Fourniture et pose interrupteur simple allumage VV	U	20,00		
1006	Fourniture et pose interrupteur double allumage VV	U	20,00		
1007	Fourniture et pose lampe avec 2P+T, y compris installation	U	20,00		
1008	Fourniture et pose prise force 2p (10/16 A) + T	U	14,00		
1009	Fourniture et pose Réglette électrique de 60cm y comprises toutes sujétions pour éclairage	U	20,00		
1010	Fourniture et pose ampoule ronde y comprises toutes sujétions pour éclairage	U	20,00		
1011	Fourniture et pose de disjoncteur	U	10,00		
1012	Fourniture et pose boîte de dérivation	U	10,00		
Sous -Total 1000					
1100: PLOMBERIE SANITAIRE					
1101	Ensemble tuyauterie d'alimentation et d'évacuation y compris raccordement au réseau d'alimentation et d'évacuation	Ens	1,00		
1102	Fourniture et pose des WC siège à l'anglaise y compris toutes sujétions de pose	U	4,00		
1103	Fourniture et pose de lavabo complet y compris toute sujétion de pose	U	4,00		
1104	Fourniture et pose de siphon de sol DE40 y compris toutes sujétions de pose	U	4,00		
1105	Canalisation EF en tuyau acier galvanisé y compris coudes, tés, réductions, protection antirouille, supports, saignées, raccords et toutes sujétions de raccordement.	Ens	1,00		
1106	Fosse septique et puisard.	Ft	1,00		
1107	Regards EU - EV en maçonnerie avec enduit étanche.	U	8,00		
Sous -Total 1100					
1200 : PEINTURE					
1201	Badigeonnage à la chaux	m ²	508,82		
1202	Bicouche peinture pantex 1300 pour murs extérieurs	m ²	158,69		
1203	Bicouche peinture pantex 800 sur murs intérieurs	m ²	350,71		
1204	Bicouche peinture pantex 200 plafond intérieur	m ³	190,61		
1205	Bicouche peinture à huile pour grilles antivol fenêtres et portes métallique	m ²	35,25		
Sous -Total 1200					
1300 : VOIRIE ET RESEAUX DIVERS (VRD) ET ASSAINISSEMENT					
1301	Fouille pour rigoles de ceinture autour du bâtiment	m ³	16,49		
1302	Béton de propreté pour fond de fouille dosé à 150 kg/m ³	m ³	2,03		
1303	Murs en agglos bourrés de 10x20x40 pour parois rigole y/c crépissage, lissage	ml	140,00		
1304	Film polyane	m ²	84,00		
1305	Lit de sable de 5 cm d'épaisseur	m ³	4,20		

1306	Béton armé dosé à 250 kg/m ³ pour dallage de la plateforme (ép.= 8 cm)	m ³	6,72		
1307	Béton armé pour dalles dosé à 250kg/m ³	m ³	1,20		
1308	Construction toilette externe	ens	1,00		
1309	Abonnement CDE	ens	1,00		
1310	Abonnement ENEO	ens	1,00		
Sous -Total 1300					
1400 : EQUIPEMENT ET MOBILIER DE BUREAU					
1401	Fourniture et pose de fauteuil Directeur	U	1,00		
1402	Fourniture et pose de fauteuil simple	U	5,00		
1403	Fourniture et pose de chaise visiteur	U	15,00		
1404	Fourniture et pose bureau directeur	U	1,00		
1405	Fourniture et pose bureau simple	U	5,00		
1406	Unité informatique complète	U	5,00		
1407	Fourniture et pose coffre-fort	U	1,00		
1408	Fourniture et pose unité complète de climatisation	U	3,00		
1409	Fourniture et pose armoires de rangement	U	5,00		
1410	Fourniture et pose étagère de rangement	U	5,00		
1411	Fourniture et pose groupe électrogène de secours	U	1,00		
1412	LOGICIEL MUFID	Provision	1,00	13 600 000	13 600 000
1413	Video surveillance	ens	1,00		
Sous -Total 1400					
TOTAL HTVA					
TVA (19,25%)					
AIR (2,2% ou 5,5%)					
TOTAL TTC					
NET A PERCEVOIR					

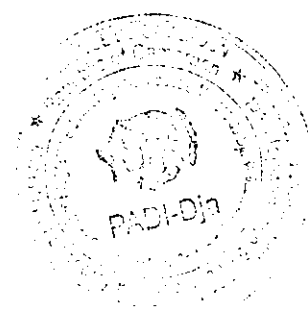


PIECE 8 : CADRE DU SOUS-DETAIL DE PRIX



SOUS-DETAIL DE PRIX				
DESIGNATION :				
N° PRIX	Rendement journalier	Quantité totale	Unité	Durée activité
	CATEGORIE	Salaire Journalier	Jours facturés	Montant
MAIN D'ŒUVRE				
TOTAL A				
MATÉRIEL ET ENGINS	TYPE	Taux Journalier	Jours facturés	Montant
TOTAL B				
ET MATÉRIAUX DIVERS				
TOTAL C				
D	TOTAL COÛTS DIRECTS A+B+C			
E	Frais généraux de chantier	%	= Dx%	
F	Frais généraux de siège	%	= Dx%	
G	COÛT DE REVIENT	-	= D+E+F	
H	Risques et Bénéfices	%	GX%	
P	PRIX DE VENTE HORS TAXES		= G+H	

V	PRIX VENTE UNITAIRE HORS TAXES		= P/Quantité	
---	-----------------------------------	--	--------------	--



PIÈCE 9 : MODELE DE MARCHÉ



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA
PLANIFICATION ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE



Programme d'Aménagement et de Développement Intégré
de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING
AND REGIONAL DEVELOPMENT

MARCHE N° _____/M/MINEPAT/PADI-DJA/CSPM/2024 DU ____/____/2024

PASSEE APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° _____/AONO/MINEPAT/PADI-DJA/CSPM_P/2024 DU ____/____/2024, EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA COOPERATIVE AGRICOLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE LOMIE, DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA BOUCLE MINIERE DU DJA ET DE LA ZONE FRONTALIERE ADJACENTE (PADI-DJA)

TITULAIRE : _____

B.P: _____ à _____ Tel _____ Fax : _____

N° R.C : _____ A à _____

N° Contribuable : _____

N° Compte bancaire : _____ chez _____) -Agence de _____

OBJET : Travaux de construction et d'équipement de la coopérative agricole d'épargne et de crédit de Lomié dans le cadre de la mise en œuvre du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja).

LIEU : REGION DE L'EST

DELAI D'EXECUTION : HUIT (08) mois calendaires

MONTANTS EN FCFA:

Montant HT	
T.V.A. (19,25 %)	
Montant TTC	
IR (2,2 %)	
Net à mandater	

FINANCEMENT : _____

IMPUTATION : _____

SOUSCRIT le

SIGNE le

NOTIFIE le

ENREGISTRE le.....



ENTRE:

L'ETAT DU CAMEROUN, représenté par le Coordonnateur du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja),

dénommé ci-après « LE MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE »

D'UNE PART, _____

ET :

LE COCONTRACTANT _____

B.P: _____ Tel: _____ Fax : _____

N° R.C _____ à _____

N° Contribuable _____

N° Compte bancaire : _____ à _____ Agence de

Représentée par Monsieur _____, son Directeur Général, dénommé ci-après
« LE COCONTRACTANT »

D'AUTRE PART,

IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :



SOMMAIRE DU MARCHE

TITRE I : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

TITRE II : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

TITRE III : BORDEREAU DES PRIX (BP)

TITRE IV : DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF (DQE)



Page ____ et Dernière

MARCHE N° ____/M/MINEPAT/PADI-DJA/CSPM/2024 DU ____/____/2024
PASSEE APRES APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° ____/AONO/MINEPAT/PADI-DJA/CSPM_P/2024 DU ____/____/2024, EN PROCEDURE D'URGENCE, POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DE LA COOPERATIVE AGRICOLE D'EPARGNE ET DE CREDIT DE LOMIE, DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE LA BOUCLE MINIERE DU DJA ET DE LA ZONE FRONTALIERE ADJACENTE (PADI-DJA)

MAITRE D'OUVRAGE DELEGUE : le Coordonnateur du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la boucle minière du Dja et de la zone frontalière adjacente (PADI-Dja)

TITULAIRE : _____

MONTANTS EN FCFA:

TOTAL HT	
T.V.A. (19.25 %)	
TOTAL TTC	
IR (2,2 %)	
Net à mandater	

VISAS ET SIGNATURES

Lu et accepté par le Cocontractant

Yaoundé, le

Signé par le Coordonnateur du PADI-Dja,

Yaoundé le

ENREGISTREMENT



PIECE 10 : MODELES ET FORMULAIRES A UTILISER



SOMMAIRE

Formulaire N°1 : Modèle de soumission

Formulaire N°2 : Modèle de caution de soumission

Formulaire N°3 : Modèle de Pouvoirs (en cas de Groupement d'entreprises solidaires)

Formulaire N°4 : Modèle de Cadre D'accord De Groupement

Formulaire N°5 : Attestation de visite des lieux

Formulaire N°6 : Modèle de cautionnement définitif

Formulaire N°7 : Modèle de caution d'avance de démarrage

Formulaire N°8 : Modèle de caution de retenue de garantie

Formulaire N°9 : modèle d'attestation de solvabilité

Formulaire N°10 : Modèle d'autorisation pour vérification des pièces



FORMULAIRE N°1 : MODELE DE SOUMISSION

Je, soussigné,..... (Indiquer le nom et la qualité du signataire)

Représentant la société, l'entreprise ou le groupement ⁽⁸⁾.....dont le siège social est à, inscrite au registre du commerce desous le n°.....

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au Dossier d'Appel d'Offres y compris le(s) additif(s), [rappeler le numéro et l'objet de l'appel d'Offres],

Après m'être personnellement rendu compte de la situation des lieux et avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité, la nature et la difficulté des travaux à effectuer,

- Remets, revêtus de ma signature, le Bordereau des Prix Unitaires ainsi que le Devis Estimatif établissant les prix que j'ai établi moi-même pour chaque nature d'ouvrage, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre pour le lot unique à[en chiffres et en lettres] francs CFA Hors TVA, et à[en chiffres et en lettres] francs CFA Toutes Taxes Comprises.
- M'engage à rester engagé par mon offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.
- M'engage à exécuter les travaux dans un délai de à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de Commencer les dits travaux.

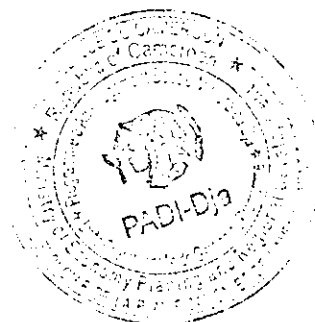
Le Chef de service du Marché se libérera des sommes dues par lui au titre du présent Marché en faisant donner crédit au compte n° ouvert au nom de Auprès de la banque..... Agence de

Avant signature du Marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à le
Signature de
En qualité de
Dûment autorisé à signer les soumissions
pour et au nom de ⁽⁹⁾

(8) Supprimer la mention inutile

(9) Annexer la lettre de pouvoirs



FORMULAIRE N°2 : MODELE DE CAUTION DE SOUMISSION

Adressée à Monsieur : *Le Coordonnateur du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la Boucle minière du Dja et de la zone Frontière Adjacente*

Attendu que l'Entreprise _____, ci-dessous désignée " le Soumissionnaire ", a soumis son offre en date du _____ pour _____ Ci-dessous désignée "l'offre", et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalent à (En lettres) FCFA.

Nous _____ (nom et adresse de la banque), représentée par _____ (noms des signataires), ci-dessous désignée "la banque" déclarons garantir le paiement à l'Autorité Contractante de la somme maximale de (En lettres) FCFA, que la banque s'engage à régler intégralement à l'Autorité Contractante, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

- Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de la validité spécifiée par lui sur l'acte de soumission ;
Ou
- Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution du marché par l'Autorité Contractante pendant la période de validité :
 - Manque à signer ou refuse de signer le Marché, alors qu'il est requis de le faire ;
 - Manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif du Marché (cautionnement définitif, comme prévu dans celui-ci).

Nous nous engageons à payer à l'Autorité Contractante un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de la première demande écrite de l'Autorité Contractante, sans que l'Autorité Contractante soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande l'Autorité Contractante notera que le montant qu'il réclame est dû à l'Autorité Contractante parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par l'Autorité Contractante pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande de l'Autorité Contractante tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

A _____, le _____



FORMULAIRE N°3 : Modèle de Pouvoirs (en cas de Groupement d'entreprises solidaires)

Je soussigné Mme/M. _____
Directeur Général de (*Entreprise mandante*) _____
Demeurant à _____ BP _____ tél. _____
Donne par la présente, pouvoir à Mme / M _____
Directeur général de (*Entreprise mandataire*) _____
Demeurant à _____ BP _____ tél. _____

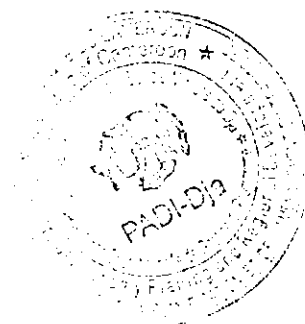
Pour être mandataire du Groupement solidaire constitué par les entreprises (préciser les raisons sociales des deux sociétés) _____,
dans le cadre de l'Appel d'offres N° _____, Pour l'exécution des travaux de _____

En conséquence, assister à toutes réunions, prendre part à toutes délibérations, procèdera à tous votes, signer tous procès-verbaux, tous contrats et toutes pièces, se substituer et généralement, faire le nécessaire dans le cadre du présent appel d'offres et du marché éventuel subséquent

En foi de quoi le présent acte de pouvoir est établi pour servir et valoir ce de droit

Fait à _____ le _____
Le Mandant,
(Nom, Prénom, signature et cachet précédé de la mention manuscrite « Bon pour pouvoirs »)

Légalisation par le Notaire



FORMULAIRE N°4 : Modèle de Cadre D'accord De Groupement

1- Noms et adresses des partenaires du Groupement :

2- Noms et adresses des institutions bancaires du Groupement :

3- Rôle de chaque associé :

PRECISER LA NATURE DES PRESTATIONS DE CHAQUE MEMBRE DU GROUPEMENT

4- Nature du Groupement :

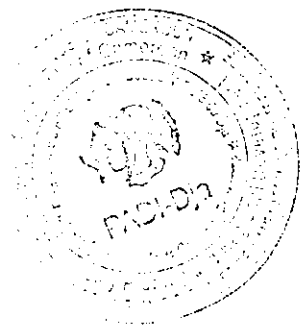
Groupement solidaire pour la réalisation de *PRECISER N° APPEL D'OFFRES, LOT ET NATURE DES PRESTATIONS*

5- Mandataire :

NOM ET ADRESSE DU MANDATAIRE

6- Signature

SIGNATURE DE TOUS LES MEMBRES DU GROUPEMENT



FORMULAIRE N°5 : ATTESTATION DE VISITE DES LIEUX

Je soussigné Mme/Mlle/M. _____
Directeur/Responsable Technique de le
Cocontractant _____
Atteste avoir visité le(s) _____

Objet de l'appel d'offres n°

A l'issue de cette visite, les observations suivantes ont été relevées :

Localité d'origine _____

A-OBSERVATIONS GENERALES

B-OBSERVATIONS SPECIFIQUES

(préciser les écarts éventuels constatés par rapport aux données du DAO et proposer et chiffrer s'il y a lieu les variantes techniques améliorantes et économiques possibles)

■
■
■
■

Date

Signature

NB : Cette fiche aussi bien que l'offre engage le soumissionnaire. Il ne pourra prétendre après, de la non connaissance du site pour d'éventuelles réclamations.



FORMULAIRE N°6 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Banque :

Référence de la Caution N° _____

Adressée à Monsieur : *Le Coordonnateur du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la Boucle minière du Dja et de la zone Frontalière Adjacente* ci-dessous désigne "Autorité Contractante"

Attendu que _____ (nom et adresse de l'Entreprise), ci-dessous désigné "le co-contractant" s'est engagé, en exécution du Marché désigné le "Marché", à réaliser les travaux comprenant notamment : (indiquer les séries de travaux à réaliser)

♦

♦

♦

Attendu qu'il est stipulé dans le Marché que le co-contractant remettra à l'Autorité Contractante un cautionnement définitif, d'un montant égal à cinq pour cent (5%) du montant du Marché, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du Marché.

Attendu que nous avons convenu de donner au co-contractant ce cautionnement,

Nous, _____ (nom et adresse de la banque), représentée par _____ (noms des signataires) ci-dessous désignée "la banque", nous engageons à payer à l'Autorité Contractante, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de l'Autorité Contractante déclarant que le co-contractant n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du Marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de _____ (en chiffres et en lettres).

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification à la Lettre-Commande ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès notification au co-contractant, par l'Autorité Contractante, de l'approbation du Marché. Elle sera libérée dans un délai de mois à compter de la date de réception provisoire des travaux.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par l'Autorité Contractante au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

A _____, le _____

FORMULAIRE N° 7 : MODELE DE CAUTION D'AVANCE DE DEMARRAGE

Banque : référence, adresse _____

Nous soussigné (banque, adresse), déclarons par la présente, garantir, pour le compte de _____ (le titulaire), au profit de *Monsieur le Coordonnateur du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la Boucle minière du Dja et de la zone Frontalière Adjacente (PADI-Dja Maître d'Ouvrage Délégué* (« Le bénéficiaire »),

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite de l'Autorité Contractante déclarant que (*Le titulaire*) ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du Marché Relatif aux travaux de la somme totale maximum correspondant à l'avance de vingt (20) % du montant toutes taxes comprises du Marché N°....., payable dès la notification de l'ordre du service correspondant, soit :francs CFA.

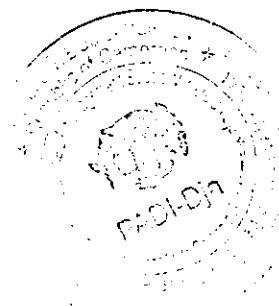
La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de..... (*Le titulaire*), ouvert auprès de la banque sous le N°.....

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant de la caution sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par la banque

A....., le.....
(Signature de la banque)



Formulaire N°8 : MODELE DE CAUTION DE RETENUE DE GARANTIE

Banque :
Référence de la caution : N°.....

Adressée à **Monsieur le Coordonnateur du Programme d'Aménagement et de Développement Intégré de la Boucle minière du Dja et de la zone Frontalière Adjacente (PADI-Dja)**, Maître d'Ouvrage Délégué ci-dessous désigné "l'Autorité Contractante".

Attendu que..... (*Nom et adresse de l'entreprise*), ci-dessous désigné "le co-contractant", s'est engagé, en exécution du Marché, à réaliser les travaux de.....,

Attendu qu'il est stipulé dans le Marché que la retenue de garantie fixée à 10% du montant TTC du Marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner au co-contractant cette caution,

Nous,..... (*Nom et adresse de banque*), représentée par (*Noms des signataires*), et ci-dessous désignée (*la banque*),

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'Ouvrage, au nom du co-contractant, pour un montant maximum de (*en chiffres et en lettres*), correspondant à dix pour cent (10%) du montant du Marché. ⁽¹⁰⁾

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage Délégué, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le co-contractant n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage au titre du Marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute(s) somme(s) dans les limites du montant égal à dix pour cent (10%) du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au Marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

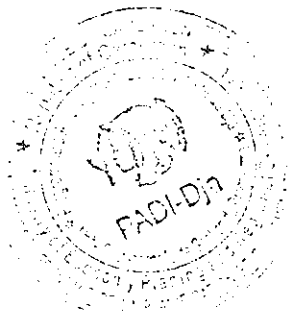
La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur mainlevée délivrée par le Chef service du Marché.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit Camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
A....., le.....
(*Signature de la banque*)

(10) Le cas où la caution est établie une fois au démarrage des travaux et couvre la totalité de la garantie, soit 10% du marché.



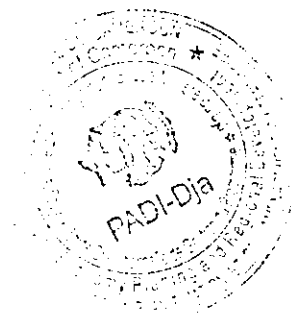
FORMULAIRE N° 9 : MODELE D'ATTESTATION DE SOLVABILITE

Nous, soussignés, _____ (nom de la banque), Société Anonyme au capital de _____ (FCFA) dont le siège social est _____, BP. _____.

Attestons que la Société _____ BP. _____ entretient le compte N° _____ ouvert dans les livres de notre agence de _____. Les dirigeants de cette entreprise jouissent d'une bonne réputation commerciale. Les engagements portés au nom de la Société ont toujours été scrupuleusement respectés jusqu'à ce jour, et nous estimons que cette Société a une capacité de financement de _____ FCFA (en lettres).

En foi de quoi la présente attestation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit.

Fait à _____, le, _____



FORMULAIRE N°10 : MODELE D'AUTORISATION (ATTESTATION) POUR LA VERIFICATION DES PIECES

[LIEU], [DATE]
[NON DU CANDIDAT]
[ADRESSE 1]
[ADRESSE 2]
[VILLE, REGION]
[CODE POSTAL]

OBJET : AUTORISATION POUR LA VERIFICATION DES PIECES

Par la présente, j'autorise le Président de la Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics auprès du PADI-Dja (CSPM P) et le Coordonnateur du PADI-Dja, dans le cadre de l'analyse de ma candidature relativement à l'Appel d'Offre N° [insérer le numéro et titre de l'Avis], à communiquer avec tous organismes étatiques ou privés, afin d'obtenir les renseignements nécessaires à l'évaluation de ma présente candidature.

Par le fait même, j'autorise tous organismes étatiques ou privés et toutes personnes mentionnées dans mon offre à titre de références, à communiquer au Président de la Commission Spéciale de Passation des Marchés Publics auprès du PADI-Dja (CSPM P) et le Coordonnateur du PADI-Dja les informations nécessaires à l'évaluation de ma candidature.

À titre d'exemple et de manière non limitative, ils pourront vérifier :

- Les diplômes du personnel auprès des administrations des Ecoles;
- Les cartes grises des matériels auprès des services compétant du Ministère des Transports ;
- Les références auprès des administrations concernées.

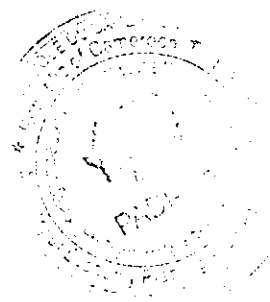
Ce consentement est valide pour la durée nécessaire à l'examen de ma candidature et, si je suis retenu pour lesdites prestations elle restera valide tout au long de l'exécution des travaux

Fait à _____, le _____

[Signature au Candidat]



PIECE 11 : LISTE DES ETABLISSEMENTS
FINANCIERS AGREES POUR FOURNIR
LES CAUTIONS



Liste des établissements bancaires et compagnies d'assurances autorisés à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics.

Cette liste est disponible à l'ARMP.

I- BANQUES

1. Afriland First Bank (FIRST BANK), BP 11 834 Yaoundé;
2. Access Bank Cameroon BP 6000 Yaoundé;
3. Banco Nacional de Guinea Ecuatorial (BANGE Bank Cameroon), BP 34 692 Yaoundé;
4. Banque Atlantique Cameroun (BACM), BP 2 933 Douala;
5. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), BP 12 692 Yaoundé;
6. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFIBANK), BP 680 Douala;
7. Banque Internationale du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit (BICEC), BP 1 925 Douala;
8. Citibank Cameroun (Citibank Cameroon), BP 4 571 Douala;
9. Commercial Bank-Cameroon (CBC), BP 4 604 Douala;
10. Crédit Commercial d'Afrique-Bank (CCA-BANK), BP 6 578 Yaoundé;
11. Ecobank Cameroun (ECOBANK), BP 562 Douala;
12. La Régionale Bank BP: 30 145, Yaoundé;
13. National Financial Credit-Bank, (NFC-Bank), BP 6 578 Yaoundé;
14. Société Commerciale de Banques-Cameroon (SCB-Cameroon), BP 300 Douala;
15. Société Générale Cameroun (SGC), BP 4 042 Douala;
16. Standard Chartered Bank Cameroon (SCBC) BP 1 784 Douala;
17. Union Bank of Cameroon (UBC), BP 15 569 Douala;
18. United Bank for Africa (UBA), BP 2 068 Douala;

II- COMPAGNIES D'ASSURANCES

1. Activa Assurances, BP 12 970 Douala;
2. Area Assurances, BP 16 584 Douala;
3. Atlantique Assurances Cameroun ARDT, BP 3 673 Douala;
4. Chantas Assurances SA, BP 100 Douala;
5. CPA SA, BP 54 Douala;
6. Hala Assurances S.A, BP 2 759 Douala;
7. Pro Assur SA, BP 5 063 Douala;
8. Prudential Beneficial General Insurance SA, BP 2 328 Douala;
9. ROYAL CONYX Insurance Cie, BP 12 230 Douala;
10. SAAR SA, BP 1 014 Douala;
11. Sentani Assurances Cameroun, BP 11 315 Douala;
12. Zenith Insurance S.A, BP 1 540 Douala;

PIECE 12 : LISTE DES LABORATOIRES
GEOTECHNIQUES AGREES PAR LE
MINTP





LISTE DES LABORATOIRES PRIVES AU CONTROLE DE QUALITE DES SOLS ET DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET AUX ETUDES GEOTECHNIQUES, AGREES SELON LE DECRET N°2001/128/PM DU 16 AVRIL 2001 FIXANT LES CONDITIONS D'AGREMENT ET ACTUALISEE A LA DATE DU 01^{ER} MARS 2021

Classé par catégorie et par ordre alphabétique :

N°	Désignation	Catégorie	Groupes d'essai	Référence de l'agrément (arrêté) Date d'expiration de l'agrément
01	AFRICA GEOPROJECTS SARL Tél : (237) 233 47 63 91 / 677 71 34 75 BP : 2 140 Douala	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques	Arrêté : N°014/A/MINTP/CAB du 17 Mars 2020 Valable jusqu'au 17 Mars 2023
02	AMIA BTP SARL Tél : 696 37 90 02 BP : 2 673 Yaoundé	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques	Arrêté : N°012/A/MINTP/CAB du 17 Mars 2020 Valable jusqu'au 17 Mars 2023
03	A-Z CONSULTING Tél : 242 19 49 37 / 677 63 39 61 BP : 33 626 Yaoundé Email : azconsulting@yahoo.com	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques	Arrêté : N°011/A/MINTP/CAB du 17 Mars 2020 Valable jusqu'au 17 Mars 2023
04	BAMBUYI ENGINEERING SERVICES AND TECHNIQUES (Best) Tél : 233 36 23 21 Fax : 233 36 38 48 BP : 120 Bamenda	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques	Arrêté : N°065/A- B/MINTP/SG/DGET/DPP/NCNT/CEAT du 22 Mai 2018 Valable jusqu'au 22 Mai 2021
05	BHYGRAPH GEOTECHNIQUE S.A Tél : 233 01 81 94 / 222 20 69 65 / 675 296 765 BP : 4941 Yaoundé Email : www.bhygraph.com / bhygraph@bhygraph.com	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques	Arrêté : N°016/A-B/MINTP/CAB du 16 février 2021 Valable jusqu'au 23 Juin 2023

06	Bureau d'Investigations Géotechniques (BIG) Tél. : 242 097 965 / 697 30 42 10 BP : 4 475 Yaoundé Email : labo_big@yahoo.fr	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liant hydraulique/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produit Chimiques	Arrêté : N°019/A-B/MINTP/CAB du 16 février 2021 Valable jusqu'au 16 août 2023
07	Bureau de Recherche, d'Etudes et de Contrôle Géotechnique (BRECG) Tél. : 22 22 08 21 / 99 97 05 74 BP : 7 689 Yaoundé Email : brecg@hotmail.com / brecg_yde@yahoo.fr	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liant hydraulique/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe IV : Aciers/Bois Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques	Arrêté : N°188/A/MINTP/CAB du 11 décembre 2018 Valable jusqu'au 11 décembre 2021
08	Consulting Geotech Studies and Planning (C.G.S.P) SARL Tél : 694 703 564 / 677 184 900 BP : 20 255 Yaoundé	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liant hydraulique/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe IV : Aciers/Bois Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques	Arrêté : N°2/A/MINTP/CAB du 17 Mars 2020 Valable jusqu'au 17 Mars 2023.
09	DESIGN SARL Tél : 696 415 540	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liant hydraulique/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produit Chimiques	Arrêté : N°13/A/MINTP/CAB du 17 Mars 2020 Valable jusqu'au 17 Mars 2023.
10	EXPLORA Tél. : 233 47 92 55 / 699 34 91 84. BP : 11 735 Douala	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liant hydraulique/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produit Chimiques	Arrêté : N°189/A/MINTP/CAB du 11 décembre 2018 Valable jusqu'au 11 décembre 2021
11	GEOFOR S.A Tél. : +237 233 42 97 55 BP : 1 853 Douala	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liant hydraulique/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe IV : Aciers/Bois Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques	Arrêté : N°125/A/MINTP/CAB du 17 septembre 2018 Valable jusqu'au 17 septembre 2021
12	GEOLAB SARL Tél : 243 383 549 / 693 565 292 BP 15 168 Yaoundé Email : geolab@yahoo.com	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liant hydraulique/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produit Chimiques	Arrêté : N°20/A/MINTP/CAB du 20 mars 2020 Valable jusqu'au 20 mars 2023
13	INFRA- SOL Tél : 243 596 660 / 699 698 740 BP : 3 256 Yaoundé Email : infasol_2000@yahoo.fr	B	Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liant hydraulique/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes. Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produit Chimiques	Arrêté : N°10/A/MINTP/CAB du 17 Mars 2020 Valable jusqu'au 17 Mars 2023.

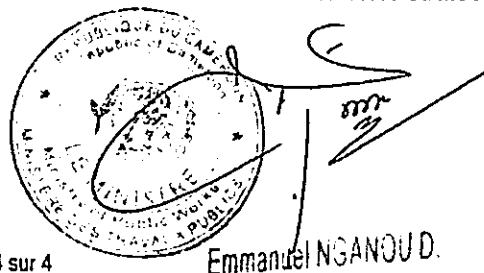
14	<p>Laboatoire d'Etudes et de Contrôle Géotechnique (LECG) S.A.R.L</p> <p>Tél : 655 007 209 / 672 322 810 BP : 20 187 Yaoundé Email : lecg.bv@gmail.com</p>	B	<p>Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/Bâti- ments Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâti- ments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques</p>	<p>Arrêté : N°22/AM/INTP/CAB du 20 mars 2020 Valide jusqu'au 20 mars 2023</p>
15	<p>Laboatoire Géotechnique et d'Expertise (LABOGEXP) S.A.R.L</p> <p>Tél : 242 001 353 / 656 299 807 BP : 15 606 Yaoundé</p>	B	<p>Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/Bâti- ments Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâti- ments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques</p>	<p>Arrêté : N°187/AM/INTP/CAB du 11 décembre 2018 Valide jusqu'au 11 décembre 2021</p>
16	<p>LE COMPETING-MAT</p> <p>Tél : 222 21 59 88 / 659 50 11 77 BP : 7 214 Yaoundé Site web : competitivemat.org</p>	B	<p>Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/Bâti- ments Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâti- ments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques</p>	<p>Arrêté : N°65/A- B/M/INTP/SG/DGET/PPN/CNT/CEA3 du 22 Mai 2018 Valide jusqu'au 22 Mai 2021</p>
17	<p>PRO CIVIL SOLID SARL</p> <p>Tél : 677 075 119 / 666 317 221 BP : 15 732 Yaoundé</p>	B	<p>Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe IV : Résines/Produits Bitumineux/Bâti- ments Groupe V : Auscultation des chaussées/ Bâti- ments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques</p>	<p>Arrêté : N°21 : INT/PCAB du 20 Mars 2020 Valide jusqu'au 20 Mars 2023</p>
18	<p>Soil and Water Investigations</p> <p>Tél : 222 219 716 / 662 399 153 / BP : 5 640 Yaoundé Email : soilwaterinvestigations@yahoo.fr / soilwater_sai@yahoo.fr</p>	B	<p>Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe IV : Résines/Produits Bitumineux/Bâti- ments Groupe V : Auscultation des chaussées/ Bâti- ments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques</p>	<p>Arrêté : N°014/A-B/M/INTP/SG/DGET/PPN/CNT/CEA3 du 20 Février 2018 Valide jusqu'au 20 Février 2021 Arrêté en cours de renouvellement</p>
19	<p>Sol Solution Afrique Centrale</p> <p>Tél : 222 20 79 52 / 678 61 32 90 BP : 5 983 Yaoundé www.solsolutionac.com</p>	B	<p>Groupe I : Sols et Fondations Groupe II : Granulats Groupe III : Liants hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques Groupe IV : Résines/Produits Bitumineux/Bâti- ments Groupe V : Auscultation des chaussées/ Bâti- ments et Ouvrages d'Art Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques</p>	<p>Arrêté : N°020/A-B/M/INTP/CAB du 16 février 2021 Valide jusqu'au 23 juin 2023</p>

20	BISMOS CAMEROUN Sarl Tél : 242 14 40 85 / 699 94 65 10 BP: 1 995 Yaoundé	C	Groupe I : Sols et Fondations ; Groupe II : Granulats ; Groupe III : Liant hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques.	Arrêté : N°182/A/MINTP/CAB du 03 décembre 2018 Valable jusqu'au 03 décembre 2021
21	Centre d'Etude et de Contrôle Géotechniques (CECG) Tél : (237) 699 517 275 / 699 865 659 BP: 7 859 Douala Email : cecg_yiba@yahoo.fr	C	Groupe I : Sols et Fondations ; Groupe II : Granulats ; Groupe III : Liant hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques ; Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art	Arrêté : N°022/A-C/MINTP/CAB du 16 février 2021 Valable jusqu'au 18 août 2023
22	Construction and Geotechnical Consulting Company (CAGEO CBTP) Tél : 675 393 408 / 242 716 730 BP: 34 516 Yaoundé Email : cageoctip@yahoo.com	C	Groupe I : Sols et Fondations ; Groupe II : Granulats ; Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes ; Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques	Arrêté : N°048/A/MINTP/CAB du 03 juin 2020 Valable jusqu'au 08 juin 2023.
23	FONDASOL CAMEROUN Tél : 698 030 198 BP: 4 277 Rue Dragage Yaoundé Email : cameroun@fondasol.fr	C	Groupe I : Sols et Fondations ; Groupe II : Granulats ; Groupe VI : Auscultation des chaussées/ Bâtiments et Ouvrages d'Art.	Arrêté : N°31/A/MINTP/CAB du 29 mai 2019 Valable jusqu'au 29 mai 2022.
24	Geotechnical and Structural Engineering Consultant (GEO STRUCT) Tél : 651 428 692 / 675 603 773 BP: 135 Bameinda Email : geostruct2@gmail.com	C	Groupe I : Sols et Fondations ; Groupe II : Granulats ; Groupe III : Liant hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques	Arrêté : N°64/A- C/MINTP/CAB du 22 Mai 2016 Valable jusqu'au 22 Mai 2021
25	GEO WATER ENGINEERING (GWE) SARL Tél : 243 01 54 93 / 695 60 64 04 BP: 4 805 Douala Email : geowatereng@yahoo.fr	C	Groupe I : Sols et Fondations ; Groupe II : Granulats ; Groupe III : Liant hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques ; Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes ; Groupe VII : Peintures et Produits Chimiques	Arrêté : N°021/A-C/MINTP/CAB du 16 février 2021 Valable jusqu'au 23 juin 2023
26	IREG ENGINEERING Tél : 677 585 459 / 694 01 90 43 BP: 751 Yaoundé	C	Groupe I : Sols et Fondations ; Groupe II : Granulats ; Groupe III : Liant hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques	Arrêté : N°013/A/MINTP/CAB du 05 février 2021 Valable jusqu'au 05 février 2024
27	Solution Ingénierie & Géotechnique (S.I.G) Sarl Tél : 689 610 811 / 655 49 444 BP: 5 440 Yaoundé.	C	Groupe I : Sols et Fondations ; Groupe II : Granulats ; Groupe III : Liant hydrauliques/Bétons/ Mortiers/Tuiles/Produits Céramiques ; Groupe V : Résines/Produits Bitumineux/ Bitumes	Arrêté : N°9/A/MINTP/CAB du 17 Mars 2020 Valable jusqu'au 17 Mars 2023.

HB : La demande de renouvellement d'un agrément doit parvenir à la Commission quatre (04) mois avant la date d'expiration de l'agrément en cours.

Yaoundé le 15 MARS 2024

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS


Emmanuel NGANOU D.

Page 4 sur 4